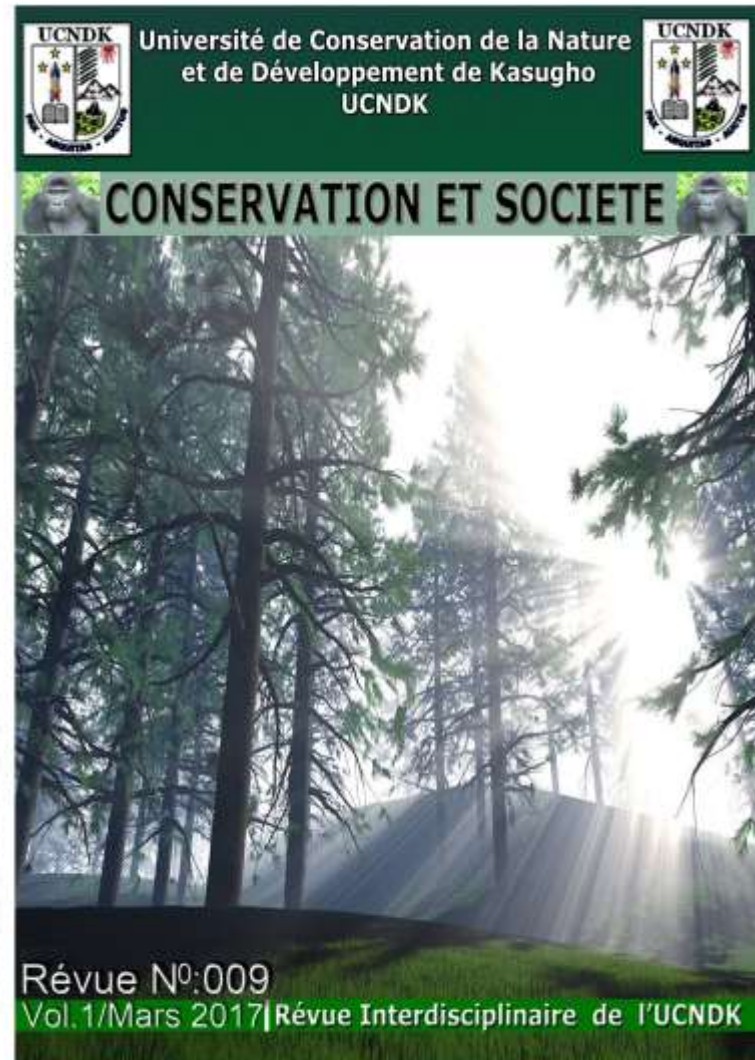




CONSERVATION ET SOCIETE N°009/Mars 2017



CONTENU DE LA REVUE

I. Sciences et sciences appliquées

Pacifique MUKANDALA SYAKENGWA, Approche petrographique du groupement yambenda en territoire de wamba1

Marc HYANGO ODIMA1 et Gabriel MBUSA MUVUGHE, Contribution a la determination des valeurs nutritives et toxiques de cinq plantes alimentaires sauvages consommées a kisangani et ses environs.....19

Désiré KATEMBO KASEKETE, Impacts physiques et ecologiques de l'exploitation artisanale du diamant dans la partie sud du domaine de chasse de rubi-tele : cas a koweït-city (territoire de buta, bas-uele, rd congo)34

KAMBALE KAVYAVU, Etude cartographique des formations geologiques de kalungu (kibarien) au sud-kivu, RD Congo.....47

Pacifique MUKANDALA SYAKENGWA, Etude petrographique et structurale des formations géologiques du territoire de lubero : luotu et musienene.....66

MBUSA MULIRO et KAKULE KATUMWA, Problématique de la domestication de psittacu serythacus (aves) en ville de butembo (no r d – k i v u, RD Congo)88

KATEMBO BARAKA Ombeni, Essai de controle du bxw par la coupe des pieds malades dans des bananeraies infectées.....97

KAKULE KAMBERE KIRIMANZI. P., Contribution à l'étude morphométrique et craniométrique de *rousettus aegyptiacus* (e. geoffroy, 1810) de la réserve forestière de yoko (ubundu, RD Congo)116

Eloge KAMBALE MUHESI, Influence de la distribution spatiale sur la régénération de la forêt dense de kalikuku, lubero, Nord Kivu, République Démocratique du Congo.....134

Sciences sociales

KATEMBO BARAKA Ombeni, Impact des organisations paysannes sur le développement en milieu rural: cas du territoire de mahag.....149

KATEMBO BAHWERE Emile, Problématique des effets des inégalités socioculturelles au Nord-Kivu en 2016, cas de la ville de Goma,
172

MWANAN'ESE LUMANDE Vérité et KATEMBO BARAKA Ombeni, Impact de la corruption dans la profession enseignante au sein des écoles secondaires privées de la ville de beni.....182

WAMBANA NGETUTALA Blaise et Elie KAKULE NZAGHANI NZENDU, analyse de la formation professionnelle et son impact sur le rendement des entreprises de la ville de Goma, Cas des entreprises affiliées à l'INPP.....199

Jackson MUHINDO KAVYAVU, les jeunes face aux réseaux sociaux: cas de whatsapp en ville de Goma.....214

KATEMBO BAHWERE Emile, Considération du niveau de l'instruction des femmes dans la vie conjugale au nord- kivu en 2016, cas de la ville de butembo.....227

KATEMBO BARAKA Ombeni, MWANAN'ESE LUMANDE Vérité et MUHINDO

MUGHENDERA Mwéndé, La part des produits forestiers non ligneux (pfnl) dans les revenus et la sécurité alimentaire des ménages en villes de beni et butembo.....**240**

KAMBALE KASOMO, Approches d'entretien pour la démystification de la mathématique en 3^{ème} h.p et 3^{ème} h.t. sociale dans les écoles de la cite d'oicha (territoire de beni, nord-kivu, RD Congo)**258**

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Comité de Rédaction

Directeur des publications: **Professeur Valentin KAMABU VASOMBOLWA**

Directeur Exécutif : **Pierre KAKULE VWIRASIIHIKYA**

Directeur scientifique : **CT Désiré KHASIRIKANI MBAKWIRAVYO**

Secrétaire des Publications : **CT Gabriel MBUSA MUVUGHE**

Conseil Scientifique

1. Professeur Associé NGANDI LITANGA
2. Professeur Associé Guy CRISPIN GEMBU
3. Professeur Associé Anselme PALUKU KITAKYA
4. Professeur Associé Fabien BOIKA BAILA
5. Professeur Associé Augustin BANWITIYA YELEKO
6. Professeur Jean Louis JUAKALY MBUMBA
7. Professeur Valentin KAMABU VASOMBOLWA
8. Professeur Ordinaire René OLEKO WOTO
9. Professeur Ordinaire Gabriel MAKABU KAYEMBE
10. Chef de Travaux MBUSA MUVUGHE
11. Chef de Travaux Déodatus KAHINDO NYAHUTWE
12. Chef de Travaux Jean Pierre KAKULE KATUMWA
13. Chef de Travaux MBONZO MBANZWA MATHE ALPHA
14. Chef de Travaux Alberic KAMBALE MUKWEMULERE
15. Chef de Travaux Albert KATEMBO SAWA-SAWA
16. Chef de Travaux Désiré KHASIRIKANI MBAKWIRAVYO

NB : Les points des vues exprimés par les auteurs des différents articles ne sont pas nécessairement ceux de “**Conservation et Société**”, revue interdisciplinaire de l’Université de Conservation de la Nature et de Développement de Kasugho, **UCNDK**, ou de ses gestionnaires. Ils n’engagent que leurs auteurs.

**« APPROCHE PETROGRAPHIQUE DU GROUPEMENT YAMBENDA EN
TERRITOIRE DE WAMBA »**

Par Pacifique MUKANDALA SYAKENGWA, Assistant à l'Université Officielle de Rwenzori
(U.O.R), licencié en Exploration et Géologie Minière

RESUME

*Le secteur d'étude se localise en République Démocratique du Congo, province du
Haut Uélé, territoire de Wamba.*

*Géologiquement, le terrain appartient au tardi-protérozoïque avec les formations
tabulaires du Lindien, le complexe amphibolo-gneissique de Bomu et le complexe de West Nile.*

*Historiquement, ce sont les terrains de l'Office des mines d'or de Kilo Moto
(OKIMO). Outre l'OKIMO, Yambenda a connu le passage de la société RIO TITO (recherche du
fer), Kilo Gold Ltd (pour la recherche de l'or), et de fois des actions communes comme le « Joint
Venture » Kilo Gold Ltd- Rand Gold Resources.*

*La pétrographie du groupement Yambenda est riche en dolérites et en sulfures
rubanés de fer qui alternent successivement sur terrain.*

*Le groupement Yambenda connaît plusieurs déformations structurales qui contrôlent
la minéralisation. Il a connu des déformations extensives*

Les formations sont orientées NW-SE.

Yambenda reste réputé pour sa richesse en or et en fer.

ABSTRACT

The study area is located in the Democratic Republic of the Congo, province of Haut Uélé, territory of Wamba.

Geologically, the land belongs to the late Proterozoic with tabular formations of the Lindian, the amphibologneic complex of Bomu and the complex of West Nile.

Historically, these are the lands of the Kilo Moto Gold Mines Office (OKIMO). In addition to OKIMO, Yambenda experienced the passage of the company RIO TITO (research of iron), Kilo Gold Ltd (for the search of gold), and of joint actions like Joint Venture Kilo Gold Ltd. resources.

The petrography of the Yambenda group is rich in dolerites and iron sulphides, which alternate successively on land.

The Yambenda group has several structural deformations which control the mineralization. It has undergone extensive deformations

The formations are oriented NW-SE.

Yambenda remains famous for its wealth of gold and iron.

I. INTRODUCTION

Le groupement Yambenda se localise en République Démocratique du Congo dans l'ancienne Province Orientale et dans l'actuelle Province de Haut Uélé. Il est intégré dans le Territoire de Wamba. Les travaux se sont déroulés dans le village Babiya. Certaines firmes minières comme Rio Tinto et Kilo Gold Ltd sans parler du géant Office des mines d'or de Kilo moto y ont déjà réalisé des travaux d'exploration.

Le groupement Yambenda appartient pour la plupart au bassin hydrographique du fleuve Congo.

Le groupement Yambenda est réputé pour ses ressources minérales dont les principales sont l'or et le fer sans parler de leurs accompagnateurs **(MAKABU K., 2013)**.

Le présent travail de recherche comprend comme interrogations de recherche :

- Quel est l'encaissant lithologique de la minéralisation dans le groupement Yambenda ?
- Quel est le contrôle de la minéralisation dans le groupement Yambenda ?
- Quel est l'orientation préférentielle des formations du groupement Yambenda ?
- Quels déformations majeures a connu le groupement Yambenda ?

Les hypothèses suivantes forment des réponses anticipatives aux diverses préoccupations :

- L'encaissant de la minéralisation à Yambenda serait magmatique, métamorphique et sédimentaire.
- La structurale contrôlerait la minéralisation à Yambenda.
- Les formations de Yambenda seraient préférentiellement orientées NE-SW.
- Les formations de Yambenda auraient connu des déformations extensives.

Le présent travail de recherche comprend pour objectifs :

- ✓ Détecter l'encaissant minéralogique de Yambenda.

- ✓ Retrouver le contrôle de la minéralisation de Yambenda.
- ✓ Déterminer l'orientation préférentielle des cassures à Yambenda.
- ✓ Déterminer les types des déformations majeures qu'a connues le terrain de Yambenda.

Le Choix du présent travail de recherche est le vœu de participer à une étude pétrographique régionale d'une partie du Haut Uélé.

L'intérêt scientifique est de porter à la crème un outil de connaissance des formations du Haut Uélé.

Le présent travail de recherche est axé sur la pétrographie macroscopique du groupement Yambenda.

II. MATERIEL ET METHODES

Géologie générale du secteur d'étude

Le nord oriental de la République Démocratique du Congo fait partie des vastes altitudes bordant le bassin du fleuve Congo. Ses roches sont d'âge tardi-protérozoïque comprenant les formations tabulaires du Lindien, le complexe amphibolo-gneissique de Bomu qui s'étend au nord-ouest dans la République Centrafricaine, et le complexe de « West Nile » s'étendant au Nord et à l'Est vers le Soudan et l'Ouganda entourant le « Haut-Congo granitoïde massive ». Ce dernier constitue avec les méta-sédiments et les roches volcaniques, la partie occidentale du « Nyanza-Kibali Granite Green Stone Terrane » qui s'étend du nord de la Tanzanie jusqu'en République Centre Africaine.

La presque totalité de la production d'or au nord de la R.D.C. vient des schistes et des ceintures des roches vertes situées à l'intérieur du complexe de Bomu. Aucune production d'or n'a été réalisée dans les roches vertes appartenant au « West Nile Complexe » ou au sein du « Haut Congo granitoïde massive » où les terrains de roches vertes appartiennent au Kibalien.

Il existe deux générations des roches sédimentaires appuyées par la géochronologie : le Kibalien inférieur de Ngayu et celui de Moto ; intrudé par des granites de 2,45 Giga années d'âge.

La litho stratigraphie de la région se présente ainsi dans le Kibalien (protérozoïque) :

Les méta-sédiments du Kibalien sont discordants sur le craton archéen et ont été affecté par une

granitisation très étendue. Les méta-sédiments non granitisés forment des lambeaux discordants sur le craton ou isolés dans le granite. Ces lambeaux sont constitués d'amphibolites à grain fin, de laves et tufs souvent albitisés, de schistes graphiteux à biotite, de schistes à ankérite, de shales noires et de dolomies, de quartzites et d'itabirites. On y rencontre également des sills et des dykes, des dolérites, des massifs granitiques et des laves schistifiées. Le Kibalien comprend une série amphibolitique à la base et une série sédimentaire à dominante schisto-calcaire au sommet. Le Kibalien métamorphique comprend des schistes à actinotes, des schistes alvitiques, des roches ankéritiques, des itabirites, des schistes noirs, des quartzites, des talcs à biotite, des schistes à séricite et à chlorite. L'ensemble Kibalien-granite intrusif a été affecté par une tectonique tangentielle tardi-kibaliennne, dans les structures de laquelle des filons, lentilles et stockworks de quartz aurifères se sont mises en place.

Par la suite, l'ensemble a été affecté par des failles radiales liées à la tectonique des rifts, qui ont disloqué les formations de quartz aurifères. Les lentilles et filons de quartz aurifères sont localisés dans les shear zones au sein des massifs granitiques.

Les présents travaux de recherche se sont déroulés dans le Ngayu (Ngayu Greestone Belt) situé dans le projet Somituri de la Société Kilo Gold Resources.

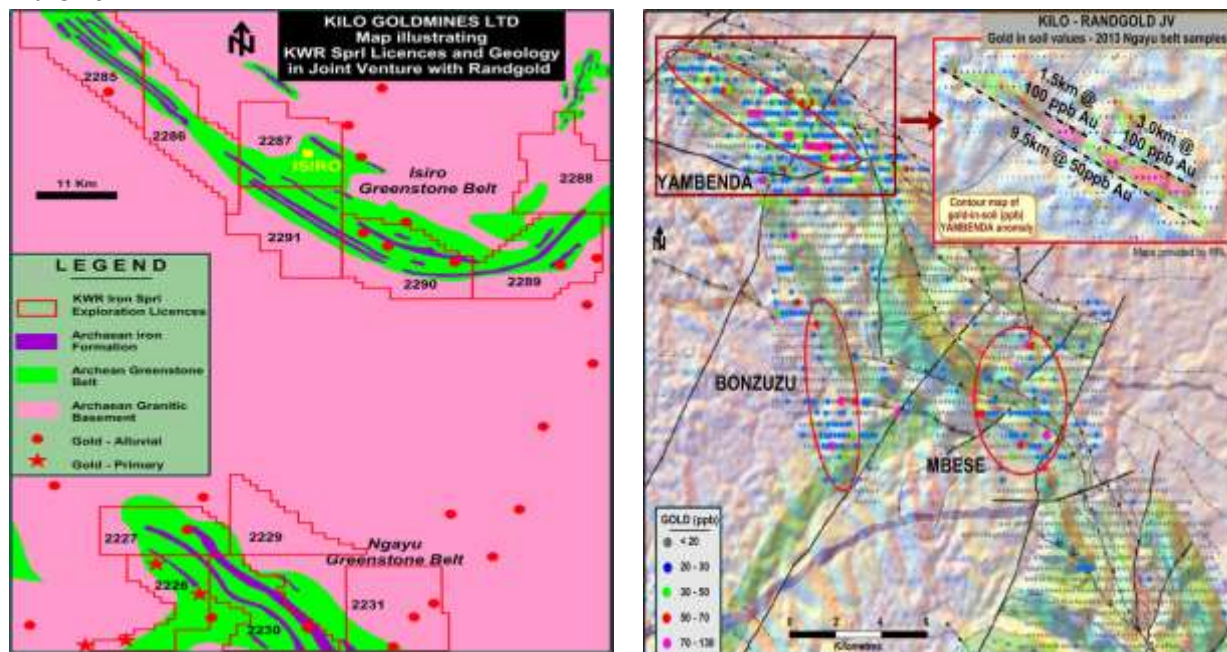


Figure 1 : A gauche, la carte du projet SOMITURI et à droite, carte de localisation de YAMBENDA dans le Ngayu Green stone Belt.

(Source : www.kilogoldmines.com)

Appareillage

Pour bien mener les recherches, un certain nombre d'outils ont été utiles pour la réalisation de divers travaux dont le G.P.S. (Global positioning system), la Boussole pour géologue, le Marteau pour géologue, les loupes pour géologue, le Stylo magnétique, l'acide chlorhydrique dilué, le mètre pliant de 50 mètres et une latte graduée (50 centimètres), un appareil photo numérique.

Les logiciels Surfer 11 et QGIS permettent de traiter et de localiser le terrain d'étude : affleurements et points repères.

Le logiciel Dips traite les données structurales et trouve les diverses orientations des structures lorsque le logiciel Win tensor se charge de trouver les contraintes qu'a connu le terrain d'étude.

Méthodologie

Pour l'usage correct des présents matériels de recherche, une certaine méthodologie de travail a été appliquée.

En première position, une *documentation orale* et une *documentation bibliographique* ont été d'un grand intérêt.

La phase suivante a été une phase de *descente sur terrain* dont la prospection au marteau a été la méthode de travail la plus appropriée.

A l'approche de l'affleurement, il a été question de contempler la nature de son environnement : morphologie dans la plupart des cas.

En face de l'affleurement, la procédure de travail a été :

- L'observation des alentours de l'affleurement ;
- L'observation macroscopique de l'affleurement ;
- L'observation de la couleur de l'affleurement ;
- L'observation de la structure et texture de l'affleurement.
- Casser l'échantillon ;
- Observation de la couleur de l'échantillon afin d'y détecter les minéralisations probables ;
- Essai de l'acide ;
- Test de magnétisme ;
- En cas des structures (cassures ou filons ou schistosité), le prélèvement des mesures structurales a attiré l'attention de la recherche.
- Nomenclature de la roche.

La curiosité maximale a été offerte à l'approche et au contact avec la roche afin de la décrire.

La dernière phase de la méthodologie est celle du *traitement* et de l'*interprétation* des données de terrain.

III. RESULTATS ET DISCUSSION

1. Travaux de terrain

Localisation et description des affleurements

Les affleurements rencontrés à Yambenda sont des BIF (Banded Iron Formation ou sulfures rubanés de fer) ainsi que des dolérites. La minéralisation riche en fer serait concentrée dans les BIF et la minéralisation aurifère s'apparenterait aux dolérites. A l'approche de l'affleurement, il a été constaté une aimantation à l'approche des BIF. Aucune action face à l'acide chlorhydrique. Des mesures structurales ont été prélevées sur les affleurements. Les mesures structurales ont prouvé de l'orientation préférentielle des couches N143.



IMPACT DES ORGANISATIONS PAYSANNES SUR LE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL: CAS DU TERRITOIRE DE MAHAGI

Par KATEMBO BARAKA Ombeni, Assistant à l'ISP-BENI

RESUME

Les objectifs visés par cette étude sont d'identifier les genres, niveau d'instruction, ancienneté d'organisations paysannes en Territoire de Mahagi, d'évaluer leur incidence sur le développement de Mahagi, les types d'outils qu'ils utilisent de déterminer les quantités produites et vendues par organisations paysannes.

L'enquête transversale utilisée dans ce travail nous a permis de vérifier l'incidence des groupements agricoles sur le développement de Mahagi. L'entretien en base de questionnaire et la recherche documentaire ont servi à la récolte des données.

Les activités menées par les enquêtés membres d'associations paysannes sont en évolution, soit 100% pour le groupement AKWERALI WADYENG PI KWO, 87,5% pour

MADIT TIMO, 85,7% pour PALARA DRALE, 81,8% pour MER BER et 78,6% pour TUPENDANE. L'action des organisations paysannes a donc un impact positif.

Il s'avère que la quasi-totalité de ménages trouvent leurs conditions de vie améliorées en adhérant à un groupement agricole. Ainsi, 100 % des membres connaissent une amélioration de leur alimentation, 100 % une facilité d'accès aux soins de santé, 84,43 % une facilité de scolariser leurs enfants, et 72,95 % connaissent une amélioration dans leurs conditions d'habitat.

Aussi, les individus enquêtés investissent dans plusieurs domaines : les membres des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, TUPENDANE et MER BER ont investi plus dans l'achat des tôles (100%), l'achat des motos ou vélos pour faciliter leurs déplacements, (soit respectivement 60%, 79,2%, 71,4% et 77,3%) et l'achat des groupes électrogènes (avec une fréquence respective de 65%, 62,5%, 60,7% et 63,6%). Par contre, les membres du groupement PALARA DRALE ont investi plus dans l'achat d'éponges, soit 96,4%, suivi de tous les autres groupements, avec un pourcentage respectif de 90%, 87,5%, 85,7% et 90,9%. Pour ce qui est de l'achat de terrain, le groupement MER BER occupe la tête du classement, avec 81,8% suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO (80%), MADIT TIMO (79,2%), TUPENDANE (57,1%) et PALARA DRALE (50%).

La majorité des membres qui prennent un repas par jour se retrouve dans le groupement MER BER, soit 31,8%, suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, TUPENDANE, soit respectivement 30%, 29,2% et 28,6%. Par contre, on observe une fréquence élevée de ceux qui prennent trois fois leurs repas par jour dans le groupement agricole PALALRA DRALE, soit 28,6%, suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO et TUPENDANE (soit 25% chacun). Néanmoins, la majorité des membres ont au moins deux repas par jour, avec 46,4% pour les groupements PALARA DRALE et TUPENDANE ; et plus ou moins 45% pour chacun des autres groupements.

Les défis du sous-développement du milieu rural ne peuvent être levés que par la mise en œuvre d'un processus de développement à base des compétences et d'énergie s'appuyant sur des organisations.

Mots clés : Organisations, paysannes, développement, rural, territoire, Mahagi.

I. INTRODUCTION

Le développement du milieu rural est fonction de l'évolution du revenu agricole qui, selon DUFUMIER (1996), contribue à l'élargissement du marché intérieur pour les autres branches de l'économie, à savoir industries et services. De même, le secteur agricole constitue une source majeure des capitaux, ces derniers étant le ferment d'une croissance économique, base de décollage d'une nation.

Pour DERFOUR (1994), le développement du monde rural reste hypothétique de nos jours. Car, la coopération Ville-campagne qui devrait conduire au développement de l'ensemble, créer un déséquilibre ; le milieu urbain s'érigeant en modèle dominant tout en réduisant la campagne à la servitude. L'urbain se réserve le titre de développé et traite le rural en sous-développé. Pourtant, un vrai et efficace développement de la nation ou encore mieux d'une société humaine dans sa globalité requiert.

Et pourtant, Il est reconnu de par le monde que le milieu rural reste le seul à assurer réellement, à travers ses activités professionnelles (artisanat, élevage, agriculture, etc.), la satisfaction, le mieux-être et le mieux-vivre, non seulement à des communautés rurales, mais également à celles urbaines (DUFUMIER, 1996).

Cependant, on s'aperçoit que le monde rural africain et en particulier celui de la R.D. Congo reste souvent bloqué dans son effort pour le développement. Disposant des revenus plus élevés issus des activités du milieu rural, les producteurs du surplus agricole ne sont pas les producteurs agricoles. Les bénéfices agricoles profitent plus aux intermédiaires urbains qu'aux agriculteurs

C'est pourquoi, à travers l'ordonnance loi n° 007/18 du 16 mai 2007, le gouvernement de la république démocratique du Congo voudrait lever les défis du sous-développement de son peuple à travers l'encadrement des paysans par l'entremise des organisations paysannes et des coopératives.

Le territoire rural de Mahagi, dont plus des trois quarts de la population active s'adonnent à l'agriculture comme principale activité économique, a choisi cette politique nationale pour son

développement. Il enregistre ainsi un nombre important de groupements paysans pour le développement de l'agriculture.

Les défis du sous-développement du milieu rural ne peuvent être levés que par la mise en œuvre d'un processus de développement rural à base des compétences et d'énergie s'appuyant sur des organisations.

Les questions suivantes se posent : les groupements agricoles constituent-ils un véritable moteur du développement rural en territoire de Mahagi ? Et par voie de conséquence contribuent-ils à l'amélioration du bien-être des paysans ?

Nous pensons que les groupements agricoles en Territoire de Mahagi seraient une voie de sortie pour améliorer le bien-être de la population rurale ; ceci par le fait qu'elles auraient permis à leurs membres de réduire la pauvreté par le biais des améliorations au niveau de leurs activités.

Les objectifs visés par cette étude sont d'identifier les genres, niveau d'instruction, ancienneté d'organisations paysannes en Territoire de Mahagi, d'évaluer leur incidence sur le développement de Mahagi, les types d'outils qu'ils utilisent, de déterminer les quantités produites et vendues par organisations paysannes.

II. MATERIELS ET METHODES

Cette étude du type évaluatif a été menée dans le territoire de Mahagi de janvier à décembre 2012, elle a couvert une période de 12 mois. Elle a porté sur l'Organisation paysanne et le développement en territoire de Mahagi.

La population de cette étude est constituée de toute association qui organise un groupement agricole.

L'échantillonnage à deux degrés a prévalu pour le choix des unités échantillonnées. Au premier degré nous avons procédé par l'échantillonnage exhaustif pour l'identification des groupements agricoles retrouvés en territoire de Mahagi:

UNION DES MAMANS POUR LA PAIX (PALARA DRALE)

AKWERALI WADYENG PI KWO (AZI – AMEE)

MADIT TIMO (ZAPKA – ZAA)

Au deuxième degré, nous avons procédé par l'échantillonnage occasionnel pour l'identification des responsables des sites du réseau d'une part ; et des responsables des projets et programmes intervenant dans le cadre de développement. Sur cette base, ce premier sous-groupe s'est constitué de 17 personnes réparties comme suit :

- 1 chef de service de développement du Territoire ;
- 3 responsables des réseaux des groupements agricoles ;
- 11 responsables ou représentants des sites ou succursales des groupements agricoles composant le réseau ;
- 2 responsables des projets communautaires ou programmes de développement du milieu rural.

Nous avons sélectionné ensuite, d'une façon occasionnelle toujours, 105 individus qui constituent les membres des groupements agricoles après une interview à travers les sites. En somme, notre échantillon théorique est composé de 122 individus formant deux groupes.

L'enquête transversale utilisée dans ce travail nous a permis de vérifier l'incidence des groupements agricoles sur le développement rural de Mahagi. L'entretien en base de questionnaire et la recherche documentaire ont servi à la récolte des données.

Nous avons recouru à deux types de techniques complémentaires pour traiter nos données. Il s'agit du traitement manuel et du traitement assisté par l'outil informatique.

En effet, appliqué à l'analyse qualitative, le traitement manuel a consisté à la lecture des notes d'entretien, au dégagement de toutes les orientations des opinions livrées par les personnes enquêtées et à la catégorisation par thèmes abordés de ces différentes opinions. Pour donc faciliter ce classement, nous avons construits une grille de dépouillement par thèmes abordés et des indicateurs, cela conformément à l'hypothèse et aux objectifs de l'étude.

Le traitement assisté par l'outil informatique a été appliqué aux données quantitatives avec comme aboutissement la réalisation des tableaux, le calcul des proportions, des pourcentages et des moyennes, la saisie et le traitement du texte de cet article.

Pour raison de commodité, les groupements agricoles sont représentés dans les différents tableaux par les chiffres comme suit : 1 = UNION DES MAMANS POUR LA PAIX (PALARA DRALE), 2 = AKWERALI WADYENG PI KWO (AZI – AMEE), 3 = MADIT TIMO (ZAPKA – ZAA), 4 = TUPENDANE (ZENGO – NIOKA), 5 = MER BER (AWASI – MUKAMBU).

III. RESULTATS

Les résultats de cette étude figurent dans les tableaux II à XIV.

Tableau II : Répartition des enquêtés selon le sexe dans les groupements agricoles

Sexe	1		2		3		4		5		Total	%
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
F	28	100	7	35	4	16,67	9	32,14	8	36,36	56	45,90
M	-	-	13	65	20	83,33	19	67,86	14	63,64	66	54,10
Total	28	-	20	-	24	-	28	-	22	-	122	100

Source : Données de l'enquête

Les enquêtés du sexe féminin représentent 45,9% de notre échantillon et les enquêtés du sexe masculin occupent le 54,1%.

Tableau III : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction dans les groupements agricoles

Niveau d'étude	1		2		3		4		5		Total	%
	n	%	n	%	n	%	N	%	n	%		
Analphabète	7	25	3	15	3	12,5	4	14,29	2	9,09	19	15,57
Primaire	13	46,43	9	45	11	45,83	12	42,86	11	50	56	45,90
Secondaire	7	25	5	25	9	37,5	10	35,71	8	36,36	39	31,97
Supérieur	1	3,57	3	15	1	4,17	2	7,14	1	4,55	8	6,56
Total	28	-	20	-	24	-	28	-	22	-	122	100

Source : Données de l'enquête

Dans notre échantillon, les enquêtés qui ont fait les études primaires représentent 45,90% . Cette étude fait apparaître que les analphabètes, ceux qui ont fait les études secondaires et supérieures représentent respectivement 15,57%, 31,97% et 6,56%.

Tableau IV : Répartition des enquêtés selon leur ancienneté dans les groupements agricoles

Durée en année	1		2		3		4		5		Total	%
	N	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
0 – 1	1	3,57	3	15	2	8,33	2	7,14	4	18,18	12	9,84
2 – 3	14	50	12	60	17	70,83	13	46,43	16	72,72	72	59,02
4 – 5	9	32,14	3	15	3	12,5	6	21,43	1	4,55	22	18,03
6 – 7	4	14,29	2	10	2	8,33	7	25	1	4,55	16	13,11
8 et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	28	-	20	-	24	-	28	-	22	-	122	100

Source : Données de l'enquête

L'étude de l'ancienneté des enquêtés nous montre que les enquêtés dont l'âge d'adhésion varie entre 2 à 3 ans sont les plus nombreux, ils représentent 59,02%. Ceux dont l'âge d'adhésion varie entre 0 mois et une année représentent 9,84%.

Tableau V : Répartition des groupements agricoles selon leurs domaines d'intervention

Groupement agricole	Domaine d'intervention					
	Elevage		Agriculture		Commerce	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
1	1	0	1	0	0	1
2	1	0	1	0	0	1
3	1	0	1	0	0	1
4	0	1	1	0	1	0
5	1	0	0	1	1	0

1: Positif

0: Négatif

Source : Données de l'enquête

L'activité prédominante du milieu rural reste, comme d'aucuns le reconnaissent, l'agriculture au sens large. Elle mérite l'attention de tous. Cette attention soutenue se justifie par quatre groupements sur cinq intervenants pour soutenir ce domaine. Le commerce quant à lui est un domaine d'intervention complémentaire pour les groupements TUPENDANE et MER BER.

Tableau VI : Répartition des groupements agricoles selon la nature de leurs interventions

Groupement agricole	Domaine d'intervention					
	Soins vétérinaires		Assistance tech. et mat.		Aide financière	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
1	1	0	1	0	0	1
2	1	0	1	0	0	1
3	1	0	1	0	0	1
4	0	1	1	0	1	0
5	1	0	0	1	1	0

Source : Données de l'enquête

L'essentiel d'interventions des associations est orienté vers l'assistance technique et matérielle et les soins vétérinaires ; cela au regard de leurs domaines d'interventions respectifs. L'assistance concerne ici la formation, la vulgarisation des techniques culturales modernes, la mise en disponibilité des semences améliorées, etc. Deux organisations seulement, notamment TUPENDANE et MER BER, offrent une aide financière pour accompagner les agriculteurs dans la réalisation de leurs projets.

Tableau VII : Répartition des enquêtés selon l'évolution de leurs activités dans les groupements agricoles

Situation de l'activité	1		2		3		4		5		Tot	%
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Croissante	24	85,	20	10	21	87,5	22	78,6	18	81,	105	88,0

		7		0						8		7
Décroissant e	-		-	-	-		-		-		0	0
Sans réponse	4	14, 3	-		3	12,5	6	21,4	4	18, 2	17	13,9 3
Total	28	-	20	-	24	-	28	-	22	-	122	100

Source : Données de l'enquête

Les activités menées par les enquêtés membres d'associations paysannes sont en évolution, soit 100% pour le groupement AKWERALI WADYENG PI KWO, 87,5% pour MADIT TIMO, 85,7% pour PALARA DRALE, 81,8% pour MER BER et 78,6% pour TUPENDANE. L'action des organisations paysannes a donc un impact positif.

Tableau VIII : Répartition des enquêtés selon l'amélioration de leurs conditions de vie dans les groupements agricoles

1		2		3		4		5		Tot	%
n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Amélioration de l'alimentation											
28	100	20	100	24	100	28	100	22	100	122	100
Facilité d'accès aux soins médicaux											
28	100	20	100	24	100	28	100	22	100	122	100
Facilité de scolarisation des enfants											
22	78,6	17	85	21	87,5	24	85,7	19	86,4	103	84,43
Amélioration des conditions d'habitat											

18	64,3	15	75	20	83,3	17	60,7	19	86,4	89	72,95
----	------	----	----	----	------	----	------	----	------	----	-------

Source : Données de l'enquête

Il s'avère que la totalité de ménages trouvent leurs alimentations améliorées en adhérant à un groupement agricole, soit 100% pour tous les groupements ; la même proportion s'observe aussi pour ce qui est de la facilité d'accès aux soins médicaux. Par contre, 87,5% des membres du groupement MADIT TIMO connaissent une certaine facilité dans la scolarisation de leurs enfants contre 86,4% de membres de MER BER, 85,7% des membres ayant adhéré à TUPENDANE, 85% des membres d'AKWERALI WADYENG PI KWO et 78,6% des membres de PALARA DRALE. A cela s'ajoute aussi l'amélioration des conditions d'habitat qui s'avère significative dans presque tous les groupements, soit 86,4% pour MER BER, 83,3% pour MADIT TIMO, 75% pour AKWERALI WADYENG PI KWO, 64,3% pour PALARA DRALE et 60,7% pour TUPENDANE.

Tableau IX : Répartition des enquêtés selon les avantages après adhésion au groupement

1		2		3		4		5		Tot	%
n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Consommation des produits											
24	85,7	20	100	21	87,5	22	78,6	18	81,8	83	68,03
Prestige social											
5	17,9	3	15	4	16,7	7	25	5	22,7	24	19,67
Pouvoir économique											
16	60,1	18	90	14	58,3	20	71,4	15	68,2	83	68,03

Source : Données de l'enquête

Les membres mettent en avant la consommation des produits diversifiés, notamment 100% des membres du groupement AKWERALI WADYENG PI KWO suivis de ceux des

groupements MADIT TIMO, soit 87,5%, PALARA DRALE, soit 85,7%, MER BER, soit 81,8% et TUPENDANE, avec 78,6%. Quant à ce qui concerne l'amélioration de leur pouvoir économique, le groupement AKWERALI WADYENG PI KWO occupe la tête du classement, soit 90% des membres, suivi des groupements TUPENDANE, MER BER, PALARA DRALE et MADIT TIMO, soit respectivement 71,4%, 68,2%, 60,1% et 58,3%. Pour d'autres, bien qu'ils soient encore moins représentés, ils jouissent d'un certain prestige social pour le simple fait d'appartenir à leurs organisations.

Tableau X : Répartition des enquêtés selon les outils de production moderne disponibles dans le groupement agricole

<u>1</u>		<u>2</u>		<u>3</u>		<u>4</u>		<u>5</u>		Tot	%
n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Outils ordinaires (houe, coupe-coupe, arrosoir, etc.)											
28	100	20	100	24	100	28	100	22	100	122	100
Tracteur loué											
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engrains chimiques											
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Données de l'enquête

La totalité de nos enquêtés dans tous les groupements agricoles disposent d'un équipement encore du type ordinaire.

Tableau XI : Répartition des enquêtés selon les réalisations individuelles par groupement agricole

1		2		3		4		5		Tot	%
n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Achat des tôles											
11	39,3	20	100	24	100	28	100	22	100	105	88,07

Achat véhicule ou voiture											
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achat Moto ou Vélo											
7	25	12	60	19	79,2	20	71,4	17	77,3	75	61,46
Achat groupe électrogène											
9	32,1	13	65	15	62,5	17	60,7	14	63,6	68	55,74
Achat éponge											
27	96,4	18	90	21	87,5	24	85,7	20	90,9	110	90,16
Achat machine à coudre											
2	7,1	10	50	13	54,2	6	21,4	11	50	42	34,43
Construction des maisons à matériaux durables											
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achat terrain d'habitation ou de culture											
14	50	16	80	19	79,2	16	57,1	18	81,8	83	68,03

Source : Données de l'enquête

Il est ressorti que les individus enquêtés investissent dans plusieurs domaines : les membres des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, TUPENDANE et MER BER ont investi plus dans l'achat des tôles (100%), l'achat des motos ou vélos pour faciliter leurs déplacements, (soit respectivement 60%, 79,2%, 71,4% et 77,3%) et l'achat des groupes électrogènes (avec une fréquence respective de 65%, 62,5%, 60,7% et 63,6%). Par contre, les membres du groupement PALARA DRALE ont investi plus dans l'achat d'éponges, soit 96,4%, suivi de tous les autres groupements, avec un pourcentage respectif de 90%, 87,5%, 85,7% et 90,9%. Pour ce qui est de l'achat de terrain, le groupement MER BER occupe la tête du classement, avec 81,8% suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO (80%), MADIT TIMO (79,2%), TUPENDANE (57,1%) et PALARA DRALE (50%).

Tableau XII : Répartition des enquêtés selon le nombre de repas pris par jour

Nombre de repas par	1	2	3	4	5
---------------------	---	---	---	---	---

jour	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Un repas	7	25	6	30	7	29,2	8	28,6	7	31,8
Deux repas	13	46,4	9	45	11	45,8	13	46,4	10	45,5
Trois repas	8	28,6	5	25	6	25	7	25	5	22,7
Total	28	-	20	-	24	-	28	-	22	100

Source : Données de l'enquête

La majorité des membres qui prennent un repas par jour se retrouve dans le groupement MER BER, soit 31,8%, suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, TUPENDANE, soit respectivement 30%, 29,2% et 28,6%. Par contre, on observe une fréquence élevée de ceux qui prennent trois fois leurs repas par jour dans le groupement agricole PALALRA DRALE, soit 28,6%, suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO et TUPENDANE (soit 25% chacun). Néanmoins, la majorité des membres ont au moins deux repas par jour, avec 46,4% pour les groupements PALARA DRALE et TUPENDANE ; et plus ou moins 45% pour chacun des autres groupements.

Tableau XIII : Répartition des enquêtés selon l'organisation des séances de formation par groupement agricole à leur faveur

Opinions	1		2		3		4		5		Tot	%
	N	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Oui	28	100	20	100	24	100	28	100	22	100	122	100
Non	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Total	28	-	20	-	24	-	28	-	22	-	122	100

Source : Données de l'enquête

Toutes les organisations paysannes enquêtées assurent des formations à leurs membres.

Tableau XIV : Quantités produites par les membres des OP de 2011 à 2012 en tonnes

Produits	1		2		3		4		5	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Manioc	20,8	23,1	21,7	23,8	22,4	25,2	23,6	25,9	19,9	22,7

Maïs	13,1	15,9	9,5	13,4	12,9	14,3	13,7	16,6	11,3	13,9
Patate douce	23,7	27,3	21,4	25,3	23,1	27,1	23,2	26,8	21,2	25,1
Arachide	11,4	14,7	9,7	13,1	10,8	14,3	11,6	15,7	9,9	13,8
Haricot	17,1	18,1	15,2	16,6	16,4	18	17,6	18,2	15,8	17,1
Légumes	6,3	7,1	3,2	4,1	4,6	5,5	5,9	6,6	3,7	4,6
Pomme de terre	14,9	16,1	12,6	14,1	13,3	14,9	15,1	16,4	12,9	14,7
Banane	15,3	16,6	13,5	14,7	14,6	15,8	15,1	17,2	14,3	15,4
Soja	11,5	17,2	7,1	12,7	9,5	13,9	10,8	15,2	8,9	14,7

Source : Archives des groupements agricoles UNION DES MAMANS POUR LA PAIX (PALARA DRALE), AKWERALI WADYENG PI KWO (AZI – AMEE), MADIT TIMO (ZAPKA – ZAA), TUPENDANE (ZENGO – NIOKA), et MER BER (AWASI – MUKAMBU) De ce tableau, on peut observer une certaine variation à la hausse de quantités des denrées vivrières produites par les membres des organisations paysannes.

IV. DISCUSSION

L'étude sur les activités menées par les groupements paysans nous a permis de révéler une panoplie d'actions en faveur du développement.

1. Répartition des enquêtés selon le sexe dans les groupements agricoles

La majorité des enquêtés du sexe féminin se trouve dans le groupement PALARA DRALE (28) soit 100% ; par contre le groupement MADIT TIMO renferme plus les hommes (20) soit 83,33%, suivi des groupements TUPENDANE (19) soit 67,86%, AKWERALI WADYENG PIKWO (13) soit 65% et MERBER (14) soit 63,64%.

Cette variable nous a permis d'analyser l'implication de l'aspect genre, particulièrement la part de la femme dans l'amélioration de la situation des ménages.

Il est un fait connu que la femme dans les milieux ruraux assure la grande partie de la survie familiale tel que l'a dit OUEDRAOGO B. L., (1990) voulant concilier sa spécificité constitutionnelle ou biologique de mère, créatrice de vie, d'épouse et ce que doit être désormais

son rôle dans la société Burkinabais afin de participer activement et véritablement au développement économique et social de son pays.

2. Du niveau d'instruction

25% des enquêtés du groupement PALARA DRALE sont analphabètes. Pour ce qui est du niveau primaire, 50% enquêtés du groupement MER BER ont fait les études primaires, suivi des groupements PALARA DRALE (46,43%), MADIT TIMO et AKWERALI WADYENG PI KWO, avec respectivement 45,83% et 45% et de TUPENDANE (45%). Les enquêtés ayant un niveau d'étude secondaire se retrouvent plus dans le groupement MADIT TIMO, soit 37,5% suivi des groupements MER BER (26,36%) et TUPENDANE (35,71%). S'agissant du niveau d'étude supérieur, seuls 7,14% des membres du groupement TUPENDANE ont atteint ce niveau.

L'instruction a une incidence sur la productivité et la croissance économique. Une personne instruite aura tendance à assimiler plus facilement et plus rapidement les innovations techniques qui lui sont proposées.

Le niveau d'instruction constitue l'un des grands indicateurs de développement d'un peuple tel que le pense DARREAU P. (2003). Ce dernier, travaillant sur l'impact de la croissance économique et des inégalités sur la pauvreté, démontre que la prééminence accordée à la croissance économique - condition *ex ante* - comme instrument de lutte contre la pauvreté par un courant d'économistes avait conduit à négliger d'autres éléments tout aussi importants, notamment l'investissement en capital humain, et particulièrement dans le domaine de l'enseignement et de la formation. Ainsi, l'un des objectifs du millénaire pour le développement touche la promotion de l'éducation primaire à rendement très important en Afrique subsaharienne.

Le monde rural se transforme rapidement et les jeunes doivent être préparés aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités. Dans ce contexte, le secteur de l'éducation joue un rôle essentiel pour rendre le milieu rural attrayant pour les jeunes. En font notamment partie l'accès à une formation scolaire de base qui motive les jeunes à apprendre et une formation professionnelle les qualifiant pour le marché de travail agricole et non agricole. Etant donné que

les jeunes dans les régions rurales abandonnent souvent l'école, il est particulièrement important d'entrouvrir les possibilités de réintégrer une filière scolaire (FAO, 1989).

3. De la durée des membres dans les organisations paysannes

La frange importante des membres ayant une durée qui varie de quelques mois à un an se retrouve plus dans le groupement MER BER, soit 18,18%. Par contre, dans la plupart des groupements agricoles, la majorité des membres ont une durée qui varie entre 2 et 3 ans, notamment 72,72% pour MER BER, 70,83% pour MADIT TIMO, 60% pour AKWERALI WADYENG PI KWO et 50% pour PALARA DRALE. Néanmoins, dans ce dernier groupement, 32,14% des membres ont une durée qui varie entre 4 et 5 ans suivi du groupement TUPENDANE avec 21,43%. C'est uniquement dans le groupement TUPENDANE qu'on retrouve les membres ayant une ancienneté variant entre 6 et 7 ans, soit 25% des membres, suivi de PALARA DRALE avec 14,29% des membres.

Nous estimons que le fait que l'on demeure longtemps dans une organisation paysanne peut traduire un intérêt qu'on a d'en faire membre.

4. Des actions menées par les organisations paysannes en territoire de Mahagi

L'essentiel d'interventions des associations est orienté vers l'assistance technique et matérielle et les soins vétérinaires ; cela au regard de leurs domaines d'interventions respectifs. L'assistance concerne ici la formation, la vulgarisation des techniques culturales modernes, la mise en disponibilité des semences améliorées, etc. Deux organisations seulement, notamment TUPENDANE et MER BER, offrent une aide financière pour accompagner les agriculteurs dans la réalisation de leurs projets.

Notons que ces actions ont aidé nombreuses familles à briser l'état de la dépendance dans lequel elles étaient au point de se prendre elles-mêmes en charge.

Ces résultats semblent s'écarter un tout petit peu de ceux des autres auteurs parmi lesquels les recherches faites par le CHAIRE de l'UNESCO de l'UNIKIN sur la situation des autochtones pygmées en RDC (2009). Selon ces études, les interventions des ONG de développement n'ont pas d'impact observable sur la situation sociale des pygmées ; seulement on assiste à quelques opérations de saupoudrage en vue de justifier les fonds reçus des bailleurs étrangers. Pour cela, les ONGD ne touchent pas plusieurs aspects des besoins réels des peuples pygmées qui pratiquent ainsi l'agriculture, la pêche, la chasse ainsi que d'autres activités, mais à faible proportion leur laissant toujours une vie de misère chronique.

De leur côté, FERNAND VINCENT et PIERS COMBELL (1989) dans leur ouvrage « Renforcer l'autonomie financière des associations et ONG de développement du tiers monde », parlent de la dépendance financière des associations et ONGD vis-à-vis des organismes internationaux. Les méthodes utilisées pour les agences de l'aide internationale, qu'elles soient multilatérales, bilatérales ou non gouvernementales, ne permettent pas, la plupart du temps, d'aider les partenaires locaux notamment les ONG et autres organisations philanthropiques ou les programmes qu'ils ont promus à devenir indépendants.

5. De l'évolution des activités et amélioration des conditions de vie

Les activités menées par les enquêtés membres d'associations paysannes sont en évolution, soit 100% pour le groupement AKWERALI WADYENG PI KWO, 87,5% pour MADIT TIMO, 85,7% pour PALARA DRALE, 81,8% pour MER BER et 78,6% pour TUPENDANE.

Il s'avère ainsi que la totalité de ménages trouvent leurs alimentations améliorées en adhérant à un groupement agricole, soit 100% pour tous les groupements ; la même proportion s'observe aussi pour ce qui est de la facilité d'accès aux soins médicaux. Par contre, 87,5% des membres du groupement MADIT TIMO connaissent une certaine facilité dans la scolarisation de leurs enfants contre 86,4% de membres de MER BER, 85,7% des membres ayant adhéré à TUPENDANE, 85% des membres d'AKWERALI WADYENG PI KWO et 78,6% des membres

de PALARA DRALE. A cela s'ajoute aussi l'amélioration des conditions d'habitat qui s'avère significative dans presque tous les groupements, soit 86,4% pour MER BER, 83,3% pour MADIT TIMO, 75% pour AKWERALI WADYENG PI KWO, 64,3% pour PALARA DRALE et 60,7% pour TUPENDANE. L'action des organisations paysannes a donc un impact positif.

Le secteur privé a un rôle capital à jouer dans le développement, y compris dans l'agriculture. Il peut être un moteur de l'amélioration des conditions de vie. Les investissements privés dans l'agriculture des pays africains ne sont pas si fréquents. Peut être la vulgarisation et la mise en marche du programme de Conseil Agricole Rural de Gestion (C.A.R.G.) permettrait à la R.D.Congo d'appuyer ce secteur pilier de l'économie (l'agriculture) créant ainsi de l'emploi pour la majorité des congolais. Les agents économiques préfèrent investir dans les secteurs comme le commerce ou dans une moindre mesure dans l'industrie. L'agriculture est en effet un domaine très risqué et difficile, pourtant la vraie création de richesses vient de là ; ce qui devrait pousser les investisseurs à investir, d'abord dans la production agricole, puis dans la conservation et petit à petit, dans la transformation.

6. Des Réalisations individuelles

Les individus enquêtés investissent dans plusieurs domaines : les membres des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, TUPENDANE et MER BER ont investi plus dans l'achat des tôles (100%), l'achat des motos ou vélos pour faciliter leurs déplacements, (soit respectivement 60%, 79,2%, 71,4% et 77,3%) et l'achat des groupes électrogènes (avec une fréquence respective de 65%, 62,5%, 60,7% et 63,6%). Par contre, les membres du groupement PALARA DRALE ont investi plus dans l'achat d'éponges, soit 96,4%, suivi de tous les autres groupements, avec un pourcentage respectif de 90%, 87,5%, 85,7% et 90,9%. Pour ce qui est de l'achat de terrain, le groupement MER BER occupe la tête du classement, avec 81,8% suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO (80%), MADIT TIMO (79,2%), TUPENDANE (57,1%) et PALARA DRALE (50%).

Ceci permet de voir à travers ces différentes catégories des réalisations une tendance vers le développement.

La préoccupation des peuples sur le développement est très vieille car elle est en effet liée à l'aspiration de chacun à tendre vers une existence meilleure. De l'antiquité à nos jours, de l'Occident à l'Orient, la population a toujours aspiré encore au mieux-être. Pour cela, Christian FUSILLIER (1999) fustige le fait que les interventions d'appui au développement sont rarement en liaison explicite avec une ou des « stratégies de développement », qui voudraient que l'Etat du pays concerné ait défini les grandes lignes de sa politique, décliné les objectifs spécifiques qu'il souhaite atteindre en matière de développement rural, urbain, sanitaire, etc. et ait précisé la coordination des différents secteurs entre eux.

A l'absence de cadre général, les interventions, souvent initiées de l'extérieur, partent des diagnostics isolés ; et l'on voit fleurir autant de stratégies qu'il y a de bailleurs de fonds, de bureaux d'étude ou d'ONG, chacun ayant sa logique propre.

7. De l'Autosuffisance ou la sécurité alimentaire

La majorité des membres qui prennent un repas par jour se retrouve dans le groupement MER BER, soit 31,8%, suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, TUPENDANE, soit respectivement 30%, 29,2% et 28,6%. Par contre, on observe une fréquence élevée de ceux qui prennent trois fois leurs repas par jour dans le groupement agricole PALALRA DRALE, soit 28,6%, suivi des groupements AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO et TUPENDANE (soit 25% chacun). Néanmoins, la majorité des membres ont au moins deux repas par jour, avec 46,4% pour les groupements PALARA DRALE et TUPENDANE ; et plus ou moins 45% pour chacun des autres groupements.

L'action alimentaire est un facteur important du développement puisqu'elle réserve et restaure les forces de ceux qui doivent y contribuer ; son efficacité est pourtant conditionnée par

le développement économique notamment par une alimentation suffisante et équilibrée de la population.

Depuis des temps immémoriaux, les gouvernements sont préoccupés par l'approvisionnement des populations en denrées alimentaires. Une vie normale et une santé solide ne sont possibles que si l'alimentation est non seulement suffisante mais équilibrée pour toutes les couches de la population. Ainsi, les gouvernements initient et mettent en œuvre des politiques diverses pour promouvoir une croissance régulière et soutenue de la production agricole.

La réalisation de l'autosuffisance alimentaire ou de la sécurité alimentaire permet aux gouvernements qui y parviennent de poursuivre également un objectif social, dans la mesure où les consommateurs, et en particulier les couches les plus vulnérables, peuvent s'approvisionner en denrées alimentaires au coût le moindre possible.

8. Des outils de production modernes disponibles dans les groupements agricoles

Dans cette rubrique, nous avons constaté que la totalité de nos enquêtes dans tous les groupements agricoles disposent d'un équipement encore du type ordinaire.

Nous inspirant du Rapport final de groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert technologie au conseil du commerce et du développement (1994 : 5), « la technologie et l'innovation sont vitales pour aboutir au développement économique ». Ainsi, pour ce qui concerne l'agriculture vivrière pratiquée par presque tous les groupements agricoles, force est de constater l'itinéraire technique pratiqué par ces derniers ne facilitant pas le travail agricole et donc ne favorisant pas la croissance et le développement rapides du milieu rural à travers celles des plantes cultivées.

L'association apparaît comme étant une structure particulièrement favorable à l'expression de l'innovation. Le développement et la valorisation des associations sont, d'ailleurs, déjà des

signes d'innovation, puisqu'elles constituent le plus souvent une alternative au système national de développement contrôlé par le projet transcendantale monté de haut en bas et n'atteignant à peine les paysans.

9. Des avantages liés à la vie associative

Les membres mettent en avant la consommation des produits diversifiés, notamment 100% des membres du groupement AKWERALI WADYENG PI KWO suivis de ceux des groupements MADIT TIMO, soit 87,5%, PALARA DRALE, soit 85,7%, MER BER, soit 81,8% et TUPENDANE, avec 78,6%. Quant à ce qui concerne l'amélioration de leur pouvoir économique, le groupement AKWERALI WADYENG PI KWO occupe la tête du classement, soit 90% des membres, suivi des groupements TUPENDANE, MER BER, PALARA DRALE et MADIT TIMO, soit respectivement 71,4%, 68,2%, 60,1% et 58,3%. Pour d'autres, bien qu'ils soient encore moins représentés, ils jouissent d'un certain prestige social pour le simple fait d'appartenir à leurs organisations.

Ces résultats corroborent avec ceux de TON de KLERK (2005) dégageant de nombreux avantages notamment :

- L'autonomie qui découle de la mise en place du groupement par leurs propres membres et ne dépendant d'aucune assistance extérieure ;
- L'adaptabilité, les groupes étant constitués des personnes aux situations presque similaires ;
- L'assistance mutuelle qui fournit l'occasion de rencontrer régulièrement d'autres personnes, les relations ainsi établies constituant une source de soutien appréciable dans les périodes difficiles.

10. Les principales cultures vivrières et l'évolution de leur production

Le tableau 14 dégage une certaine évolution à la hausse de quantités des denrées vivrières produites par les membres des organisations paysannes de 2011 à 2012, bien que cette évolution ne soit pas aussi rapide.

L'agriculture a toujours constitué la base de toute économie et en particulier dans une première phase de développement. A ce titre, la croissance économique reste tributaire de l'expansion du secteur agricole.

L'expansion continue du secteur agricole doit permettre au pays d'accéder à un état satisfaisant de sécurité alimentaire par la croissance quantitative et qualitative des produits alimentaires ; de stimuler son industrialisation par la mise à disposition des ressources humaines, matérielles et financières ainsi que par la consommation de ses produits finis ; et de mobiliser et transférer une épargne locale conséquente à travers plusieurs mécanismes et contribuer ainsi à la croissance économique globale et au développement.

CONCLUSION

Cette étude sur organisations paysannes et développement rural en territoire de Mahagi à identifier les genres, niveaux d'instruction, ancienneté, les organisations agricoles en territoire de Mahagi, d'évaluer l'incidence des organisations paysannes sur le développement rural de Mahagi, les types d'outils que les organisations utilisent, de déterminer les quantités produites et venues de produits d'organisations.

Pour y arriver, l'enquête transversale appuyée par l'analyse documentaire à base des statuts et rapports annuels des organisations paysannes, l'entretien structuré en base de questionnaire ont prévalu à la récolte des données.

Il s'en est dégagé que le territoire de Mahagi organise 5 groupements agricoles dont, le groupement AKWERALI WADYENG PI KWO, MADIT TIMO, PALARA DRALE, MER BER et TUPENDANE.

Le groupement PALARA DRALE regroupe plus de femme que les autres groupements agricoles ; la majorité des enquêtés analphabètes se retrouve dans le groupement PALARA DRALE, Pour ce qui est du niveau primaire, le groupement MER BER regorge en son sein la majorité d'enquêtés, suivi des groupements PALARA DRALE, MADIT TIMO et AKWERALI WADYENG PI KWO et TUPENDANE. Les enquêtés ayant un niveau d'étude secondaire se retrouvent plus dans le groupement MADIT TIMO, suivi des groupements MER BER et TUPENDANE. S'agissant du niveau d'étude supérieur, seuls les membres du groupement TUPENDANE ont atteint ce niveau.

Les membres du groupement TUPENDANE ont une ancienneté comprise entre 6 et 7 ans. Le commerce quant à lui est un domaine d'intervention complémentaire pour les groupements TUPENDANE et MER BER. Par contre, les deux organisations seulement, offrent une aide financière pour accompagner les agriculteurs dans la réalisation de leurs projets.

Les activités menées par les associations paysannes sont en évolution, Il s'avère aussi que la totalité de ménages trouvent leurs alimentations améliorées en adhérant à un groupement agricole. Les membres mettent en avant la consommation des produits diversifiés, la totalité de enquêtés disposent d'un équipement encore du type ordinaire.

Les enquêtés investissent dans plusieurs domaines, la majorité des membres ont au moins deux repas par jour et les organisations paysannes assurent la formation de leurs membres.

Somme toute, ces résultats sont de nature à interpeler les autorités tant locales que nationales en vue de mettre en application un mécanisme de lutte contre la pauvreté dans le territoire de Mahagi.

Au demeurant, ce travail aurait pu aborder les indices de la pauvreté en territoire de Mahagi ; il appartient aux travaux ultérieurs de s'y atteler.

REFERENCES

- CHAIRE de l'UNESCO de l'UNIKIN, « *Situation des autochtones pygmées en RD Congo : Enjeux de droits humains*, Kinshasa, Novembre 2005.
- DARREAU P., *Impact de la croissance économique et des inégalités sur la pauvreté*, De Boeck, Bruxelles, 2003.
- DUFIMIER M., *Projet de développement agricole*, Ed. KARTHALA, Paris, 1996.
- FAO, *Directives concernant les indicateurs socio-économiques à utiliser pour le suivi et l'évaluation du développement rural*, Rome, 1^{ère} édition, 1989.
- FERNAND VINCENT et PIERS COMBELL., *Renforcer l'autonomie financière des associations et ONG de développement du tiers monde*, IRED, Genève, 1989.
- MESSENS J.M.TH., *Monographie de l'Ituri*, Ministère de Colonies, Bruxelles, 1951.
- Nations Unies : Rapport final de groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert technologie au conseil du commerce et du développement, Genève, 1994.
- OUEDRAOGO B. L., *Entraide villageoise et développement, Groupements paysans au Burkina Faso*, Ed. HARMATTAN, Paris, 1990.
- SAM SIMANTOTO M., L'agriculture, une priorité pour la reconstruction, In *Renaitre*, Bimensuel Chrétien d'Information et d'opinion, n°01-15/01/2003.
- TON de KLERK, *Paysage de la finance rurale, Guide à l'intention des acteurs sur terrain*, Ed. CTA, Wageningen, Pays Bas.(sd).
- UMVOR KENO W., *Les Alur du Zaïre, Aperçu su l'évolution politique à base des traditions orales*, Bunia, 1991.

« PROBLEMATIQUE DES EFFETS DES INEGALITES SOCIOCULTURELLES AU NORD-KIVU EN 2016» CAS DE LA VILLE DE GOMA

Par **KATEMBO BAHWERE Emile** Assistant à l'Université Divina Gloria, Licencié en, Psychologie et Sciences de l'Education

1. Résumé

Cet article se propose d'étudier les effets des inégalités socioculturelles influençant le mode de vie d'une personne en lui dotant une autre manière de voir les choses et c'est à partir d'entretiens réalisés avec les couches intellectuels en fonction et en chômage qu'on a abouti à ces résultats.

Dans un premier temps, cette étude situe le problème selon lequel l'inégalité socioculturelle ayant comme conséquence «le chômage, la disparité, la démagogie, la corruption, discrimination» et tant d'autres maux constituent une insécurité qui est un danger en milieu communautaire. Ils stagnent son développement.

En outre, cette recherche insiste sur l'importance de s'imprégner de cette difficulté par les scientifiques dans la mesure de voir comment déduire cette déficience en se basant sur les atouts moraux et éthiques auxquels les futurs formateurs sont appelés à incorporer en vue de faciliter l'orientation scolaire et professionnelle.

Cette étude suscite aussi les couches sociales d'atténuer ces inégalités et leurs conséquences même si ces premières doivent toujours exister.

2. Mots clés

1. Inégalité socioculturelle et méritocratie

a. **Inégalité socioculturelle** : c'est une variation des connaissances d'un groupe d'hommes (communauté) qui permet de critiquer, de juger ou de percevoir les réalités d'une manière différente.

b. Inégalité méritocratique

C'est un défaut d'uniformité ou tout simplement une irrégularité entre les individus qui se fonde sur leurs capacités et/ou aptitudes de réaliser une tâche quelconque. C'est donc la variation inter et intra individuelle qui distingue tel individu à tel autre sur base des facteurs internes qu'externes.

2. **Orientation** : d'après l'Institut National de Recherches Pédagogiques, l'orientation se rapporte à une série d'activités qui permettent aux citoyens, de tout âge et à tout moment de leurs vies, de déterminer leurs capacités, leurs compétences et leurs intérêts, de prendre des décisions en matière d'éducation, de formation et d'emploi et de gérer leurs parcours de vie personnelle dans l'éducation et la formation au travail et dans d'autres cadres où il est possible d'acquérir et/ou d'utiliser ces compétences.

3. **Conflit** : selon la connotation collective, le conflit n'est rien d'autre qu'une lutte ou un combat. C'est une action simultanée de motivation incompatible, son résultat.

Le conflit peut être une source de frustration dans la mesure où le sujet est obligé d'effectuer un choix entre deux situations qui se présentent en même temps et qui attirent ou se repoussent au même moment (temps).

La vie est une somme d'expériences, Parfois l'individu est appelé à vivre deux ou plusieurs expériences simultanément, ce qui exige de lui, plusieurs actions simultanées. Ainsi, le

conflit réside dans le fait de l'embarras qu'éprouve le sujet dans le choix qu'il doit effectuer des différentes situations avec une valence parfois ambivalente.

3. Introduction

Les inégalités socioculturelles ont souvent comme point de départ 'le choix ou l'orientation scolaire et/ou professionnelle. Celle-ci se concrétise déjà dans des réussites précoces et cumulatives. Par ailleurs, les itinéraires de formation sont souvent constitués des réajustements continus, des fragmentations, des phases d'attentes, qui impliquent généralement plusieurs choix professionnels provisoires ne reposant plus sur les dons et/ou aptitudes de l'individu.

Les observations quotidiennes et pratiques montrent clairement que les aptitudes et dons sont aussi influencés par la loi de l'exercice et de l'effet. Outre cette loi, la mondialisation constitue un enjeu assez considérable dans la valorisation de son métier.

Le bonheur social se construit sur une société juste où chaque personne pourrait se satisfaire de la place qu'elle occupe car correspondant à ses aptitudes ou à ses talents.

Certaines confirmations témoignent la « hiérarchisation par le mérite » qui est un fait inéquivocal et ceci produit toujours des inégalités socioculturelles. A côté de cette tendance, une préoccupation majeure est de savoir si le conflit peut provenir de cette inégalité étant donné que la démocratie dans notre pays est encore un mythe et non une réalité. Certains scientifiques soutiennent que cette hiérarchisation par le mérite est présente dans la plupart des sociétés démocratiques, qui considèrent que les individus sont à la fois libres et égaux de droits et inégaux socialement.

L'égalité de chance serait un des moyens « démocratique » de produire des inégalités juste en considérant que les différences de performance scolaire justifient celles du revenu, du pouvoir ou celles de prestige.

Cependant, les études sociologiques montrent que l'égalité méritocratique des chances est un mythe puisque les inégalités socioculturelles ont une influence manifeste d'emblée dans différents services et/ou couches socioculturelles e République Démocratique du Congo, particulièrement au Nord-Kivu notamment à Goma, milieu où le tribalisme est excessif.

Pourquoi ces inégalités socioculturelles produisent aussi des conflits quand bien même chaque individu a les mêmes chances que ses compatriotes. Et conformément à son destin, il est appelé à exercer tel ou tel métier selon ses aptitudes ? Et si les inégalités socioculturelles influencent l'égalité méritocratique des chances individuelles, c'est de quelles manières celles-ci se produisent –elles ?

L'étude des conséquences des inégalités socioculturelles sur l'égalité méritocratique de chances est scientifiquement impérative dans le but de vouloir stabiliser la tension sociale. Pour y arriver, c'est important de conscientiser les sujets de leur propres nature interne qu'externe afin d'atteindre sa fierté, de promouvoir et valoriser les différents domaines de formation sur tous les plans. Ceci devant provenir des efforts fournis par les scientifiques.

Par ailleurs, ces derniers ont le devoir de susciter la volonté de la société afin de réduire l'écart entre la théorie et la pratique qui se fait sentir actuellement dans plusieurs services poursuivant l'intérêt supérieur qui malheureusement est égoïste. Bref, la préoccupation majeure des scientifiques serait de se poser la question ci-après : « Que faut-il entrevoir afin de réduire cette défiance ? »

La découverte de ses aptitudes personnelles dans tel ou tel domaine constituerait un atout sans lequel les inégalités semblent-elles toujours des effets néfastes.

La conscientisation relative à l'homme qu'il faut à la place qu'il faut réduirait-il les effets néfastes de ces inégalités ?

L'activisme de la science peut-elle être ressenti et réduire les conflits qui y surgiraient de ces inégalités?

Sont là les quelques grandes préoccupations émanant de cette littérature relative aux effets des inégalités professionnelles et rémunération elles plus précisément en ville de Goma.

Cette étude se fixe comme objectif d'étendre la dimension éducative qui anime, guide et évalue le processus et le résultat mais aussi la prise en considération des processus sociaux et politiques qui mènent vers une société de plus en plus égalitaire et coopérative en vue de réduire les effets néfastes résultant de ces inégalités professionnelles.

En outre, l'étude présente veut se réduire à un outil qui servira comme moyen de sensibiliser les leaders sociaux de chercher eux-mêmes les moyens de participer davantage à la vie des gens et à considérer que ce processus est essentiel à leur propre éducation et à leur efficacité en tant que leader.

Et finalement, que chaque individu découvre le minimum de sa nature afin d'être conscient de la place qu'il occupe dans la société pour éviter les désordres professionnels qui entraîneraient les conflits d'intérêts.

L'hypothèse autour de laquelle tourne notre réflexion est d'anticiper ce qui suit : « les inégalités socioculturelles proviendraient des inégalités professionnelles et celles-ci engendreraient des effets néfastes sur la société en général et en particulier sur les personnes favorisées et défavorisées par ces inégalités.

4. Matériels et méthodes

Ce chapitre reprend les méthodes adoptées pour atteindre les objectifs de notre investigation. Il est question de présenter la population, l'échantillon et l'instrument de récolte des données.

Population d'étude

Selon MUCCHIELLI(1971, p.16), la population d'étude est constituée par l'ensemble des groupes humains concernés par l'objectif d'enquête .

En fait, deux possibilités s'ouvrent au chercheur, soit il travaille avec toute la population, soit il se limite à un échantillon.

Mars 2017

Pour ce qui concerne cette investigation, c'est de travailler avec un échantillon à cause de nos possibilités financières et logistiques réduites.

Echantillon

Nous avons choisi un nombre réduit et limité d'individus dont l'observation nous a permis de tirer les conclusions applicables à la population entière à l'intérieur de laquelle le choix a été fait, et dont tous les sujets de la population avaient les mêmes chances d'être tirés au hasard dans le but de rendre notre échantillon représentatif.

En effet, la nature de cette recherche nous oblige de considérer les fonctionnaires de l'Etat ou privé comme population d'investigation dans laquelle nous avons soutiré l'échantillon.

Tenant compte de la loi de grand nombre, 27 sujets ont été choisis au hasard dans le secteur de l'enseignement, dans les ONG et les restes sont des agents de l'Etat. Tous du domaine publique que privé confondus.

Effectif Fonction	Sexe				Total	%
	M	%	F	%		
ONG	5	33,3	4	33,3	9	33,3
Enseignant	5	33,3	4	33,3	9	33,3
Agent de l'Etat	5	33,5	4	33,3	9	33,3
Total	15	55,5	12	44,5	27	100%

De ce tableau, 15 hommes sur 27 soit 55,5% contre 12 femmes sur 27 sujets, soit 44,5% ont été interrogés, ils sont repartis selon les catégories de profession, chacune à 33,3% de fréquence.

Technique de récolte des données

L'instrument correspondant à la nature de notre recherche est le questionnaire. Ce dernier reflétait réellement les effets provenant des inégalités socioculturelles. Ces 10 questions ont été administrées à nos sujets. Ces derniers répondaient d'une manière alternative ; ce qui nous a facilité la tâche dans la récolte et le traitement des données.

Analyse des données

Mars 2017

L'indice de pourcentage nous a servi comme outil d'analyse de nos résultats. Il se présente concrètement comme suit :

$$\% = \frac{f}{N} \times 100$$

%= Pourcentage

f= fréquence

N=effectif total de la tranche où a été relevé la fréquence

X=multiplier

100= cent

5. RESULTATS DE RECHERCHE

Après l'administration et la récolte des données, nous sommes passés à l'étape de dépouillement. L'analyse de nos données nous a poussé de représenter un résultat global qui explique la manière dont nos sujets, toutes les catégories et les sexes confondus se sont comportés par rapport à nos questions. Notre questionnaire était composé de 10 questions qui étaient toutes alternatives.

N°	Alternatives Questions	Oui		Non		Neutre		Total	
		f	%	f	%	f	%	f	%
01	Inégalités professionnelles engendrent les conflits d'intérêts	17	63	2	7	8	30	27	100
02	Vous sentez-vous fier dans votre actuelle profession	13/27	48	12/27	45	2/27	7	27	100%
03	Toutes les professions jouissent de la même valeur rémunératrice et honorifique	6/27	22	20	75	1	3	27	100
04	Les professions lucrative sont préférées que les non lucratives	23	85	3	11	1	3	27	100
05	Notre société place l'homme qu'il faut	3	11	24	89	0	0	27	100

	à la place qu'il faut								
06	L'insécurité, la criminalité et les autres et les autres maux résultent de l'inégalité socioculturelle.	22	82	4	15	1	3	27	100
07	Notre société conçoit l'éducation comme bien de consommation et non comme bien d'investissement	15	56	10	37	2	7	27	100
08	Nous menons actuellement une vie qui dépend de l'éducation de nos leaders et de leur volonté politique	17	63	8	30	2	7	27	100
09	La crise dans notre milieu s'explique par l'absence de l'orientation scolaire et professionnelle	14	52	12	45	1	3	27	100
10	Dans notre milieu, plus on travail dur, moins on reçoit et plus on travaille moins, plus on reçoit.	19	71	6	22	2	7	27	100

Commentaire :

La lecture de ce tableau révèle que 17 sujets sur 27 soit 63% ont confirmé que les inégalités professionnelles engendrent les conflits d'intérêt, 2 sujets soit 7% et 8 sujets soit 30% se sont manifestés respectivement indifférents et neutres.

A la question de se sentir fier et à l'aise dans la profession actuelle, 13 sujets soit 48% ont été favorables, 12 sujets soit 45% ont été défavorables et 2 sujets soit 7% se sont exprimés en neutres.

L'attitude de nos sujets face à la confirmation selon laquelle les professions lucratives sont préférées que les non lucratives, 23 sujets sur 27 soit 86% ont été favorables, 3 sujets soit 11% défavorables, 1 sujet, soit 3%, a été neutre.

A la question selon laquelle notre pays place-t-il l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ? 24 sujets soit 89% ont nié la confirmation, 3 sujets seulement soit 11% l'ont confirmé et 3 sujets se sont manifestés neutres. « L'insécurité, la criminalité et plusieurs autres maux sont dus aux inégalités socioculturelles », à ce sujet, 22 interrogés sur 27 soit 81% l'ont confirmé, 4 sujets soit 15% l'ont nié et 1 sujet a été neutre.

La manière dont l'éducation est conçue dans notre pays, 15 sur 27 sujets soit 56% ont confirmé que l'éducation est conçue comme bien de consommation plutôt que bien d'investissement, 10 sujets soit 37% ont dit le contraire et 2 sujets soit 7% se dit rendu neutre. « La vie que nous menons actuellement résulte du genre d'éducation de nos leaders politiques et leurs volonté. » sur ce thème, 14 sujets soit 52% ont acceptés, 12 sujets soit 45% ont refusé et 1 sujet a été neutre. A la question « la crise dans notre milieu s'explique par l'absence de l'orientation scolaire et professionnelle, », 14 sujets soit 52% l'ont confirmé, 12 sujets soit 45% l'ont nié et 1 sujet a été indifférent.

Au terme de « dans notre société, plus on travaille on reçoit moins d'argent et moins on travaille, on reçoit plus », 19 sujets l'ont confirmé ce thème soit 71%, 6 sujets soit 22% l'ont rejeté et 2 sujets soit 7% se sont manifestés neutres.

A la proposition « toutes les professions jouissent de la même valeur rémunératrice et honorifique », 6 sujets soit 22% ont confirmé la proposition, 20 sujets soit 75% l'ont rejeté et 1 sujet a été neutre.

Enfin, tenant compte de ces observations, notre hypothèse selon laquelle les inégalités socioculturelles proviendraient des inégalités professionnelles et rémunératrices et celles-ci engendreraient des effets néfastes sur la société en général et en particulier les personnes favorisées et défavorisées par ces inégalités « est confirmée ».

6. Discussion

Au cours de l'histoire, la sélection a été prise en considération et a connu diverses formes comme la sélection naturelle, la sélection empirique à laquelle se joint la sélection taylorienne et la sélection professionnelle basée sur la technique que nous connaissons aujourd'hui. D'une manière explicite, Charles DARWIN, « 1909-1822 », (Darwin est naturaliste Britannique qui posa les fondements de la théorie de l'évolution grâce au concept de la sélection naturelle). Pour la sélection naturelle, c'est la loi des plus aptes qui prévaut. Les plus aptes réussissent et les plus faibles échouent.

Quant à la sélection empirique, qui date d'avant notre siècle tout était basé sur la graphologie (analyse des traits de personnalité d'après l'écriture), la morphologie ou morpho psychologie (jugement de la personnalité d'après le contours du crane) et l'astrologie consistant à décider des futures activités d'un homme à partir de l'étude des positions des corps célestes au moment de sa naissance. Avec Taylor la sélection des travailleurs se fait sur base de leur rendement et non leurs aptitudes

Ce qui précède soutient d'une manière ou d'une autre qu'il ya des taches ne sollicitant pas et celles sollicitant un génie créatif et par conséquent, des taches supérieures aux autres et impliquant aussitôt la suprématie de la rémunération, à un changement de statut et rôle social qui crée à son tour des inégalités sociales et culturelles entraînant finalement des inégalités méritocratiques de chance.

Le rapport entre niveau d'étude, qualification, travail et rémunération peut être analysé. A ce stade, on se rappelle la théorie ci après : un travail est caractérisé par les connaissances professionnelles et l'expérience qu'il exige. On dit qu'il correspond à une certaine qualification. Cette dernière diffère d'un individu à un autre d'où la naissance d'une émulation qui, par erreur, peut se traduire à une compétition avec tous ses effets possibles.

Selon K. KAHODOKYA(2010 P.60) dit qu'ici en RDC, les salaires fixés librement par les deux parties s'appellent salaires conventionnels ou contractuel. La loi prévoit un salaire minimal légal appelé SMIG (salaire minimal interprofessionnel garanti) qui a pour but d'assurer le minimum vital à chaque travailleur. Le salaire contractuel ne peut jamais être inférieur au SMIG, mais peut lui être supérieur. Lorsque le Gouvernement annonce des augmentations des SMIG, seuls les travailleurs qui ne gagnent que le minimum légal, doivent être augmentés. Pour les autres catégories, l'employeur agira selon son bon vouloir .

En RDC, la loi prévoit cinq catégories professionnelles comme les manœuvres (ordinaires et lourds). Les manœuvres spécialisées, les travailleurs semi qualifiés, les travailleurs qualifiés et finalement, les travailleurs hautement qualifiés.

Sur base de ces différentes classes professionnelles, le législateur établit des salaires minimaux comprenant également le taux des allocations familiales et de la contrevaletur de logement.

Si le salaire est élevé, le niveau de vie s'élève aussi théoriquement et l'estime de soi augmente. Le contraire est aussi certain, ceci implique des effets négatifs aux défavorisés et les effets positifs aux favorisés. Et ceci risque d'entraîner des effets néfastes. La révolution Française en est un exemple illustratif.

Affectivement, chaque individu est toujours en quête du bien. Explicitement, selon les résultats, cette inégalité entraîne chez les défavorisés comme chez les favorisés des démissions, suicides, maladies chroniques, haines, jalousie, compétition, mépris, moqueries, partialités devant la loi, corruption excessive, discrimination, insécurité, criminalité, violence, démagogie, hypocrisie, chômage, disparités, discriminations socioculturelles.

Concrètement, le fait d'être de la tribu x ayant des atouts sollicités dans telle carrière professionnelle dirigée par un Y, ce dernier, influencé par sa culture, juge bon d'engager son frère, jouissant d'autres atouts différents que ceux qui sont requis, ce phénomène à son tour laisse de traces chez cet élève subissant la formation de son frère Y et ça complique l'orientation tant scolaire que professionnelle.

Monsieur x sachant qu'il a des atouts pouvant gérer l'entreprise, va recourir aux mécanismes personnels de s'approprier le poste, quant à Monsieur Y, sachant qu'il n'est pas qualifié dans ce poste, cherche aussi les moyens de conserver le poste,...

De tout ceci, le hasard obtient sa place de la part de l'élève, la corruption, la démagogie, l'hypocrisie, etc. De la part de messieurs x et Y, ceci résulterait de l'influence des inégalités socioculturelles sur les inégalités méritocratiques des chances et engendrent un déséquilibre social néfaste sur les secteurs communautaires et le développement holistique.

La construction d'un projet et le choix d'une orientation, qu'est-ce qui peut précéder l'autre.

7. CONCLUSION, SUGGESTION ET APPORT

Investir dans l'éducation serait une sage décision qui apporterait une main d'œuvre éduquée et formée et apporterait sur le plan économique un renforcement des potentiels congolais en matière d'excellence, d'innovation et de compétitivité mais aussi sur le plan social et éducationnel, cet investissement crée les conditions nécessaire d'égalité de chance et à la participation sociale et éducative.

La théorie qui domine la masse populaire surtout politique est de considérer l'éducation comme bien de consommation dont l'optique est de considérer que le gouvernement investit si peu dans l'éducation.

Cette manière de voir les choses se limite uniquement à la production des intérêts dans le contexte temporelle entre autre les intérêts immédiats que produit l'éducation sont très réduits par rapport à ceux produits par d'autres institutions sœurs à l'éducation.

Pourtant, nul n'ignore que cette dernière est la clé de la réduction de la pauvreté d'une part et d'un développement humain durable, d'autre part.

L'Etat doit incorporer et capitaliser l'éducation en la rendant plus performante un atelier équipé de manière holistique afin de produire le meilleur d'elle-même.

Pratiquement, il doit envier et chercher l'estime de soi tant sur le plan national que sur le plan international et découvrir la déscolarisation au courant anti école dans lequel il a émergé le plus longtemps possible et d'y sortir le plus tôt possible.

Il devrait imiter la rivière, le courage, la perspective des pays de l'Est dans la considération qu'il octroie à l'éducation.

Explicitement, l'Etat Congolais doit donner l'exemple en offrant aux scolarisables des possibilités qui leur permettent de lutter contre la pauvreté, conséquence néfaste d'inégalités et contre toutes formes de discrimination en fournissant aux congolais les moyens de participer directement et à la gouvernance en automatisant les gens selon le sexe et/ou l'âge, et les communautés de sorte qu'il soit en mesure de faire face à leur situation, d'y suivre et de la changer en construisant une culture de la paix et du partage.

La volonté politique peut en outre rendre certains, ces mythes, à partir des ressources engagées et employées par le Gouvernement, si cette volonté est primé par la sympathie et la pitié du peuple en mettant, en premier lieu, la valeur des intérêts de cette population, l'éducation « comme bien d'investissement » peut être confirmé et resterait une réalité.

Ceci étant, le résultat escompté et satisfaisant seront liés avec l'orientation des scolarisables tant sur le plan scolaire que professionnel, sans pour autant parler de la sélection scolaire et professionnel, l'éthique de la déontologie devant pratiquement confirmer cette théorie.

Pour ce qui est d'éthique et de déontologie, nous avons notifié dans notre mémoire inédit, intitulé perception des comportements morales des psychopédagogues par les parents d'élèves, UDGB, 2006, pp24-25 ce qui suit : « le nouveau projet de société devrait se fonder sur les valeurs éthiques que le nouveau système éducatif devra donc intégrer. Le présent cours inscrit au programme de formation des futurs cadres du pays appelés à être des hommes de métier, des conducteurs d'hommes et des agents de développement ». Non seulement scientifiquement compétent, mais aussi et surtout spirituellement et moralement armé pour relever le défi de la société moderne, renforcer la dimension morale dans la formation des formateurs du secondaire, réhabiliter chez les futurs enseignants des développements éthiques, la moralité et le sens sacré dans l'exercice de leur profession ; revaloriser la fonction enseignante afin que les futurs enseignants redeviennent des modèle pour les apprenants et la société en général.

Quant à la crise dans notre société, nous estimons que la crise de la société africaine s'exprime par l'incapacité de résoudre certains problèmes existentiels. Elle se manifeste sous forme de la précarité de l'organisation sociopolitique qui crée une insécurité et une fragilité permanente. Elle est d'abord crise de la raison et de l'intelligence car, incapable de se doter des nouveaux symbolismes adaptés aux exigences techno scientifiques du monde actuel. Les causes de cette crise ne sont pas toujours à chercher dans la rencontre de l'Afrique avec l'occident Européen. Elles sont aussi dans la mentalité et l'imaginaire

Mars 2017

Africains qui sont parfois obstacle au déploiement de la raison. Seulement le problème de la mondialisation peut permettre de gérer le programme utile qui tient compte de la dynamique du monde ».

La caractéristique de la société Congolaise est la quadruple extraversion économique, sociale, culturel et pédagogique constituant la source de la crise globale qui est à la fois : crise de modèle sur tout le plan, crise de valeur , crise culturel et enfin, crise du système scolaire.

C'est dans cette optique que le père Jean Marie VAMPYS, dit ce qui suit : « le développement de l'Afrique est beaucoup moins à l'heure actuelle, une question de compétence et des capitaux qu'une question de moralité et d'éthique....

Au prof Jean CHRISOSTOME KAPUMBA AKENDA de dire que le Congo ne manque pas des compétences en matière de gestion, ce qui lui manque c'est l'esprit dans lequel ces compétences travaillent non pas pour elle-même, si pour leur groupuscule mais pour le bien commun ; il lui manque donc cet esprit évangélique dans lequel chacun ne trouve sa vie qu'à condition de la donner ».

8. Références

1. ITZ DW, Etudes des adultes et Développement, Publiez par l'institut de Coopération internationale de la confédération Allemande par l'éducation des Adultes, Nairobi Kenya, January, 2007
2. O. MEUNIER, Orientation scolaire et insertion professionnelle, Approche sociologique, Lyon, Cedex 07-France, Septembre 2008
3. Université du QUEBEC A CHICOUTIM : Guide d'Etique et de déontologie, Bureau du Secrétaire général, Juin, 1996
4. E.K. BAHWERE, Perception de comportement moral des psychopédagogues par les parents d'élèves, Mémoire inédit, UDGB, 2006
5. MUCHIELLI, Le questionnaire dans l'enquête psychosociale, Paris, St Librairie technique, 1972.

IMPACT DE LA CORRUPTION DANS LA PROFESSION ENSEIGNANTE AU SEIN DES ECOLES SECONDAIRES PRIVEES DE LA VILLE DE BENI

MWANAN'ESE LUMANDE Vérité, Assistant à l'ISP-BENI

KATEMBO BARAKA Ombeni, Assistant à l'ISP-BENI

Résumé

La présente étude porte sur l'impact de la corruption dans la profession enseignante au sein des écoles secondaires privées de la ville de Beni. Cette étude s'est étalée sur une période qui va du 1^e janvier 2016 au 2 Juillet 2016. Les enquêtes ont révélées les résultats saillants ci-après:

- ❖ En ce qui concerne la connotation de la corruption, 40 % de sujets montrent que les meneurs de la corruption veulent gagner sans fournir d'efforts ; et 30% affirment la facilité.
- ❖ En fonction de la source de la corruption ; il a été révéler que le manque de conscience professionnel (soit 47,5%) et le salaire dérisoire des enseignants (soit 42,5%) constituent les sources de base de la corruption au sein des écoles secondaires privées.
- ❖ Les enquêtes prouvent que les promoteurs des écoles ne s'impliquent pas dans l'éradication de la corruption (soit 57,5%) et 42,5% des sujets s'y impliquent.
- ❖ Après analyse des propositions, 52,5% des sujets proposent la meilleure rémunération des enseignants ; 35% suggèrent le renforcement de l'éthique et la déontologie professionnelle.
- ❖ Le genre féminin est plus sensible à la corruption affirment 80% des sujets car il ne se concentre pas à l'étude, aime la facilité ; et il est beaucoup convoité par les enseignants comparativement au genre masculin (20%).

- ❖ Les élèves se lancent dans la corruption par crainte de ne pas perdre leurs frais scolaires (42,5%) et 12,5% confirment que seules les personnes des mœurs légères se lancent dans cette activité.
- ❖ La majorité des enquêtés encouragent la révocation ou renvoie de tout meneur de la corruption (42,5%) ; et 32,5% n'ont pas présentés une sanction car d'après eux personne n'est épargné de la dépravation.
- ❖ Les enquêtés certifient que la corruption entraine la baisse du niveau intellectuel (75%) et 15% des sujets confirment la diminution du respect et la perte de la dignité de l'individu dans la société.

I. INTRODUCTION

La corruption dans la profession enseignante et plus spécifiquement dans les écoles secondaires privées agréées a été remarquée dans les écoles congolaises à partir des années 1977. Qui constitue aujourd'hui un point d'achoppement pour tout le peuple congolais en générale et pour les autorités en particulier.

En effet, intégrer la conscience professionnelle dans cette carrière est aujourd'hui une nécessité reconnue.

La direction générale de l'enseignement ainsi que l'inspecteur national et les inspecteurs provinciaux, mêmes les hommes des basses classes peuvent donner une stratégie pour éradiquer ce fléau.

Ils peuvent adopter une stratégie de recrutement du personnel qualifié, recruter les élèves ayant leurs documents scolaires qui prouvent son parcours scolaire ; recruter après être informé sur l'éthique des enseignants ainsi que celle des élèves car l'école est une entreprise dans la quelle on éduque, on instruit et on forme des hommes physiquement, intellectuellement et moralement.

Si telle sont les écoles, il est nécessaire de se poser la question "est-ce que toutes les écoles ont comme finalité de former l'homme à la vie et pour la vie ? Ainsi certaines écoles paraissent comme une ressource économique où le promoteur et sa famille se ravitaillent pour répondre à leurs besoins quotidiens au lieu de payer le personnel qui conjugue leurs efforts pour atteindre l'objectif réel d'une école.

Selon MARCEL KOT (1939) la gestion du personnel est une partie de l'administration générale d'une entreprise qui a pour mission de penser, planifier, regrouper, coordonner, diriger, contrôler les activités de chaque département afin de se doter d'un personnel compétent, de le conserver, de l'utiliser et de le développer en vue d'atteindre les objectifs de l'organisation.

Notre recherche est focalisée sur les sources de la corruption dans les écoles secondaires privées en insistant sur les agents ou les auteurs de cette corruption, les sanctions et enfin les conséquences de celle-ci.

Si nous pouvons nous permettre de rappeler, la plupart des services aussi bien publics que privés ne recrutent leur personnel qu'en se conformant, aux **normes sentimentales animés par le clientélisme, le parrainage ainsi que les pratiques néo-patrimoniales tel que le souligne J-F.MEDARD.**

Cependant certains membres du personnel étant au départ mal formés et de leurs aptitudes et leurs compétences. En plus par le fait qu'ils ont des couvertures au sommet de la hiérarchie même s'ils violent le règlement les régissant, ces membres ne sont pas sanctionnés. Ce qui entraîne logiquement des dysfonctionnements au sein d'une entreprise scolaire.

Dans une école dont le personnel est mal géré, cette mégestion le pousse à enseigner superficiellement d'où la baisse du niveau intellectuel des élèves.

Sans pour autant affirmer à priori la mégestion qui donne naissance à la corruption au sein des établissements scolaires privées ; nous avons tentés d'orienter notre investigation autour des questions ci-après :

1. **Quelles sont les sources de la corruption dans les écoles secondaires privées, qui en sont les auteurs et quelle sanction leur revient ;**
2. **Que peuvent faire les promoteurs pour éradiquer la corruption dans les écoles secondaires en ville de Beni?**

L'hypothèse constitue une réponse qu'on pourrait qualifier de temporaire ou provisoire à la question centrale de la recherche. M. GRAWITZ (1996) définit l'hypothèse comme une proposition de réponses à la question posée.

En poursuivant cette étude, les hypothèses ci-après ont été émises :

- La source de la corruption au sein des écoles secondaires privées de la ville de Beni serait due à un salaire dérisoire et au manque de conscience professionnelle.
- Les promoteurs devraient bien payer les enseignants et renforceraient l'éthique et la déontologie de leur personnel pour l'éradication de la corruption au sein des écoles secondaires privées en ville de Beni.

Le souci d'aborder ce sujet est de savoir les sources réelles de la corruption dans ces dites écoles, les auteurs et leurs sanctions et enfin les conséquences néfastes de cet acte antisocial sur les élèves et sur la société. Le présent travail revêt un double intérêt : Sur le plan pratique et théorique : le travail décourage les auteurs de cet acte antivaleur et constitue certaines théories pour éradiquer cet esprit malveillant dans la population congolaise en général et Benitienne en particulier.

Sur le plan scientifique ce travail apporte une contribution sur l'impact de la corruption dans la carrière enseignante et éclaire les sources ; les auteurs et leurs sanctions, les conséquences et la corruption dans toutes les écoles en général et privées en particulier. Cette investigation s'étend sur les sources de la corruption dans les écoles secondaires privées qui va de la période 2012 à 2013.

La date du 22 septembre 1986, selon le cours de l'organisation et législation scolaire correspond à la convention de gestion des écoles entre l'Etat et les églises ainsi que les personnes capables de créer une école privée en vue de respecter la loi-cadre de

l'enseignement national qui était promulguée à la même date sous le numéro 86/005 du 1986.

L'année 2016 est la dernière de notre descente sur terrain pour la récolte de données de l'enquête.

Ce présent travail a comme objectif de :

- **Mettre à la portée de nos lecteurs les sources de la corruption dans la carrière enseignante privée ;**
- **Epinglez les conséquences de la corruption dans la carrière enseignante, ainsi que préconiser les remèdes pour éradiquer cette pratique.**

II. Approche Méthodologique

Dans ce chapitre nous proposons de montrer la manière dont nous avons procédé par la collecte de données indispensables à notre problématique et la manière dont nous les avons traitées.

II .1. Population et échantillon

a. Population :

Dans le sens statiques du terme, la population d'étude est un ensemble d'individus ou d'unités statistiques qui composent la totalité de l'univers qui est étudié.

Pour MUCCELLI (1969), la population d'étude est un ensemble des personnes sur les quelles porte l'enquête et qui constituent une collectivité.

Quant à DEPELTEAU, (2009), « par la population, il faut entendre l'ensemble d'individus (personnes, plantes, pays,...) auquel s'applique une étude ».

Pour nous, une population est un ensemble d'individus possédant certaines caractéristiques qu'un chercheur se propose d'étudier.

Notre population d'étude est constituée de tous les promoteurs, les enseignants, les élèves et les parents des écoles secondaires privées en ville de Beni pour l'année scolaire 2015-2016.

b. Échantillon d'étude

Selon R. LAFON (1965), « l'échantillon est un nombre limité d'observation, ou d'individus choisis parmi une population ».

Pour MUINDA (1988 .p. 49), cité par K. MWANGAZA, « l'échantillon est défini comme étant un groupe d'individus ou d'objets relativement petits choisi scientifiquement de manière à représenter le plus fidèlement possible la population ». Le même auteur ajoute qu' « échantillonner c'est choisir un nombre limité d'individus, d'objets ou d'éléments dont l'observation permet de tirer des conclusions applicables à toute la population entière à l'intérieur de la quelle le choix a été fait ».

Notre échantillon est composé des écoles ci-après Complexe Scolaire MUSAYI, Complexe Scolaire PATMOS, Complexe Scolaire JARDIN DE FLEUR, Complexe Scolaire MAADIBISHO KALEMA, Complexe Scolaire DJOKE.

Il faut souligner que cet échantillon est tiré de la Commune Mulekera, les seules écoles privées de cette commune reconnues ou enregistrées au bureau de la sous- division de l'E.P.S.P de Ville de Beni.

II.2. Méthodes et Techniques

a. Méthode

La méthode est définie selon M. GRAWITZ (1996), comme un moyen de parvenir a un aspect de la vérité, de répondre plus particulièrement a la question « comment ». C'est donc une procédure pour arriver à résoudre l'explication d'un phénomène soumis à l'étude. Pour arriver à ressortir les contraintes de notre travail et de vérifier nos hypothèses les méthodes suivantes ont été utilisées:

- * La méthode fonctionnelle qui nous aide à connaître le fonctionnement des écoles secondaires, tout en démontrant concrètement comment ces écoles gèrent ses personnels.
- * L'approche statistique a été d'une grande utilité dans le traitement des données chiffrées en vue de les analyser et de les interpréter.

b. Techniques

Les techniques sont des instruments utilisés au sein d'une méthode servant à recueillir les données.

Ainsi étant, nous avons procédé à l'enquête sur terrain nous appuyant sur la technique de récolte des données ci-dessous.

➤ **Questionnaire**

Selon LAROUSSE (1959); « un questionnaire est une liste des questions/série des questions aux quelles on doit répondre par écrit ».

Quant à M. GRAWITZ (1996), questionner un individu c'est chercher à obtenir les renseignements sur ce qu'il fait ou compte faire, ce qu'il pense ou ressent c'est-à-dire croit, espère, admire, redoute ou blâme.

➤ **Administration du questionnaire**

Nous montrons sous ce point la manière dont nous avons soumis notre questionnaire à nos enquêtés.

De prime abord, les questionnaires étaient distribués aux enseignants et élèves du groupe retenu comme échantillon de la présente étude.

Aussitôt, après une explication bien fondée de cette recherche, nous avons fait savoir à chacun que le questionnaire avait un caractère anonyme et qu'il était libre de s'exprimer.

Nous leur avons lu question par question ; pour la sécurisation de nos questionnaires ; leur administration a été réduite à une durée moyenne de 45 minutes. Pour ceux-là qui étaient trop occupés, une durée de 24h leur avait été accordée.

Il faut souligner ici que cette façon d'administration nous a rendu un bon service car aucun protocole n'était pas perdu.

➤ **Technique de traitement des données**

Le chercheur ayant recueilli les résultats de sa recherche est arrivé au stade où il est nécessaire d'appliquer certaines méthodes à ce produit pour « en sortir quelque chose ». Il va se voir confronter au problème de « mesure ».

Pour notre cas, nous utilisons l'analyse de contenu et les fréquences qui furent traduites en pourcentage selon la formule ci-après:

$$P, \% = \frac{f}{n} 100$$

D'où, % = pourcentage

f = fréquences des réponses

N = nombre des sujets

III. RESULTATS ET DISCUSSION

III.1. Résultats

Le présent chapitre présente les résultats issus de nos analyses à partir de différents thèmes de notre questionnaire. Les résultats sont présentés sous formes des tableaux.

➤ **Connotation de la corruption**

Ce thème révèle ce que les sujets ont donné comme connaissance sur la corruption.

Tableau n° 1: Connotation de la corruption

Option	F	%
Gagner sans fournir d'efforts	16	40
Tromperie	7	17,5
Antivaleur	5	12,5
Facilité	12	30
Total	40	100

Source: nos enquêtes

Ce tableau indique que pour 16 sujet sur ces 40 soit 40 %, la corruption est un moyen de gagner sans travailler ; 7 sujet sur 40 soit 17, 5 % révèlent que la corruption est due à une tromperie, 5 sujets sur 40 soit 12,5 % démontrent que la corruption est un antivaleur et enfin 12 sujets soit 30 % prouvent que la corruption est une facilité.

Le tableau 2 ci-dessous nous présente la source réelle de la corruption dans les écoles secondaires privées en ville de Beni.

Tableau n°2 : Source de la corruption

Opinion	f	%
Salaire dérisoire des enseignants	17	42,5
Enseignants sans conscience Professionnelle	19	47,5
Elèves mal appris	4	10
Total	40	100

Source: Nos enquêtes

Dans ce tableau, il ressort que sur l'ensemble de nos sujets interrogés, 17 sur 40 soit 42,5 %, disent que la corruption a pour source un salaire dérisoire des enseignants ; 19 sur 40 soit 47,5 %, confirment qu'elle a pour source des enseignants sans conscience professionnelle et 4 sur 40 soit 10 % disent que les élèves mal appris constituent la source de la corruption.

➤ **Lutte contre la corruption**

Le présent thème révèle la façon dont les autorités scolaires se démènent pour lutter contre la corruption mais aussi présente quelques moyens envisagés pour éradiquer ce fléau au sein de leurs écoles.

Tableau n° 3 : Opinions sur la lutte contre la corruption par les autorités

Scolaires

Opinions	F	%
----------	---	---

Oui	17	42,5
Non	23	57,5
Total	40	100

Source: Nos enquêtes

Il se dégage de ce tableau que 17 sujets sur 40 soit 42,5 % acceptent que les autorités scolaires font de leur mieux dans la lutte contre la corruption ; 23 sujets sur 40 soit 57,5 % accusent le non engagement des autorités dans l'éradication de cet acte antivaleur.

Le tableau 4 Ci-dessous nous présente les propositions de lutte contre la corruption dans les écoles secondaires privées en ville de Beni.

Tableau n° 4 : Propositions pour éradiquer la corruption dans les écoles privées

Propositions	f	%
Que les enseignants soient bien payés	21	52,5
Renforcer l'éthique et la déontologie des jeunes enseignants	14	35
Écarter loin du milieu scolaire tout corrupteur et corrompu	2	5
Exiger tous les documents scolaires avant l'inscription des nouveaux élèves	3	7,5
Total	40	100

Source: Nos enquêtes

De l'analyse de ce tableau nous constatons que 21 sujets sur 40 soit 52,5% proposent que les enseignants soient bien payé ; 14 soit 35% proposent de renforcer l'éthique et la déontologie des jeunes enseignants; 3 soit 7,5% recommandent l'exigence de tous les documents scolaires avant l'inscription des nouveaux élèves ; et 2 sujets soit 5% proposent l'écartement du milieu scolaire de tout corrupteur.

Le tableau 5 ci-dessous nous montre les opinions des nos enquêtés face au sexe sensible à la dépravation dans les écoles secondaires privées.

Tableau n°5: Opinions des enquêtés sur le genre sensible à la corruption

Sexe	f	%
Masculin	8	20
Féminin	32	80
Total	40	100

Source: Nos enquêtes

Il ressort de l'analyse de ce tableau que, 8 sujets sur 40, soit 20 % disent que ce sont les garçons qui sont plus corrupteurs ; tandis que 32 sujets sur 40, soit 80 % déclarent que cette tendance corruptrice est l'apanage des filles.

Certaines raisons ont été évoquées par nos sujets enquêtés à propos du sexe plus corrupteur. Celles-ci sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n°6: Raisons avancées vis-à-vis du sexe féminin

Raisons	f	%
Les filles ne se concentrent pas à l'étude, et aiment la facilité	21	70
Les filles sont beaucoup convoitées par les enseignants	11	30
Total	32	100

Source: Nos enquêtes

Au regard de ce tableau ci-haut présenté :

- 21 sujets sur 32 soit 70 % déclarent que les élèves filles ne se concentrent pas à l'étude des leçons vues car elles veulent la facilité ;
- 11 sujets sur 32 soit 30 % disent que les enseignants convoitent beaucoup plus les élèves filles rien que pour le désir sexuel.

Tableau n°7: La Corruption commanditée par les parents

Opinions	F	%
Oui	28	70
Non	12	30

Total	40	100
-------	----	-----

Source: Nos enquêtes

Partant de l'analyse de ce tableau ; nous constatons que 28 sujets sur 40, soit 70 % affirment que les parents corrompent les enseignants de leurs enfants, tandis que 12 sujets sur 40, soit 30 % disent n'avoir jamais vu les parents qui favorisent la corruption.

➤ Causes de la corruption dans les écoles

Quant à ce thème nous montrons les éléments qui poussent les élèves à corrompre les enseignants.

Tableau n° 8 : Causes de la corruption dans les écoles privées

Causes	f	%
La perte de frais scolaires	17	42,5
Intimidations des enseignants envers les élèves	14	35
La décadence des mœurs	5	12,5
Etudier sans corrompre est nul	2	5
Recrutement des élèves sans documents officiels	2	5
Total	40	100

Source: Nos enquêtes

Il ressort de l'analyse de ce tableau que 42,5 % des enquêtés prouvent la perte de frais scolaire pousse les élèves à corrompre les enseignants; 35 % confirment les intimidations des enseignants envers les élèves; 12,5% prouvent que la décadence des mœurs est l'une de causes ; 5% des élèves sont convaincus qu'étudier sans corrompre est nul ; 2 sujets sur 40, soit 5 % affirment que le recrutement des élèves sans documents officiels est à la base de ce fléau.

Tableau n° 9: Sanctions infligées aux meneurs de la corruption

Sanctions	f	%
Révocation ou renvoi	17	42,5

Aucune sanction à infliger car tout le monde est dépraver	13	32,5
Interpellation plus conseils	10	25
Total	40	100

Source: Nos enquêtes

De l'analyse de ce tableau nous constatons que 17 sujets sur 40, soit 42,5 % confirment que la révocation ou revoie constitue une meilleur sanction à infliger aux meneurs de la corruption dans les écoles ; 13 sujets sur 40, soit 32,5 % disent qu'aucune sanction ne peut être infliger car toute personne est dépravée ; 10 sujets sur 40, soit 25 % affirment que l'interpellation plus conseil peut contribuer à l'éradication de ce fléau.

Tableau 10 : Conséquences de la corruption

N°	Conséquences	<i>f</i>	%
1	Baisse du niveau intellectuel	30	75
2	Diminution du respect de la dignité	6	15
3	Perte de l'emploi	4	10
	Total	40	100

Source: Nos enquêtes

De l'analyse de ce tableau, il ressort que 30 sujets sur 40, soit 75 % avouent que la corruption anéanti le niveau intellectuel des enfants dans l'enseignement, 6 sujets sur 40, soit 15 % disent que la corruption au sein d'une école diminue le respect et la dignité et 10 % de nos enquêtés confirment que la corruption entraine la perte de l'emploi.

III.2. Discussion

Notre investigation portant sur l'impact de la corruption dans la profession enseignante au sein des écoles secondaires privées en ville de Beni nous conduit aux résultats ci-après:

1. En se basant du tableau n°2 qui nous donne les résultats selon les quels, 17 sur 40 soit 42,5 %, disent que la corruption a pour source un salaire dérisoire des enseignants ; 19 sur 40 soit 47,5 %, confirment qu'elle a pour source des enseignants sans conscience professionnelle. Eu égard de ces résultats ; ceci nous permet de confirmer notre première hypothèse selon laquelle la source de la corruption au sein des écoles secondaires privées de la ville de Beni serait due à un salaire dérisoire et au manque de conscience professionnelle.

Partant du tableau n° 4, nous constatons que plusieurs propositions ont été émises par nos enquêtés en vue d'éradiquer ce fléau de corruption au sein des écoles secondaires privées en ville de Beni. Sur l'ensemble de nos sujets interrogés, 21 sur 40 soit 52,5 %, proposent que les enseignants soient bien payés ; 14 sur 40 soit 35% suggère le renforcement de l'éthique et la déontologie des enseignants ; 3 sur 40 exigent le contrôle systématique des documents scolaires des nouveaux élèves lors du recrutement ; 2 sur 40 proposent l'écartement de tout corrupteur du milieu scolaire. Ces résultats corroborent notre deuxième hypothèse selon laquelle pour l'éradication de la corruption au sein des écoles secondaires privées en ville de Beni, les promoteurs devraient bien payer les enseignants et renforceraient leur l'éthique et déontologie professionnelle.

CONCLUSION

Au terme de cette étude qui a porté sur «l'impact de la corruption dans la profession enseignante au sein des écoles secondaires privées en ville de Beni », nous sommes arrivés à conclure ce qui suit:

➤ En ce qui concerne la connotation de la corruption, 16 sujets sur 40 soit 40 % nous montrent que les meneurs de la corruption veulent gagner sans fournir d'efforts ; et 12 sujets sur 40 soit 30% affirment la facilité.

- En rapport avec la source de la corruption ; il a été révélé que le manque de conscience professionnelle constitue la source de base de la corruption soit 47,5% ; et le salaire dérisoire des enseignants soit 42,5 constitue la deuxième source.
- 57,5% des enquêtés prouvent que les promoteurs des écoles ne s'impliquent pas dans l'éradication et 42,5% des sujets enquêtés s'impliquent dans la lutte contre ce fléau.
- Après analyse des propositions, 52,5% des sujets proposent la meilleure rémunération des enseignants ; 35% suggèrent le renforcement de l'éthique et la déontologie professionnelle.
- 80% affirment que le genre féminin est plus sensible à la corruption car il ne se concentre pas à l'étude, aime la facilité et il est beaucoup convoité par les enseignants comparativement au genre masculin (20%).
- 42,5% montrent que la crainte de la perte des frais scolaires entraîne les élèves à se lancer dans la corruption et 12,5% disent que seules les personnes des mœurs légères se lancent dans cette activité.
- 42,5% des enquêtés encouragent la révocation ou renvoi de tout meneur de la corruption ; 32,5% n'ont pas présenté une sanction car selon leurs argumentations personne n'est épargné de la dépravation.
- 75% de nos enquêtés certifient que la corruption entraîne la baisse du niveau intellectuel et 15% confirment la diminution du respect et la perte de la dignité de l'individu dans la société.

Pour y parvenir, nous avons recouru aux méthodes ci-après:

- * La méthode d'enquête.

- * La méthode fonctionnelle nous a permis de connaître le fonctionnement des écoles secondaires, tout en démontrant concrètement comment ces écoles gèrent ses personnels.

La vérification de nos hypothèses a nécessité d'abord le questionnaire comme technique de récoltes des données et ensuite l'analyse du contenu et l'analyse statistique ont permis d'accéder aux résultats.

Pour ce fait, nous suggérons ce qui suit:

- Aux autorités scolaires d'appliquer des mesures disciplinaires voir même traduire en justice les coupables ;
- Aux autorités étatiques de ne pas livrer à n'importe qui l'autorisation d'ouvrir une école sans d'abord lui faire connaître les conditions sine quibus non à remplir pour ouvrir une école.
-

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **MARCEL KOT (1939):** La conception national-socialiste de la vie et du monde/Volume 4/Numéro 2/pp212-217, Paris 54, rue de Varenne
2. **Jean François MEDARD (1982):** L'Etat sous-développement en Afrique noire: clientélisme politique ou néo-patrimonialisme, Bordeaux: CEAN, 36p.
3. **MUCHELI (1969):** Lexique des sciences sociales, paris, éditions sociales françaises, 197p (notice BFN n° FRBNF35374101)
4. **François DEPELTEAU (2009):** La démarche d'une recherche en sciences humaines, Bruxelles
5. **Madeleine GRAWITZ (1996):** Méthodes des sciences sociales, Paris, Dalloz, coll.
6. **Robert LAFON (1965):** Population, Revue Bimestrielle de l'institut nationale d'étude démographique, édition L'I.N.E.D, 23, AV.F.D. ROOSVELE-Paris-VIII

**ANALYSE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET SON IMPACT SUR
LE RENDEMENT DES ENTREPRISES DE LA VILLE DE GOMA**

CAS DES ENTREPRISES AFFILIEES A L'INPP

Par : **WAMBANA NGETUTALA Blaise**, Assistants à l'Institut Supérieur des Techniques des
Gestion des Affaires

Elie KAKULE NZAGHANI NZENDU, Assistants à l'Institut Supérieur des Techniques des
Gestion des Affaires

RESUME

Le présent article a pour objectif d'analyser l'efficacité de la formation dispensée par l'Institut Nationale de Préparation Professionnelle au bénéfice des entreprises de la ville de Goma en ville de Goma. Pour cela, des analyses ont été approfondies et nous nous sommes rendu compte que les formations organisées au sein de l'Institut Nationale de Préparation Professionnelle sont orientées vers les modules plus secondaires que principales telles que l'Informatique de base, la mécanique, l'électricité, la comptabilité générale et OHADA, la plomberie, l'électricité domestique,... Et ne parviennent pas à booster un développement plus durable et efficace. De ce fait, les entreprises ont souvent du mal à faire face à la concurrence et à la compétitivité. Enfin, les résultats de ce travail ont permis de mettre en œuvre six stratégies orientées vers la soutenabilité et l'émergence des entreprises car, avec une formation continue du personnel, peut contribuer remarquablement à la hausse de la productivité.

Il s'agit de :

La sensibilisation auprès des entreprises ; l'évaluation des besoins en formation ; la modernisation des ateliers de formation et de recyclage ; la validation des acquis de la formation et l'établissement d'un calendrier de suivi des différents apprenants. Toutes ces stratégies mises en œuvre permettront d'améliorer efficacement la qualité de la formation et permettre de relancer la productivité au sein des entreprises affiliées au sein de l'Institut Nationale de Préparation Professionnelle.

INTRODUCTION

Les compétences acquises en formation initiale, quel que soit le niveau et la qualité, ne constituent plus une garantie suffisante pour être et demeurer efficace.

La formation permet donc aux individus d'actualiser leur savoir et d'intégrer de nouvelles connaissances dans leurs comportements professionnels afin d'améliorer le rendement de l'entreprise. La formation n'est pas une finalité en elle-même, mais un processus d'acquisition de connaissances qui s'apprécie par son impact sur l'individuel et l'organisationnel.

De ce fait, la formation du personnel doit être régulièrement envisagée par les entreprises comme une stratégie afin d'accroître ou de maintenir leur compétitivité. Bien qu'un certain nombre d'études permettent de mesurer l'impact des formations sur la productivité/rendement, celles-ci ne renseignent pas sur la nature de la formation ou les actions d'amélioration d'entreprises. Le présent travail présente les résultats d'une étude minutieuse auprès des entreprises affiliés à l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP/Nord Kivu).

La formation du personnel d'entreprise occupe des larges débats dans le monde parmi les chercheurs et les gouvernements au vue de la dynamique de la mondialisation.

En Europe continentale, on craint que les systèmes actuels de gouvernement d'entreprise entravent l'innovation et la croissance, donc, là des larges disparités sont visibles avec un déséquilibre entre formation-nouvelle technologie-innovation et croissance (Colin Mayer, 2015.p29).

Malgré tous ces débats, les observations concernant les effets des différents systèmes de gouvernement d'entreprise restent fragmentaires. La formulation d'une politique et de réadaptation des outils essentiels pour accroître l'efficacité et altérer la concurrence nécessitent des formations adaptées avec des institutions spécialisées à l'instar de l'Institut Nationale de Préparation Professionnelle (INPP) en République Démocratique du Congo (RDC). Pour ce faire, en Allemagne, il s'observe une modalité des gouvernances d'entreprise incitative des employeurs à suivre des formations continues afin de lutter contre les concurrences. Ils

rentabilisent les congés dans des centres/institutions de formation et de réadaptation aux nouvelles technologies (Colin Mayer, 2015, p24).

Alors que la concurrence sur le marché des produits est généralement fonction de l'efficacité allocative et productive, elle doit favoriser l'offre de biens et de services au moindre coût et à un prix traduisant le coût de production dans lequel est incluse le coût de formation ; il faut une adaptation de la formation car cette dernière pourrait n'être prête que pour stabiliser le développement long à terme de l'entreprise et permettrait de pallier à la concurrence.

En Afrique, l'un des éléments les plus controversés des nouvelles formules de gouvernance d'entreprises à trait à la concurrence sur le marché du rôle des sociétés est la formation continue des personnels, avec plus d'ancienneté au sein des diverses entreprises mais sans performance et adaptation aux nouvelles technologies et innovations. On assiste à plusieurs entreprises surtout publiques dont les matériels et techniques datent des indépendances ainsi sont proies à la concurrence des succursales des multi nationales. Cet ainsi que certains auteurs affirment qu'il ne suffit pas qu'une entreprise dispose d'un personnel, mais il faut que ce dernier soit capable de contribuer activement à la performance et au développement de celle-ci. De ce qui précède, la formation continue du personnel s'avère donc être indispensable pour la réalisation des objectifs assignés à un organe.

Le travail des responsables de ressources humaines doit permettre d'améliorer l'image des formations en entreprise. Ils doivent simplement savoir démontrer que la formation peut être considérée comme un investissement plutôt qu'une dépense sans intérêt. La rapidité de l'évolution technologique et des attentes du marché doit paraître par ailleurs urgente et la mise à jour des compétences qui ont besoin d'être complétées.

En République Démocratique du Congo, l'INPP est l'institution spécialisée dont le rôle est assurer de la formation au personnel des entreprises. Cependant les formations fournies sont d'ordre pratique comme la mécanique, l'anglais, l'électronique et n'influencent pas considérablement les domaines de points. Delà, la performance et l'efficacité de ces formations sont mises en cause. A l'évidence, l'INPP doit jouer un rôle d'office de formation de pointe pour que les entreprises soient compétitives, rentables et performantes. Considérant la formation

continue du personnel comme facteur de base, les préoccupations de la présente étude se résument autour des propos interrogatifs suivants :

1. Quels sont les types de formations que fournit l'INPP aux entreprises qui lui sont affiliées ?
2. Ces formations ont-elles un impact sur le rendement des entreprises ?
D'une manière spécifique, le travail se fixe de, d' :
 - ✓ Identifier les types des formations dont bénéficient les entreprises affiliées à l'INPP.
 - ✓ Evaluer l'impact de ces formations sur la performance, la rentabilité et l'efficacité des entreprises affiliées à l'INPP.

BREF APERCU SUR L'INPP

L'histoire de l'Institut National de Préparation Professionnelle "INPP" en sigle, remonte au début des années 60, avec le départ massif et précipité du colonisateur et de tous les cadres belges qui avaient laissé le pays en proie aux troubles excessifs sur tous les plans, notamment dans le domaine du travail. Eu égard aux difficultés de qualification professionnelle, le gouvernement de la première république, tant par ses propres services qu'avec la collaboration de l'Organisation Internationale du Travail « O.I.T », a été préoccupé par le rétablissement et le développement de son économie. C'est alors qu'il a pris la décision de créer un Institut de Formation Professionnelle par l'ordonnance loi N°206 du 29 juin 1964.

Etant donné que la valeur de la population active en qualité et en quantité est l'élément majeur de toute action de redressement et d'organisation, cela a poussé le gouvernement congolais, après de nombreuses études, à constater le défaut de la qualification professionnelle suffisante de la population active dans le secteur public et privé et à créer cet institut qui sera doté des prérogatives et moyens nécessaires et qui par sa méthode d'action pourrait obtenir les résultats escomptés. Dès l'origine, l'Institut avait un caractère public et était dirigé par un conseil d'administration tripartite paritaire composé des représentants de l'Etat, des employeurs et des travailleurs, avec l'aide des conseils des directions régionaux constitués de même manière. Elle dispose d'un organe central et d'organes régionaux. Son but fut de tenir constamment à la

disposition des entreprises, des services publics, des groupements et toutes les actions nécessaires pour :

- Perfectionner, promouvoir, former ou adapter le personnel déjà dans l'emploi ;
- Former rapidement le personnel adulte nouveau ;
- Réaliser l'apprentissage dans l'emploi ;
- Préparer ou adapter professionnellement les bénéficiaires des actions du système d'éducation générale et d'enseignement technique ou professionnelle scolaire (ordonnance loi N°206 du 29 juin 1964 portant création de l'INPP, exposé de motif).

La méthode générale d'action de cet institut peut être définie comme suit :

- Analyser les besoins ;
- Déterminer les actions à entreprendre ;
- Y associer le personnel de direction et les cadres supérieurs ;
- Fournir les moyens didactiques nécessaires ;
- Former ou perfectionner les cadres moyens et de maîtrise.

L'organisation de la formation est régie par l'ordonnance n°71-055 du 26 mars 1971 qui fixe les règles applicables à la formation professionnelle, à l'apprentissage et au perfectionnement professionnel.

Ainsi l'INPP devait s'occuper de :

a) La formation professionnelle : il s'agit d'un mode de formation permettant aux nouveaux et anciens diplômés qui n'ont pas encore une activité professionnelle, aux personnes en chômage ainsi qu'à toute personne exerçant une activité économique, d'acquérir ou de développer des connaissances techniques et professionnelles générales en vue de l'obtention de la capacité d'employabilité et de l'exercice d'une profession ;

b) La formation professionnelle orientée immédiatement vers l'emploi : l'initiation de la main d'œuvre dans des conditions du travail réel ;

c) L'apprentissage concernant les travailleurs déjà en emploi : elle donne naissance à un contrat d'apprentissage ;

d) La formation professionnelle accélérée : une formation technique des travailleurs ou futurs pour l'exercice des travaux spécialisés ;

e) Perfectionnement : amélioration et adaptation des connaissances déjà acquises. Il a pour but d'améliorer les connaissances et les compétences d'une personne disposant déjà d'une qualification dans laquelle apparaît de fois des lacunes telles que manque de maîtrises des connaissances pratiques ou ignorance des progrès techniques ;

f) L'orientation professionnelle : oriente l'individu en vue de résoudre les problèmes du choix d'une profession ;

g) La sélection professionnelle : permet d'éviter l'admission des personnes inaptes dans la formation.

Description des techniques de collecte des données

Plusieurs méthodes et techniques nous ont facilité l'obtention de nos résultats de recherche. Il s'agit par exemple de l'observation libre et guidée, l'interview, le questionnaire d'enquête, regroupement par fréquence, l'interprétation

Techniques de traitement et d'analyse des données

Au niveau du terrain, nous récoltions les données brutes. C'est après compilation que les conclusions ont été tirées vis – à – vis des proportions obtenues, et cela à partir des tableaux présentant les résultats.

II. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Tableau I. Des formations subies par les agents

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
----------	----------	-----------	-------------

Depuis que vous travaillez dans cette entreprise/institution, avez-vous et/ou l'un de vos collègues a –t-il déjà bénéficié d'une formation de renforcement des capacités de la part de l'INPP ou autre maison de formation ?	Oui	240	100,0
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

A la lumière de ce tableau, nous constatons que 100,0% de nos enquêtés confirment tous avoirs bénéficiers des formations organisées par l'INPP.

Tableau II : Des différents modules suivit

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Quelles sont les différentes formations subies ?	Informatique et conduite automobile	124	53,3
	Logistique	60	25,0
	Gestion des stocks	20	8,3
	Comptabilité OHADA	32	13,3
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

La lecture de ce tableau, permet de souligner que 53,3% de nos enquêtés confirment avoir suivi une formation en informatique et conduite automobile ; 25% parlent de la formation en logistique ; par contre, 13,3% eux parlent d'avoir suivi une formation en comptabilité au sein de l'INPP. Dans ce cas, on constate que les modules suivis cadrent plus avec les domaines de pointe comme l'informatique, la comptabilité, la conduite automobile et la gestion des stocks.

Tableau III: Des acquis de la formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
----------	----------	-----------	-------------

Après formation, quelles ont été les acquis/compétences acquises après formation ?	Excellente positionnement	208	86,7
	Amélioration de l'expérience	32	13,3
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

En analysant ce tableau, nous constatons que 86,7% de nos enquêtés soulignent que la formation leur offre un bon positionnement ; par contre, 13,3% soulèvent une amélioration de l'expérience dans la constitution de leur dossier physique.

Tableau IV : De la mise en œuvre des compétences au profit de l'entreprise

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
En quoi ont-elles été bénéfiques/rentables pour le développement et l'émergence de l'entreprise ?	Faire face aux compétitivités et concurrences	108	45
	Accroissement de la productivité	124	51,7
	Bonne coordination des différents services	8	3,3
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

La lecture de ce tableau nous montre qu'après formation, les compétences sont au profit de l'entreprise ; sont les avis de 45% de nos enquêtés et cela leur aide à faire face aux compétitivités et concurrences, 51,7% parlent de l'accroissement de la productivité ; 3,3% souligne qu'après la formation, la bonne coordination des différents services a été parmi les acquis de la formation.

Tableau N° V: Des droits individuels à la formation et congé de formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
----------	----------	-----------	-------------

Dans votre entreprise, les droits individuels à la formation et/ou congé de formation sont –elles offerts aux employés ?	Oui	24	40
	Non	36	60
Total		60	100,0

. **Source :** Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

La lecture de ce tableau, nous montre que le droit individuel à la formation n'est pas bénéfique (60% de nos enquêtés)

Tableau VI: De Oui

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Comment sont-elles respectées ?	Orientation dans des institutions spécialisées pour la formation	76	79,2
	Mise en place d'un recyclage du personnel	20	20,8
Total		96	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

A la lumière de ce tableau, il convient de souligner que 79,2% de nos enquêtés disent que c'est par l'orientation professionnelle dans des institutions spécialisées pour la formation que les droits individuels à la formation ont été respectés par contre 20,8% ont souligné la mise en place d'un recyclage interne du personnel. Donc, il convient de préciser que les droits individuels à la formation professionnelle continue sont respectés au sein de diverses entreprises.

Tableau VII : Du Non respect des droits individuels de la formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Que ce qui est à la base du non respect des droits individuels à la formation au sein de votre	Non respect des conditions de travail	88	61,1
	Absence du syndicat dans l'entreprise	36	25
	Existence d'une mauvaise gestion au sein de	20	13,9

entreprise ?	la classe managériale		
Total		144	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

La lecture de ce tableau nous montre que, sur le 100% de ceux qui disent que le droit individuel à la formation n'est pas respectés ; 61,1% eu soulignent que les conditions de travail ne sont pas garanties ; par contre, 25% eux parlent de l'absence du syndicat de défense des droits des employés dans l'entreprise et afin, 13,9% eux soulignent l'existence d'une megestion au sein de la classe managériale. Donc, sont là les diverses causes qui sont à la base du non respect du droit t congé en matière de formation dan divers entreprises.

Tableau N° VIII : Du rendement après formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Comment jugez-vous votre rendement au sein de l'entreprise après formation ?	Satisfaisant	108	45
	Très satisfaisant	20	6,7
	Médiocre	48	20
	Moyennement satisfaisant	68	28,3
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

En analysant ce tableau, il revient de préciser que 45% de nos enquêtés témoignent qu'ils sont satisfait du rendement des entreprises après formation ; 28,3% eux soulignent qu'ils sont moyennement satisfaits du rendement de les entreprise après formation ; 20% eux parlent que le rendement est médiocre ; et afin, 6,7% eux parlent que le rendement et très satisfaisant.

Tableau IX : De l'existence du plan de formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Existe-t-il un plan de formation au sein de votre entreprise ?	Oui	44	13,3
	Non	196	81,7

Total	240	100,0
--------------	------------	--------------

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

La lecture de ce tableau nous montre que 81,7% de nos enquêtés soulignent que leurs entreprises ne disposent pas des plans de formation pour l'amélioration du rendement des entreprises. 13,3% eux soulignent qu'ils disposent d'un plan de formation.

Tableau X: De l'absence du plan de formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Que ce qui est à la base de l'absence du plan de formation	Absence du souci de développement des personnels	196	100,0
Total		196	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

Les données de ce tableau nous montre que sur un total de nos enquêtés 100% réagissent que l'absence du plan de formation s'explique par le fait que les cadres managers n'ont pas le souci de développement des personnels dans le cadre de leurs promotions.

Tableau XI : De la politique de votre entreprise par rapport à la formation continue du personnel

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Quelle est la politique de votre entreprise par rapport à la formation continue du personnel	Orientation dans des institutions spécialisées	108	45
	Organisation des séances de remise en niveau au sein du staff interne	132	55
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

En analysant ce tableau, nous constatons que 55% de nos enquêtés relatent que la politique de l'INPP en matière de formation est l'organisation des séances de remise en niveau au sein du staff interne ; par contre, 45% eux parlent de l'orientation dans des institutions spécialisées.

Tableau XII : Des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la formation

Question	Réponses	Effectifs	Pourcentage
Quelles sont les difficultés que vous prouvez lors de votre formation ou dans la matérialisation des acquis de la formation ?	Insuffisance des outils pour les pratiques	48	20
	Faible expérience des formateurs	108	55
	Manque d'organisation et du respect du timing	60	25
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

A la lumière de ce tableau, il convient de souligner que 55% de nos enquêtés parlent que la faible expérience des formateurs est la majeure difficulté éprouvées par les entreprises ; 25% eux soulignent que le manque d'organisation et du respect du timing est la difficulté majeure que rencontre les agents lors de la formation et afin, 20% eux parlent de l'insuffisance des outils pour les pratiques.

Tableau XIII : Des recommandations l'INPP

Question	Réponse	Effectifs	Pourcentage
Que recommandez-vous à l'INPP dans le cadre de la préparation, formation, orientation et promotion professionnelle pour l'efficacité et la rentabilité	D'adapter les formations aux besoins réels des entreprises	144	61,7
	D'offrir un bon cadre de formation pour les entreprises	84	35
	De former les cadres d'entreprises à la gestion et à la mise en place des	8	3,3

des entreprises ?	plans de formations		
Total		240	100,0

Source : Notre enquête sur terrain, Juillet 2016.

A l'issu de l'enquête, les recommandations suivantes ont été fournies à l'INPP, d'adapter les formations aux besoins réels des entreprises ; d'offrir un bon cadre de formation pour les entreprises et afin, former les cadres d'entreprises à la gestion et à la mise en place des plans de formations pour les entreprises.

II.3. ANALYSE DES RESULTATS

Notre enquête a porté sur l'analyse de la formation professionnelle et son impact sur le rendement des entreprises, cas des entreprises affiliées à l'INPP. L'enquête s'est réalisée auprès de 240.

Ainsi après notre enquête, nous avons abouti aux principaux résultats suivants :

En analysant les résultats, nous avons constaté que les formations organisées au sien de l'INPP se bornent spécifiquement dans le recyclage aux modules suivants : informatique, électronique, maintenance, conduite automobile, comptabilité OHADA, gestion des stocks et logistique. (Cfr tableau II). Dans le tableau III, nos donnée montrent que la formation offre une ouverture et un excellent positionnement ; avis de 86,7% de nos enquêtés ; 13,3% parlent par contre de l'amélioration de l'expérience. Donc, la formation continue présente des acquis est pour l'employeur et pour l'employé. Donc, dans le management des ressources humaines, les formations doivent être capitalisées pour le bien de l'entreprise et du personnel. D'aurez avant, nos hypothèses sont confirmés dans les tableaux II pour le premier et XII pour la deuxième hypothèse.

Pensant au choix judicieux de la qualité de la formation, elle est jugée satisfaisante et bonne pour la plupart de nos enquêtés pour toutes les catégories. On reconnait que la plupart d'entreprise ne disposent pas des plans de formation (Cfr tableau IX) suite à l'absence d'un souci de développement des compétences du personnel pour les dirigeants malgré les difficultés rencontrées dans la gestion et la formation continue du personnel.

Après enquêtes, les recommandations suivantes ont été émises : l'adaptation de la formation aux besoins réels des entreprises, la dotation des plans de formation pour les entreprises (Cfr tableau XI et XIII).

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre recherche portant sur *l'analyse de la formation professionnelle et son impact sur le rendement des Entreprises de la ville de Goma ; Cas des Entreprises Affiliées à l'INPP Goma.*

La promptitude de notre recherche nous a poussée à se demander trois questions essentielles ; à savoir :

- Quels sont les types de formations que fournit l'INPP au Personnel des entreprises ?
- Ces formations ont-elles un impact sur le rendement des entreprises ?

Pour répondre à ces questions les hypothèses suivantes ont été émises :

- Le recyclage dans divers disciplines telles que la mécanique, l'informatique, les langues, l'électricité générale, la logistique, la coupe couture, la plomberie, anti incendies, les finances, la gestion des projets seraient les types de formations professionnelles que bénéficient les entreprises affiliées à l'INPP.
- Ces formations auraient un impact moins considérable sur le rendement en ce sens qu'elles n'incluent pas la compétitivité et les nouvelles technologies pour que les entreprises soient compétitives, performantes et rentables

Après analyse et discussion des données grâce à la méthode analytique, descriptive, statistique soutenu par la technique documentaire, d'observation, d'interview et questionnaire d'enquête nous sommes aboutis aux résultats tels que :

S'agissant des formations organisées, nous avons constaté que l'INPP se borne spécifiquement dans le recyclage aux modules suivants : informatique, électronique, maintenance, conduite automobile, comptabilité OHADA, gestion des stocks et logistique. (Cfr tableau II). Dans le tableau III, nos données montrent que la formation offre une ouverture et un excellent positionnement ; avis de 86,7% de nos enquêtés ; 13,3% parlent par contre de

l'amélioration de l'expérience. Donc, la formation continue présente des acquis est pour l'employeur et pour l'employé. Donc, dans le management des ressources humaines, les formations doivent être capitalisées pour le bien de l'entreprise et du personnel. D'aurez avant, nos hypothèses sont confirmés dans les tableaux II pour le premier et XII pour la deuxième hypothèse.

Pensant au choix judicieux de la qualité de la formation, elle est jugée satisfaisante et bonne pour la plupart de nos enquêtés pour toutes les catégories. On reconnaît que la plupart d'entreprise ne disposent pas des plans de formation (Cfr tableau IX) suite à l'absence d'un souci de développement des compétences du personnel pour les dirigeants malgré les difficultés rencontrées dans la gestion et la formation continue du personnel.

De ce fait, les solutions suivantes ont été émises : l'adaptation de la formation aux besoins réels des entreprises, la dotation des plans de formation pour es entreprises (Cfr tableau XI et XIII).

Ainsi au regard de ces résultats, avons jugé impérieux que la mise en place des stratégies tel que la sensibilisation auprès des entreprises, l'Etablissement des plans de formations pour les Entreprises, Evaluation des besoins en formation, la modernisation des ateliers de formation et de recyclage, la validation des acquis de la formation, Etablissement d'un calendrier de suivi des différents apprenants seraient une arme efficace pour améliorer la qualité de la formation au sein de l'INPP pour une performance des Entreprises en Province du Nord-Kivu.

Nous ne prétendons pas épuiser toutes les données se rapportant à notre recherche, nous ouvrons une brèche à d'autres chercheurs à pouvoir explorer les différentes facettes d'autres aspects que nous n'avons pas développés dans notre recherche.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

1. Abdul .Nour et all ; *Cartographie de la chaine de valeur cerner la valeur pour obtenir un avantage concurrentiel dans la PME Algérienne et le défi de l'internationalisation*, L'Harmattan, Paris, 2010

2. Arnaud DUPRAY et SAID Hanchane, *Les effets de la formation continue en entreprise sur la mobilité et le salaire des jeunes en début de vie active*, Notes de travail n°02, Décembre 2007
3. Colin MAYER, *La relation entre la rémunération et les performances*, 1992
4. Ezzeddine MOSBAH, *Mesure et analyse de l'efficacité des établissements de la formation professionnelle de PME en Tunisie*, Vol 38 : ISS.1 ; June, 2009
5. Laurent BATCH, *La théorie de la valeur de l'entreprise*, 2013
6. Marc FERRACCI, *Evaluer la formation professionnelle*, Presses de Sciences PO, Coll, « Sécuriser l'emploi », 2013
7. PARANQUE.B., *Compétitivité et rentabilité des entreprises*, 2012
8. PINTO et GRAWITZ, *Méthodes de Sciences sociales*, Edit, alloz, Paris, 979, p32
9. Serges LAMBERT ; *Impact de la formation sur la productivité de 13 PME*, Ouebegrois, 2015
10. TOUMSIN CHRITOPHE, *La formation en entreprise : enjeux et stratégies* ; Mai 2005

II. Travaux et Mémoires

1. Jean Claude KIKALE KAZADI, *Impact de la formation professionnelle sur la politique de l'emploi*, Mémoire Inédit, ISSES/LUBUMBASHI, 2009
2. MARTORYB., *Gestion des ressources humaines, Politique sociale et performances*, Thèse Inédit, Paris 12, 2002

III. Cours, Rapports et revues

1. *Analyse des situations professionnelles*, Guide d'analyse, 2012
2. *Guide pratique des Outils de formation*, 2012
3. Phillippe NARIGEON, *Cours Magistral : les fonctions de l'entreprise*, 2008

LES JEUNES FACE AUX RESEAUX SOCIAUX: CAS DE WHATSAPP EN VILLE DE GOMA

Par **Jackson MUHINDO KAVYAVU**, Assistant à Université de Conservation de la Nature et de Développement de Kasugho et licencié en Sciences de l'Information et de la Communication, option: Edition Multimédia

RESUME

Cette étude axée sur «Les jeunes face aux réseaux sociaux: Cas de Whatsapp en ville de Goma» s'est assigné comme objectif de « Déterminer l'impact de Whatsapp sur le social des jeunes». Cette étude a abouti aux résultats suivants :

- *54,4% des jeunes en ville de Goma utilisent le réseau social Whatsapp pour la recherche d'informations pour leur survie.*
- *80,4% des jeunes de la ville de Goma utilisent Whatsapp il y a plus d'un an, ceci en défaut d'autres réseaux sociaux et réseaux téléphoniques.*
- *82,7% utilisent le téléphone portable pour se connecter au réseau social Whatsapp, de par son cout financier très réduit et adapté à la vie économique de la population gomatracienne.*
- *32,6% des jeunes utilisent Whatsapp plus d'une heure durant, par jour.*
- *47,8% des enquêtés jugent Whatsapp de : Un réseau social inconscientiel, Un réseau social exposant les jeunes aux mœurs légères, Un réseau social non sécurisé*
- *45,6% de nos enquêtés souhaitent que Whatsapp soit accordé aux personnes majeures selon la loi congolaise, 18 ans et plus, ceci pour assumer les lourdes responsabilités relatives*
- *67, 3% de nos enquêtés, jugent négatif Whatsapp sur la jeunesse, suite à une acculturation qui s'implante dans les mémoires des jeunes émanant des publications pornographiques placées sur ce réseaux social.*

- 6,9% de nos enquêtés souhaite que Whatsapp soit « *confidentialisé* » pour une bonne communication entre les internautes l'utilisant.

Concepts clés : « Jeunesse » « Réseaux sociaux », « Whatsapp »

INTRODUCTION

A l'aube du XXI^e siècle, le monde subit d'énormes changements, un processus de grands tumultes et d'immenses potentiels.

En l'espace de quelques années, nous avons été témoin de l'arrivée de l'ère de l'information, la course à l'informatisation, la naissance de la biotechnologique et, non des moindres changements, de la révolution des relations humaines (*Dale Carnegie, 1995*).

Ainsi, à notre temps, sous l'impulsion de la mondialisation, dialoguer, échanger, informer, s'informer et communiquer sont devenu une priorité. C'est dans ce cadre que les réseaux sociaux sont des lieux de rencontre entre les membres d'un site internet où les personnes veulent réduire le monde en petit village. Il y a des années Mc Luhan l'avait déjà dit.

L'homme étant un animal social, les réseaux sociaux lui ont permis d'être toujours en contact avec sa société planétaire. C'est de cette manière que l'homme organise et s'organise, structure et se structure, façonne, influence et se fait influencer s'engage dans son environnement vital à travers dans son environnement et de communication (*Jean François Dortier, 1990*).

C'est dans ce contexte que nous avons voulu mener une étude sur l'influence des réseaux sociaux sur le comportement juvénile dans notre rayon d'action.

Les Nouvelles Technologies transforment ses usagers. En revanche, toute personne a un droit égal et indescriptible à accéder à l'information de son choix. Mais ce principe égalitaire est encore idéaliste quand l'accès aux outils des NTIC ou même traditionnelles véhiculant les messages de chacun que le réseau social deviendra de moins en moins un privilège pour être réellement un bien commun à tous les usages.

Ces réseaux sociaux rassemblent un groupe des gens et facilitent les échanges d'information ainsi qu'une acculturation; souvent ils créent des amis virtuels en remplaçant ceux que nous nous citons, et connaissons dans nos communautés.

Actuellement, une majeure partie des jeunes passent la plupart de leurs temps soit sur internet soit en consultant leurs téléphones portables. Il est réel que les NTIC posent au comportement un problème nouveau non seulement, les NTIC tendent à acquérir un caractère universel, mais elles exercent aussi sur le public une déduction extraordinaire car elles immobilisent les jeunes pendant des longues heures de la journée et de la nuit.

Sont-elles un couteau à double tranchant ? Leurs usages n'exigent – ils pas une certaine dose d'esprit critique pour une exploitation responsable ? Que communique-t-on sur ce réseau social en ville de Goma ?

Ainsi, de par l'évolution dans l'optique de la mondialisation, le Whatsapp comme tant d'autres réseaux sociaux soulèvent les préoccupations ci – hauts évoquées dans le comportement de la jeunesse.

Notre démarche scientifique nous pousse à nous demander : les NTIC, ne sont –elles pas un couteau à double tranchant pour le futur gestionnaire de cette planète qui est « la jeunesse » ?

En ville de Goma, comme dans le reste du monde, on assiste à un engouement massif des jeunes vers les réseaux sociaux est-ce pour rendre nulle l'hypothèse selon laquelle « Si vous voulez cachez quelque chose à l'africain, il faut le placer dans un livre » ?

A partir de l'observation du temps que les jeunes consacrent au Face book chaque jour, il est légitime de s'interroger :

Pourquoi un engouement si fort vers Whatsapp que d'autres réseaux sociaux ?

Est-ce que les communications sur Whatsapp ne modifient pas la vie sociale des jeunes ? Si les jeunes consacrent plus de temps sur Whatsapp, que communique-t-ils sur ce réseau?

Ces principales questions constituent le guide de notre recherche.

De nos multiples préoccupations énoncées ci-haut, plusieurs réponses provisoires peuvent être émises.

Les usagers du Whatsapp en ville de Goma l'utiliseraient que d'autres réseaux sociaux car ces derniers engloberaient plusieurs médias à la fois (son, video, photos, et textes)

Les communications ou publications sur Whatsapp modifieraient sensiblement le comportement de la jeunesse surtout dans le négatif selon les coutumes africaines.

Les jeunes utiliseraient Whatsapp pas pour reelement s'informer mais pour se divertir, se saluer, se draguer, s'injurier,...

Notre recherche vise à déterminer l'impact du Whatsapp sur le social des jeunes, relever la qualité des messages diffusés sur Whatsapp et vérifier les motifs d'engouement des jeunes envers Whatsapp que d'autres réseaux sociaux

Pour être plus précis dans nos recherches ; nous délimitons notre sujet de recherche de la manière suivante:

Par notre recherche, nous voulons élucider la compréhension de l'usage du Whatsapp et ses conséquences sur les usagers. Ainsi, notre milieu d'étude se limite à la seule ville de Goma, chef-lieu de la Province du Nord-Kivu en nous focalisant sur une seule communauté, à savoir : les jeunes entre 12 et 35 ans ; ainsi notre recherche concerne la période allant de Déc. 2016 à Mars 2017

Whatsapp et la jeunesse

Utiliser les medias sociaux représente l'une des activités les plus courantes chez les jeunes. Un sondage mené aux Etats – Unies démontre que 51% des adolescents se connectent à leur réseau social favoris au moins une fois par jour et que 22% des jeunes le font plus de 10 fois quotidiennement.

Whatsapp qui se développe à grande vitesse au cours des dernières années, s'avère hautement populaire auprès des jeunes notamment parce qu'il leur offre l'opportunité de se divertir, mais également de communiquer entre eux. Il demeure cependant essentiel que les jeunes sachent en faire une utilisation sure et appropriée, sur quoi, certains problèmes pourraient servir.

Pourquoi un réseau social dans la société?

- **La possibilité de développer des habiletés sociales et d'améliorer la communication :**
il semble que l'utilisation des médias sociaux aurait un effet bénéfique sur les jeunes en améliorant la communication, les liens sociaux, de même que les compétences techniques. Un réseau social permet ainsi aux jeunes de réaliser plusieurs activités de socialisation valorisées tant en ligne que hors ligne, comme rester en contact avec ses amis et sa famille, se faire de nouveaux amis, partager des photos et discuter. Il offre également la possibilité de s'ouvrir davantage au monde et de rencontrer une multitude de point de vue. Les médias sociaux leur permettent aussi de partager leurs passions et leurs intérêts avec d'autres jeunes, ce qui enrichirait d'autant plus leurs expériences de socialisation.
- **Une belle opportunité d'apprentissage :** pour les jeunes étudiants, l'utilisation des médias sociaux s'avère aussi fort intéressante et profitable dans la réalisation de projets d'équipe puisqu'ils permettent l'échange d'idées et la collaboration à distance. Il semblerait que plusieurs écoles utilisent les blogs comme outils d'enseignement et l'on remarquerait plusieurs effets bénéfiques sur l'apprentissage des jeunes comme une amélioration de l'expression de la créativité.
- **Accessibilité à des informations:** Un réseau social est un outil utile pour les entreprises ainsi que les jeunes. Ils permettent aux entreprises d'avoir un contact direct avec leurs clients ; ils peuvent les informer des nouveaux produits ou des offres spéciales aussi que recevoir les commentaires des clients. Un réseau social offre aux entreprises une grande publicité, à mon avis, ce type de grande publicité est l'avenir. Egalement, les jeunes voient dans les medias sociaux une façon simple et anonyme permettent de travers facilement des repousses à leurs questions, notamment en ce qui a trait à des thématiques plus intime comme la santé.

Notre milieu d'étude se limite à la seule ville de Goma et prend en considération les professionnels des medias. La ville de Goma se situe aux coordonnées géographiques suivantes :
1° 41' 36" Sud 29° 13' 31" Est

METHODES ET TECHNIQUES DE RECHERCHE

Pour atteindre notre objectif, nous avons fait usage de la méthode statistique et la méthode comparative qui ont consistés pour nous à présenter sous forme numérique les résultats de notre recherche et de comparer les motifs d'usage de Whatsapp par les jeunes en ville de Goma. Notre recherche se cadre dans la démarche inductive, elle part des données statistiques empiriques (collecte des données) et il tire conclusion pour tous les restes. Notre étude nous permettra d'établir une théorie sur tous les jeunes de la ville de Goma utilisant les réseaux sociaux, surtout Whatsapp

TECHNIQUES DE RECHERCHE

Des techniques en appui des méthodes retenues figurent dans le lot suivant :

- Le questionnaire à soumettre aux jeunes;
- L'entrevue qui concourt à la collecte des données complémentaires du questionnaire
- Visiter certains jeunes sur Whatsapp pour savoir et comprendre leur publication dans certains groupes sur Whatsapp.

PROCEDURES DE RECHERCHE

La première phase de notre recherche a consisté à répertorier les groupes sur Whatsapp pouvant être utilisé par la jeunesse gomatracienne et y tirer quelques informations. Il a fallu que nous soyons d'abord acceptés dans le groupe.

La deuxième phase a consisté alors à la soumission du questionnaire aux jeunes utilisateurs de Whatsapp

La troisième et la dernière phase de notre recherche a été la collecte du questionnaire, son dépouillement pour analyse et interprétation des résultats enfin de rendre consommables les résultats de notre recherche.

DESCRIPTION DES TECHNIQUES DE RECHERCHE

Enquête par questionnaire : Par définition le questionnaire «est une suite des questions posées à quelqu'un pour besoin de recherche d'une information.» (**J. MUHINDO KAVYAVU**). Pour ce qui nous intéresse, il a été question dans la présente recherche de remettre une série des questions écrites à l'enquête auxquelles il pourra répondre par écrit.

Enquête par navigation sur internet : Par cette technique, nous avons fait attention de suivre quelques publications sur le réseau Whatsapp.

L'établissement de notre échantillon a été orienté selon quelques critères.

Cet échantillon, auquel nous avons soumis notre questionnaire, est constitué des quelques jeunes et parents de la ville de Goma. Pour les jeunes faudra disposer d'un téléphone capable de faire fonctionner le réseau social whatsapp.

Nous avons procédé au calcul de la fréquence exprimée par :

$$F = \frac{n \times 100}{N}$$

- F : Fréquence exprimée en pourcentage (%),
- n : Nombre de cas observés,
- N : Nombre total d'enquêtés

Présentation et discussion des résultats

Cette partie constitue le point culminant d'analyse et de confirmation d'information d'idées par rapport aux points saillants ressortis des données reçues des enquêtés, en relation avec les différents aspects que renferment le sujet décortiqué dans cette étude.

C'est ici le moment de proposer des voies de sortie de la crise quasi pérenne par l'établissement et/ou le recours aux modèles d'informations et de communication devant conduire aux actions pratiques de contrôle, d'orientation de l'internet chez les jeunes.

Nous procédons à présenter dans différents tableaux les différentes données récoltées ainsi que les réponses face à nos questions d'enquête suivies d'une discussion.

Tableau n° 1. Que faites – vous sur Whatsapp lors de votre navigation quotidienne?

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	Rechercher des amis	33	23,9
02	Publier des photos, vidéos, textes, sons	21	15,2
03	S'informer des nouvelles	75	54,4
04	Se partager les plats d'amour	9	6,5
TOTAL		138	100

Commentaires :

Ce tableau montre au clair sur le 138 enquêtés, 75 personnes soit 54,4% cherchent des nouvelles ou informations, 33 soit 23,9% recherchent des amis, 21 soit 15,2% publient des photos, 9 personnes soit 6,5% se partagent les plats d'amour. Ceci nous pousse à relever que la majorité des jeunes soit 51 fréquentent « Whatsapp » juste pour s'informer.

Dans une étude faite aux USA, « Même s'ils sont privilégiés du fait d'avoir grandi avec les technologies numériques, certains perdent le train en route: 29% des jeunes interrogés se disent ainsi perdus face aux évolutions rapides d'Internet et de l'informatique. Et ils sont 10%, moins chanceux, à déclarer ne pas être formés à l'utilisation d'un ordinateur ou d'Internet. A Goma, où l'outil informatique n'est accessible pour les hommes d'affaires, les organisations internationale vers les années 2005, la majorité de jeunes n'ont pas de formation et d'information au maniement de base des outils numériques. Certains savent bien cliquer mais évitent soigneusement Whatsapp, Twitter et autres toiles de réseautages par conviction ... ou indifférence. ». Avec un pourcentage élevé de recherche d'information les jeunes de la ville de Goma se trompent car : l'internaute est à même de constater qu'il arrive souvent aux autres internautes de ne pas se contenter de rapporter l'actualité, mais aussi d'en proposer une certaine estimation ou appréciation, c'est le cas le plus souvent sur whatsapp où tout peut être sentimental; rare sont ceux-là qui donnent d'informations utiles objectives. Car ces jeunes, novices à l'internet ne disposent pas d'aucune formation sur le fonctionnement, sur quoi

publier, quand publier, comment écrire une information à publier. Certains même par ignorance pensent qu'ils envoient des messages à leurs amis pourtant par manque de maîtrise du fonctionnement ils publient ces messages dans des groupes.

Tableau 2. Depuis combien de temps y- êtes – vous inscrits

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	Jours	3	2,3
02	Mois	24	17,3
03	Ans	111	80,4
TOTAL		138	100

Commentaires :

Il ressort de ce tableau que 3 personnes sur un total de 138 soit 2,3% sont inscrits sur Whatsapp il y a quelques jours, 24 soit 17,3% y sont depuis quelque mois, 111 personnes soit 80% y sont enregistrés depuis des années, ce qui nous amène à dire que les jeunes sont nombreux sur Whatsapp depuis quelques années. En octobre 2013, WhatsApp annonce avoir 350 millions d'utilisateurs actifs mensuels, soit 50 de plus que deux mois avant. Ce chiffre passe à 400 en décembre, et à 450 en février 2014. Parmi eux, 70 % sont actifs quotidiennement, taux d'engagement très élevé et supérieur à celui de Facebook¹.

Tableau 3 : Etes – vous connecté sur Whatsapp à travers quel outil de communication ?

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	Un téléphone portable	99	82,7
02	Un ordinateur portable	39	17,3
TOTAL		138	100

¹ « WhatsApp now has 350 million monthly active users », sur *The Verge*, 22 octobre 2013 (consulté le 20 Mars 2017).

Commentaires :

Au regard de ce tableau, il sied de signaler que sur un total de 138 personnes, soit 82,7% sont connectées par un téléphone portable, 24 soit 17,3%, sur ordinateur portable à l'aide d'un Modem.

Le téléphone portable et les mégabits avec leurs couts très réduite permettent un grand nombre de se connecter sur les réseaux sociaux. Ainsi avec seulement 20\$ un jeune est capable de se connecter sur Whatsapp en ville de Goma avec l'achat de 10 mégabits à seulement 100 FC. La principale force de whatsapp repose sur sa facilité d'utilisation, il est inutile de vous créer des listes de contacts car Whatsapp utilise directement votre annuaire de contacts. Avec cet amoindrissement des couts, de la technologie et des matériels pour les télécommunications, on ne sait pas ce que deviendra demain avec ces outils de télécommunication qui rendent comme le disait Mc Luhan, le village planétaire. Et surtout que ce secteur ne disposerait pas encore d'une loi en RDC.

Tableau 4 : Combien de temps par jour pouvez – vous utiliser ce réseau social ?

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	30 min	27	19,5
02	Une heure	45	32,6
03	Deux heures	12	8,6
04	Trois heures	21	23,9
05	Bien plus	33	23,9
TOTAL		138	100

Commentaires :

La lecture de ce tableau montre que 27 personne soit 19,5% passent 30 min sur Whatsapp par jours, 45 personnes soit 32,6% passent une heure 12 personnes soit 8,6% y passent deux heures, 21 personnes soit 15,4% y passent trois heures, 33 personnes soit 23,9% affirment y passer bien plus de temps.

Tableau 5. De quoi qualifiez – vous Whatsapp ?

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	Un réseau social non confidentiel	21	15,2
02	Un réseau social exposant les jeunes aux mœurs légères	18	13,1
03	Un réseau social non sécurisé	33	23,9
04	Toutes les réponses	66	47,8
TOTAL		138	100

Commentaires :

A travers ce tableau, on constate que 21 jeunes soit 15,2% qualifient Whatsapp d'un réseau social inconfidentiel, 18 jeunes sur 13,1 le qualifient d'un réseau exposant les jeunes aux mœurs légères, 33 jeunes soit 23,9% disent que c'est un réseau social non – sécurisé, 66 jeunes 47,8M ont qualifié pour toutes les occurrences. De ce tableau, nous déduisons que la plupart des jeunes qualifient Whatsapp de beaucoup des maux dont la liste n'est sûrement pas exhaustive à ce jour.

Le réseau whatsapp présente plusieurs soucis chez les utilisateurs. WhatsApp peut intercepter et lire les messages échangés en forçant la génération de nouvelles clés privées d'un contact hors ligne à l'insu de l'utilisateur².

Si tu égare ton téléphone, il est alors facile d'exploiter et de dérober toutes les données se trouvant dans l'application si celui-ci n'est pas au préalable protégé par un schéma de verrouillage. D'autres menaces résident dans la frontière entre l'utilisation personnelle et professionnelle : Whatsapp est, pour la majorité des utilisateurs, utilisé pour des conversations personnelles et des groupes de discussion sans rapport avec leur job. S'ils commencent à mélanger leurs groupes professionnel et leurs groupes personnel, nos amis les employés vont être distraits.

² <https://fr.wikipedia.org/wiki/WhatsApp> consulte le 23 mars 2017, 14h30

Enfin, le plus grave est qu'au final Whatsapp peut facilement être piraté par les hackers. Il est aussi possible d'installer des logiciels espions sur nos périphériques scrutant toutes nos communications sur Whatsapp. Il aura ensuite accès à toutes vos données à distance. Cependant, son utilisation peut être une source de menace, car sa sécurité, vite contournée, permettra à des personnes mal intentionnées de s'emparer de vos données, et autant dire que si ce sont des informations confidentielles et « secret défense », les répercussions sur la vie peuvent être catastrophiques.

Tableau 6. A partir de quel âge estimez – vous qu'un parent puisse permettre à son enfant d'avoir un compte Whatsapp ?

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	A moins de 16 ans	45	32,6
02	A 17 ans	6	4,4
03	A 18 ans	63	45,6
04	A 19 ans	21	15,2
05	Plus de 20 ans	3	2,2
TOTAL		138	100

Commentaire :

A l'égard de ce tableau nous constatons que 45 personnes soit 32,6% affirment qu'à un âge de moins de 16 ans 6 personnes soit 4,4% disent à 17 ans, 63 personnes soit 45,6% disent 18 ans, 21 personnes soit 15,2% disent à 19 ans, 3 personnes soit 2,2% affirment à un âge de plus de 20 ans.

Tableau 7. Quel est selon vous l'impact de Whatsapp sur notre société ?

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	Positif	45	32,7
02	Négatif	93	67, 3
TOTAL		139	100

Sources : Nos enquêtes

Commentaires :

Au regard de ce tableau, nous constatons que 45 personnes soit 32,7% disent que l'impact est positif, 93 jeunes soit 67,3% affirment qu'il est négatif. Ce qui confirme notre hypothèse selon laquelle les communications ou publications sur Whatsapp modifieraient sensiblement le comportement de la jeunesse surtout dans le négatif selon les coutumes africaines.

Le monde actuel est victime des technologies créées par d'autres. L'imaginaire des technologies idéalise les utilisateurs et nous propose toujours une vision de demain sans problème aucun, pourtant la réalité prouve autre chose. Il nous faut une préparation à des avers incertains. L'avenir est quelque chose qui nous échappe dans l'évolution des nouvelles technologies de la communication.

Les technologies ne sont pas nécessairement malveillantes, mais sont souvent mal conçues. Le fait qu'elles soient peu sécurisées, facilement piratables et que leurs concepteurs n'hésitent pas à se déresponsabiliser Les attentes raisonnables que nous pouvons avoir de la technologie oscillent entre les meilleures et les pires expériences, entre la magie et l'horreur. Avec Whatsapp, un des réseaux sociaux non contrôlé, la jeunesse se livre à la pornographie sur la toile, il s'y concentre et ne font plus d'étude pour les étudiants et élèves. Dans certains foyers, des jeunes mariés Whatsapp devient une source des problèmes : « pourquoi cet ami t'écrit ça,... qui est-il pour vous l'écrire ? Quel lien familial avez-vous avec lui ? »

Tableau 8. Des suggestions pour le bon contrôle afin d'éviter les abus

N°	OCCURRENCE	EFFECTIF	%
01	Interdire au mineur l'accès	12	8,6
02	Sécuriser le réseau	33	23,9
03	Payer l'ouverture du compte	18	13
04	Contrôler les publications	24	17,3
05	Confidentialiser le réseau	51	36,9
TOTAL		138	100

Sources : Nos enquêtes

Commentaires :

La lecture de ce tableau montre que 12 jeunes soit 8,6% disent qu'il faut interdire au mineur d'y accéder, 33 jeunes soit 23,9% suggèrent que le site soit sécurisé par les responsables, 18 jeunes soit 13% disent qu'il faut que l'accès soit payable, 24 jeunes soit 17,3% disent que le contrôle des publications soit bien assurés, 51 jeunes soit 36,9% affirment que la toile soit confidentielle.

Conclusion

Difficile de contrôler l'internet. Il est difficile d'identifier qui est en ligne dans quel endroit, dès que l'internaute renferme sa boîte, il se transforme en fantôme.

L'important dans tout est la prise de conscience de quoi on veut publier, de quoi on veut consulter sur les réseaux sociaux.

La bonne préparation est de la responsabilité des parents des jeunes pour leur intégration dans le monde planétaire. Tout doit se préparer dans le toit paternel pour l'éducation de la jeunesse. A l'inverse, le monde est à la dérive.

Les résultats de notre étude prouvent en suffisance les méfaits de l'internet par une jeunesse non informée.

Il faut plusieurs recherches sur ce thème pour élucider les processus de contrôle, ainsi nous invitons nos lecteurs soucieux de nous compléter de poursuivre avec les études.

Recommandations

Au gouvernement congolais de penser à la conception d'une loi régissant la communication sur internet, aux défenseurs de droit de l'homme de penser à expliquer les risques des communications incontrôlées chez les populations, aux organes de presse d'organiser des émissions d'éducation citoyenne sur l'usage des réseaux sociaux, Aux jeunes utilisateurs des réseaux sociaux de publier des informations utiles pour leur vie sociale et sécuritaire

Références bibliographiques

1. Dale Carnegie, *Comment trouver le leader en vous*, Hachette, Paris, 1995.

2. Jean François Dortier, La communication appliquée aux organisations et à la Formation, Ed ; DEMOS, Paris, 1990.
3. MUHINDO KAVYAVU, Les medias face au changement climatique: quelle contribution pour réduire l'émission du gaz en effet de serre, in Conservation et société N° 008, Déc. 2016
4. MUHINDO KAVYAVU, Degré de connaissance sur l'usage des effets dans les œuvres Multimédias en ville de Butembo, UCNDK, Mémoire inédit, 2010.
5. « WhatsApp now has 350 million monthly active users », sur The Verge, 22 octobre 2013 (consulté le 20 Mars 2017).
6. <https://fr.wikipedia.org/wiki/WhatsApp> consulte le 23 mars 2017, 14h30

**CONSIDERATION DU NIVEAU DE L'INSTRUCTION DES FEMMES DANS LA VIE
CONJUGALE AU NORD- KIVU en 2016
« Cas de la Ville de Butembo »**

Par **KATEMBO BAHWERE Emile**, Assistant à l'Université Divina Gloria et Licencié en,
Psychologie et Sciences de l'Education

1. RESUME DU TRAVAIL

Cette recherche essaye d'analyser la nature du foyer qui est constitué d'une femme instruite et rentable plus que son mari.

En effet, empiriquement, c'est l'homme qui est l'essence de la vie sur le plan matériel, financier, économique, intellectuel,... dans le ménage.

Mais, avec le modernisme contenu de ses effets collatéraux, la femme en général et surtout la femme intellectuelle en particulier veut occuper une place similaire à celle de l'homme en s'appropriant les mêmes considérations réservées à l'homme.

Etant donné que l'éducation et/ou l'instruction est le moteur de tout développement, il s'est avéré impérieux d'étudier scientifiquement la considération de la femme instruite au sein du foyer. C'est à ce niveau que se situe la présente étude. Ainsi, les résultats de recherche ont abouti à confirmer l'hypothèse selon laquelle « la femme instruite constitue, dans nos sociétés africaines, un fléau à son mari » ; et ce par rapport à la perception de l'instruction par la femme elle-même, par son mari et par la société.

Notre questionnaire a été déposé dans 36 foyers composés des femmes intellectuelles porteuses d'un diplôme d'Etat. Ce questionnaire a plus porté sur la manière dont les composants du foyers perçoivent le niveau d'instruction et la rentabilité de la femme.

Finalement, l'approche théorique et discursive nous ont facilité à formulé quelques suggestions résumées dans la devise selon laquelle : « Apprendre les choses nouvelles-préparer l'avenir -unir les gens »

Ces nouvelles choses, liées l'instruction des femmes, que nos sociétés doivent apprendre prépareront certainement un avenir meilleur de la société qui se fonde sur l'unité, la considération de tous.

Mots Clés

- 1) **L'instruction de la femme** : c'est le niveau intellectuel et surtout son niveau d'Etude. Il s'agit de l'ensemble des connaissances reçues à partir de l'école maternelle, Primaire, Secondaire et Universitaire caractérisés par le dynamisme, car une fois intégré, deviennent aussitôt des capacités transformatrices. La femme a tout intérêt à les utiliser dans n'importe quelle circonstance de la vie. Elles constituent l'instrument de la pensée du bénéficiaire, lui procurent à un mode de vie dans son foyer et dans la société.

- 2) **La rentabilité de la femme** : c'est l'ensemble de revenus acquis de la femme proportionnellement au poste qu'elle occupe en lien à son niveau d'étude. Outre l'instruction, le rendement de la femme au ménage qui procure un autre statut qui peut être interprété d'une manière ou d'une autre par elle même, par son mari et par son environnement(société)
- 3) **La considération de la femme vêtue de ces deux qualités précitées** : c'est l'attitude qu'affiche son mari, son environnement ou la société. Cette attitude peut être positive et/ou négative.

2. GENERALITES

La caractéristique physique qui permet de différencier le mâle de la femelle ou l'homme de la femme, et celle qui détermine la période écoulée depuis la naissance ou le début et l'existence attirent notre attention dans ce présent chapitre afin de comprendre la différence comportementale individuelle sur le plan physique et psychologique.

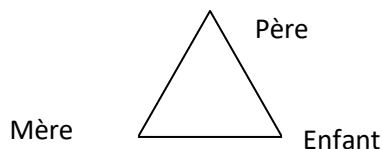
Biologiquement, l'homme diffère de la femme. Ces deux individus jouissent d'un aspect matériel et du processus mental, l'homme comme la femme constituent une unité faite du corps et de l'âme. Les facultés comme la perception, la mémoire, l'imagination, l'intelligence sont à la base de différences observées entre les personnes.

Généralement, on définit le sexe en faisant référence au sexe masculin. Il ya des divisions sur base des professions, des responsabilités dans une famille. En outre, prendre de rôle c'est adopter de comportement propre au sexe masculin et du sexe féminin. En d'autres termes, il s'agit de prendre une « identité masculine et féminine ». Cette identité sexuelle s'apprend dans le contexte familiale dès la naissance, les parents se comportant vis-à-vis de l'enfant en le traitant comme une fille ou comme un garçon et cela, par le renforcement et l'imitation plus l'identification.

La théorie cognitive est aussi parmi les mécanismes de prendre l'identité sexuelle et cela par l'assimilation des jugements des objets en terme de bon et de mauvais, l'influence de modèle qui ont le pouvoir (3-4ans), la conformité au rôle et en fin, l'identification avec les parents.

Retenons aussi que dans la théorie psychanalytique, S. Freud dit que l'inconscient conduit l'homme.

En effet, le rôle masculin et féminin s'explique par la relation triangulaire.



Et plus précisément avec l'émergence du complexe d'œdipe. Le désir pour l'enfant de s'identifier aux parents du sexe opposé va engendrer des conflits et aussi une crainte de représailles(punition)en provenance du surmoi (société), les enfants pour éviter ces punitions, ils vont chercher à s'identifier, à imiter les parents du même sexe et à ce moment, il s'acquiète leur identités sexuelles.

Selon ce même auteur, l'évolution de l'identité sexuelle dépendra de la conscience de l'individu, pouvoir de se comporter selon son sexe, possibilité de choisir un partenaire d'une manière préférentielle.

2.1. Différence sexuelle

Le rôle qu'on attribue à la femme est celui d'être expressive c'est-à-dire chaleureuse, affectueuse, capable de nouer de bonnes relations humaines, obéissante, tandis que le rôle attribué à l'homme est instrumental c'est-à-dire reprenant sur ces valeurs, être physiquement fort,...

Dans une recherche effectuée dans une population américaine ROSENKANDS est arrivé aux caractères suivants :

- Pour le sujet masculin : agressif, cache ses émotions, indépendant, aventureux, objectif, concurrent, aime les maths et les sciences
- Pour les féminins : bavardes, n'emploient pas un langage rude, affectueuse, pleine des tact, douce, consciente des sentiments d'autrui, profondément religieuse, aime les arts et la littérature

Les différences sexuelles réelles sont dues à certains facteurs tels que l'habileté verbale (féminin supérieur au masculin), visuo-spatial (masculin supérieur, maîtrise des concepts mathématiques (masculin supérieur à partir de 12 ans), l'agressivité (masculin supérieur), l'acuité sensorielle (féminin supérieur), surtout dans la discrimination des couleurs, perception des détails (féminin supérieur), performance motrice (masculin supérieur), détente manuelle (féminin supérieur), intérêt et attitude (égalité chez tous).

Les différences sexuelles sans fondement, citons-en par exemple la sociabilité (féminin supérieur), la suggestibilité (égalité chez tous), estime de soi (les femmes dans les domaines social, les hommes dans le domaine de domination). Les différences sexuelles ambiguës dues à la sensibilité tactile, la peur, l'anxiété, sont appelées ambiguës car elles varient avec le sujet.

Les différences sexuelles sont-elles innées ou acquises ?

Ce problème est relatif à l'influence du milieu et l'hérédité.

MARGARET Mead trouve que le rôle sexuel peut différer selon qu'on se trouve dans un milieu ou dans l'autre. Elle a trouvé à Nouvelle Guinée que la différence différemment attribuée qu'en Europe. En Nouvelle Guinée, sont les hommes qui sont dominés.

L'influence de facteur biologique semble s'assurer dans les différences que nous avons appelés plus haut : « agressivité des hommes ». D'où, nous pouvons expliquer celles-ci par les facteurs héréditaires.

3. INTRODUCTION

L'instruction de la femme est actuellement, un idéal poursuivi par plusieurs secteurs sociaux et culturels.

Mars 2017

Les organisations internationales et plusieurs autres secteurs, combattent pour l'instruction et l'éducation de la femme, ils se basent sur plusieurs déclarations qui émanent des observations quotidiennes qui valorisent l'instruction de la femme.

Comme le foyer est un secteur fondamental pour le développement de la jeunesse et celui du pays, sa liberté est à prendre en considération ; et ceci est d'autant soutenu par les humanistes qui estiment que « tout développement de n'importe quel secteur de la vie est fonction de l'homme ».

Ainsi, une bonne administration du foyer est un préalable pour autant que la politique l'est pour l'économie

Le Than Khoï déclare que l'école est plus qu'un moyen de transmission des connaissances, des transformations des mentalités et d'intégration nationale. Elle est considérée, à l'ère actuelle, comme une entreprise d'investissement, des ressources rentables en court, moyen et long termes.

Elle est une activité destinée à produire des biens et services humains et renforcer des rendements d'activités humaines.

Sachant qu'une matière bien assimilée devra modifier l'appareil cognitif de l'élève et avoir de l'impact direct ou indirect sur le savoir-faire et le savoir être, la stabilité du foyer résulterait du degré de l'instruction incorporé chez la femme.

La motivation qui pousserait les hommes de bien vouloir se marier avec les femmes intellectuelles d'une manière générale, et à Butembo, en particulier, se fonde sur certains aspects subjectifs comme la rentabilité, les finances,...

Mais en revanche, selon les observations quotidiennes et, dans la plupart des cas, les foyers où la femme est instruite, sont conflictuels. Cet état des faits serait dû aux complexes de différentes natures en relation avec le niveau intellectuelle de la femme, a des conséquences quelques peu heureuses sur l'équilibre et la quiétude des foyers.

Ainsi, le niveau d'instruction expose l'individu à la nature de la profession et cette dernière régénère les revenus, développe certains caractères chez les sujets connus, qui à leur tour, marquent une certaine considération et placent l'individu dans un rang social déterminé.

Par ailleurs, certaines déclarations relatives à la parité, à la liberté, à la vision cinquante cinquante de 2020 et à tant d'autres considérations convergent vers l'émancipation de la femme et la volonté de donner à la femme les mêmes chances que celles de l'homme, créant aujourd'hui une compétition sexuelle sans pareille mais, hélas et faisant naître des nouvelles questions au sein des certaines sociétés africaines. Réalité qui pousse à des nouvelles interprétations des valeurs Africaines en rapport avec la considération de la femme. Cela est cause des conséquences dans le chef de l'Africain qui en sort déséquilibré et s'estime appartenir à une culture dont les valeurs sont entravées.

Cette difficulté n'est pas à minimiser d'autant plus que le foyer est une microsociété qui est à la base de la macrosociété, il en est son soubassement car « éduquer une femme, c'est éduquer toute une

nation » dit-on. Et-ce en sachant comme le dit Herban(2001) « l'éducation sans instruction est vouée à l'échec".

Ainsi, l'avenir d'une société dépend de la nature de foyers actuels où la femme joue un rôle fondamental de servir pour modèle à imiter.

C'est dans cette perspective qu'il est impérieux d'analyser scientifiquement cette considération de l'instruction de la femme au foyer dans le but de prévenir un avenir sombre de nos sociétés africaines et de faciliter une interprétation convaincante de deux côtés (chez la femme et chez l'homme) relativement à cette instruction pour que le choix d'une conjointe intellectuelle soit fondé, non pas dans la logique d'imiter aveuglement les mœurs et coutumes Européennes mais plutôt dans le cadre de valoriser nos sociétés africaines et plus particulièrement celle de la RDC notamment d'ici en ville de Butembo, Province du Nord-Kivu. Il est question ici des valeurs qui mettent l'accent sur la solidarité au foyer ou dans le ménage.

Cette étude va nous positionner dans l'optique de voir et de considérer certains phénomènes liés à l'interprétation de l'instruction féminine et sa rentabilité.

Actuellement, tout jeune garçon veut se marier avec une intellectuelle non seulement dans le but prestigieux et économique mais aussi dans la vision de rendre son foyer stable, modèle qui produira des enfants aussi instruits, afin de contribuer à l'avenir meilleur de la société. Cependant, sur terrain, cette observation semble ne pas se vérifier.

La grande préoccupation, émanant de toutes les considérations ci-haut énoncées est celle de savoir si le niveau d'étude de la femme peut être un scandale au sein du foyer en particulier et de la société en général.

Face à cela, quelques approches vulgaires proposent que dans le foyer, il faudrait que le mari soit plus instruit que sa femme. Car certaines croyances et pratiques africaines croient qu'une fois la femme est plus instruite que son mari, ceci déréglerait le foyer ; ce que semble soutenir Rousseau en disant ce qui suit : « Sophie ou la femme n'est faite que pour obéir aux hommes, à son mari, à ses enfants. Une femme bel esprit « cultivée » est le fléau de son mari, de tout le monde. Pour toute instruction, on lui apprendra l'honnêteté, la douceur, la docilité, la délicatesse,... » il poursuit en disant que toute éducation des femmes doit être relative aux hommes, leurs plaire, leurs être utile, se faire aimer et honorer d'eux, les élever jeunes, les soigner grand, les conseiller, les consoler, leurs rendre la vie agréable et douce. Voilà les devoirs des femmes dans tout le temps et ce qu'on doit leurs apprendre dès l'enfance. (Lucien MISENGA MULONDWA 2003-2004)

Dans cette angle, Rousseau parle d'une femme agréable, une maitresse de maison. En ces mots « Sophie a été élevée pour former avec l'homme naturel un couple heureux . A 15 ans, elle est pleine de sensibilité et de charme, musicienne, élégante, avec simplicité, coquette, sans effronterie : tout en elle est gaie, sans exubérance ni médisance, obligeance et attentive, d'une politesse issue du cœur. La couture, la cuisine, le ménage n'ont pas de secret pour elle. Elle dévoue sa vie entière à servir Dieu en faisant le bien. Elle aime la vertu avec passion et la considère comme « la seule route du vrai bonheur » (Lucien MISENGA MULONDWA 2003-2004).

Abordant dans la même perspective, il parle du roman d'Emile et de Sophie par ces mots ; « au cours d'un voyage à pied.

Emile guidé par son percepteur , reçoit l'hospitalité d'une famille qui se trouve être celle de Sophie, c'est alors un petit roman : la rencontre d'Emile et de Sophie , les visites empressées du jeune homme , le progrès de leur passion. Toutefois, le mariage n'aura bien que dans deux ans : Emile le passera à voyager en Europe pour compléter son éducation politique. Au retour, il épouse Sophie, il éduquera lui même son fils.

Ces déclarations de Rousseaux sont partagées avec tant d'autres par rapport à leurs expériences vécues dans la vie conjugale et en dehors de celle-ci.

Par ailleurs, Simone de Beauvoir, écrivains Français , défend la condition féminine et exige l'égalité de la femme avec l'homme dans tous les domaines. Elle déclare ce qui suit : « on ne nait pas femme, on le devient »

Dans le même fil d'idées, Ecelyne sulterot, écrivain et sociologue Français s'est particulièrement attaché au Problème de la condition de la femme. C'est, ajoute t-elle , la somme des différences entre la situation des hommes et des femmes qui suggèrent l'idée d'une condition particulière de la femme.

Elle écrit ce qui suit dans « mère éducatrice » : « ...les enfants ont autant besoin d'éducateurs, des pères que des mères. Les mères elles ont besoin de sortir de leurs foyers et de s'intéresser à la collectivité dans laquelle elles vivent, de jouer un rôle dans la cité et le pays.. ».

Dans cette investigation, nous voulons appréhender l'attitude et les aspirations des Nord-Kivutiens Bubolais à l'égard de la femme instruite , son influence sur la vie conjugale. Nous voulons à travers cette réflexion, objectiver les considérations subjectives suggérant qu'une femme qui a beaucoup étudiée constitue un fait paradoxal puisqu'elle est à la fois plus rentable à son mari et constitue un danger à la société et à son mari.

4. Matériels et Méthodes

4.1. Population et échantillon d'étude

Notre investigation concerne la population parente composée des foyers où règnent l'égalité ou l'inégalité du niveau d'instruction, notamment les hommes ayant des femmes qui ont un niveau d'étude égal ou élevé qu'eux en tenant compte de leur considération réciproque plus spécifiquement, en rapport avec l'instruction des femmes.

Vu nos possibilités financières et logistiques limitées pour atteindre tous les foyers, nous avons jugé bon de recourir à un échantillon représentatif. Ainsi, l'échantillon aléatoire stratifié proportionnel ou pondéré a été soutiré de la population.

Trente six (36) foyers sont retenus comme effectif de l'échantillon représentatif. Et cela, en se référant au principe de la loi de grand nombre qui dit que tout échantillon égal ou supérieur à 30 peut être considéré comme représentant théoriquement la population. En considérant ce principe, les 36 foyers tirés de notre population se répartissent de deux catégories : le foyer où tous(l'homme et la femme ont

le même niveau d'étude), en second lieu, le couple où la femme a le niveau d'étude supérieur par rapport à son mari.

Voici le tableau qui répartit cet échantillon tenant compte de ces deux catégories.

NB : Le niveau d'étude de base c'est le diplôme d'Etat.

Tableau N°1 : Répartition de l'échantillon selon les catégories

Effectif Catégorie	Total	Pourcentage
Tous ont le même niveau de diplôme d'Etat	18	50%
La femme a un niveau supérieur que son mari	18	50%
Total général	36	100%

Ce tableau reprend les 18 foyers sur 36 représentent l'effectif des foyers où les deux (hommes et femmes) ont le même niveau d'étude, soit 50% de l'échantillon. Les 18 derniers de ces 36 foyers représentent, à leur tour, les foyers où la femme a un niveau d'étude supérieur par rapport à son mari, soit aussi 50% de l'échantillon.

4.2. Technique de récolte des données

Une technique de recherche est un procédé particulier pour obtenir des données ou des renseignements déterminés. Selon la nature de notre hypothèse et selon notre problème, nous retenons un instrument pour récolter nos données : le questionnaire. Notre recherche a nécessité un questionnaire ouvert et alternatif après avoir défini les objectifs. Ce questionnaire reflétait la considération réciproque entre les conjoints constituant un foyer. Il couvrait les aspects suivants : Réagir à l'égard de l'affirmation selon laquelle « un foyer constitué des intellectuels est souvent en conflit », les considérations de l'un du couple par l'autre sur le plan gestion, moral et social, la réaction sur la conséquence qui peut surgir lorsque c'est la femme qui est plus rentable au foyer que son mari, la rentabilité considérée comme conséquence de ses hautes études par rapport à celles de son mari.

4.3. Analyse des données.

La tâche de catégorisation a été réalisée par deux assistants, y compris l'auteur au moyen d'une discussion. Compte tenu de la nature de nos données pour traiter ces dernières, nous avons recouru à l'indice de pourcentage qui nous a permis d'analyser et d'interpréter nos résultats.

Voici la formule : $\% = \frac{f}{N} \times 100$ où f = fréquence considérée, N= Effectif total de la tranche où a été relevé la fréquence.

Plusieurs sortes des techniques de traitements des données ont reflété notre investigation, elles ont été traduites sous forme de fréquences.

La présentation des résultats est faite sous forme des tableaux accompagnés des brefs commentaires y relatifs. Les objectifs, l'hypothèse de travail nous guident dans ce paragraphe.

5. Présentation et analyse des résultats

Le conflit ou la stabilité au foyer, la gestion, la contribution morale et sociale, le degré de la rentabilité de l'un ou l'autre partenaire au foyer, surtout la femme parce qu'elle a étudié, tels sont les facteurs qui nous ont façonné l'influence de l'instruction féminine dans la vie conjugale.

5.1. Relation entre le conflit au foyer et l'instruction.

Ce thème concerne l'indépendance existant entre le conflit au foyer et l'instruction des conjoints. Les réponses récoltées sont synthétisées et mises au point dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°2 : Les foyers constitués d'intellectuels (homme-femme), surtout la femme intellectuelle comme ou plus que le mari, sont-ils conflictuels ?

Sexe et occurrences Tranche d'âge	Occurrence													
	Positif				Négatif				Neutre				Tot	
	M		F		M		F		M		F			
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
20-40	4	67	6	100	4	33	2	25	-	0	2	50	8	18
41-60	2	33	-	0	8	67	6	75	-	0	2	6	18	50
Total	6		6		12	8	8		0		4		36	100

Ce tableau révèle que 4 sujets sur 6 soit 67%, 2 sujets sur 6 soit 33% tous des hommes et 6 sujets sur 6 soit 100% féminins sont favorables du fait que les foyers intellectuels sont souvent en conflit. 4 sujets sur 12 soit 67% sont des négativistes. Aucun sujet masculin n'a été neutre si ce ne sont que des sujets féminins (2 sur 4) soit 50% partant qui se sont révélés neutres.

Nous constatons que le taux de pourcentage est élevé chez les sujets masculins de la première tranche d'âge pour l'occurrence « positif » alors que chez les négativistes, c'est au niveau de la deuxième tranche.

5.1.1. Considération du partenaire dans la vie conjugale

Existe-t-elle une interdépendance dans la considération de la contribution à la gestion financière, la construction morale et sociale entre les deux composantes du foyer ?

Le tableau de contingence ci-dessous apportera une réponse à notre requête.

Catégories de la question	Age, Sexe, Occurrence		Tranche d'âge																							
	40-40												41-60												Tot	
	M		F		M		F		M		F		M		F		M		F		M		F			
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Contribution à la gestion financière	4	22	4	22	-	0	-	0	4	22	4	22	4	22	6	33	2	11	4	22	4	22	-	0	36	100
Contribution morale	2	11	4	22	4	22	-	0	2	11	4	22	6	33	6	33	2	11	-	0	4	22	2	11	36	100
Contribution sociale	-	0	8	44	6	33	-	0	2	11	-	0	8	44	8	44	-	0	-	0	4	22	-	0	36	100
Total spécifique	18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18	100

De ce tableau, nous constatons que 4 sujets sur 18 soit 22% pour chaque tranche d'âge masculin, 4 sujets sur 18 soit 22% et 6 sujets sur 18 soit 33% respectivement de la première et la deuxième tranche d'âge ont confirmé positivement la contribution à la gestion financière de l'un des partenaires.

Par ailleurs, aucun sujet de la première tranche n'a été favorable. à la deuxième proportion. Si ce n'est sont que deux sujets sur 18 soit 11% et 4 sujets sur 18 soit 22% respectivement masculins et féminins de la deuxième tranche d'âge qui ont nié la contribution à la gestion financière au foyer.

En outre, 4 sujets masculins et féminins sur 18 de la première tranche d'âge soit 22% et 4 sujets sur 18 soit 22% masculins de la deuxième tranche ont considérés la partialité dans la contribution de l'un ou de l'autre partenaire au foyer.

Pour la contribution morale, 2 sujets et 4 sur 18 sujets du sexe masculin et féminins de la première tranche d'âge soit 11% et 22% ont été positifs à l'occurrence de la contribution morale assurée par l'un des partenaires. 4 sujets masculins sur 18 soit 22% sont catégoriques à cette contribution mais deux sujets sur 18 soit 11% masculins disent que l'un des partenaires contribue partiellement à la moralité familiale

Mars 2017

Au niveau de la deuxième tranche d'âge pour la même cause, le tableau révèle 6 sujets masculins sur 18 soit 33% pour les sujets féminins qui considèrent la totalité de la contribution morale du partenaire, alors que deux sujets hommes soit 11% refusent, 4 sujets soit 22% et 2 sujets soit 11% masculins et féminins constatent la contribution à la moitié sur ce plan.

Quant à ce qui concerne la dernière catégorie, celle de la contribution sociale, le tableau révèle ce qui suit : 8 sujets du sexe féminin de la première tranche et 8 autres de la deuxième tranche respectivement féminins et masculins soit 44% partout, sont d'accord pour la contribution sociale apportée par l'un ou l'autre partenaire.

Six sujets masculins, 18 de la première tranche d'âge soit 33% sont négatifs face à la considération sociale de l'un des conjoints, seulement encore 2 sujets masculins de la première tranche d'âge et 4 sujets de la deuxième tranche sur 18 soit respectivement 11% et 22% considèrent la contribution sociale de l'un des partenaires partielle.

Enfin, de ce tableau, nous constatons que la deuxième tranche d'âge a obtenu un pourcentage plus élevé sur la considération de la gestion, la moralité et le social dans la vie conjugale. La contribution partielle survient en second lieu.

De ce qui précède, tenant compte de l'indice de pourcentage, la considération du conjoint par l'autre dans la vie conjugale est positive.

5.1.2. Conséquence de la rentabilité féminine au détriment de son époux

Quelle conséquence peut-elle arriver au foyer quand c'est la femme qui est plus rentable que son mari ?

Tel est le thème traité en ce point, sous celui-ci nous voulons savoir si la rentabilité de la femme au foyer peut-elle être la cause de la perte de ses bonnes qualités ou leurs acquisitions ou encore rien ne s'ajoute, ne se perd sur son comportement dans la vie conjugale.

Le tableau ci-dessous nous relate la rentabilité féminine et sa conséquence au foyer d'une manière statistique.

Tableau N° 4 : Rentabilité féminine et sa conséquence au foyer.

Occurrence sexe tranche	et		Pertes de qualité				Acquis de qualité				standard				Total	
	M		F		M		F		M		F		Total			
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
20-40	6	38	6	50	-	0	4	67	-	0	2	100	18	50		

41-60	10	62	6	50	-	0	2	33	-	0	-	0	18	50
Total	16		12		0		6		0		2		36	100

De ce tableau, 6 sujets masculins et féminins sur 16 et 12 de la première tranche, soit 38 et 50%, 10 sujets masculins et 6 autres de la deuxième tranche soit 62% et 50% respectifs affirment que la femme la plus rentable plus que son mari perdrait facilement les bonnes qualités.

4 sujets et 2 sujets féminins soit 67 et 33% respectivement de la première et la deuxième tranche d'âge confirment 'acquis des nouvelles bonnes qualités féminines influencées par la rentabilité de la femme au foyer, donc, sa contribution financière.

Du reste, 2 sujets féminins de la première tranche d'âge sur 2 soit 100% disent que rien ne change chez la femme rentable plus que son mari.

6. Discussion des résultats et Conclusion.

Les résultats présentés dans les tableaux de contingence nous amène à confirmer notre hypothèse.

En effet, l'objectif est de savoir si les deux variables sont indépendantes entre elles, en appliquant le traitement statistique aux tableaux des données. Ainsi, l'hypothèse de notre investigation selon laquelle la femme instruite comme ou plus que son mari serait un fléau à son mari se vérifie. En d'autres termes, il ya une corrélation entre les deux variables en étude.

Ces résultats se marient presque avec les observations quotidiennes de la plupart des personnes de presque toutes les couches, voir les expériences de Rousseau qui se résument par : « une femme bel esprit est un fléau à son mari, à tout le monde ».

Nos résultats s'opposent aux déclarations de Mme Simone de Beauvoir et tant d'autres femmes aussi instruites qui disent qu'il n'ya pas de différence entre ces deux sexes.

De par nos résultats, nous sommes d'accord que l'instruction influence d'une façon ou d'une autre, leur appartenance dans tel ou tel groupe et selon tel ou tel aspect affectif.

En plus, nous reconnaissons que la femme considérée comme un deuxième sexe, est un facteur qui peut être tributaire au complexe d'infériorité. Ainsi, une fois instruite, ceci peut être une sorte de mécanisme thérapeutique pouvant refouler ce trauma dans l'inconscient, et ceci serait à la base de mépris, d'orgueil, de dédain, de divorce,... bref, de l'instabilité au sein du ménage.

Par ailleurs, le pré requis culturel et la mondialisation jouent un rôle divergent dans la perception et la considération de la femme.

De ces résultats, ceux-là qui appuient l'instruction et la rentabilité de la femme au foyer sont-ils ainsi motivés par l'investissement comme le croit Jean Figel qui dit qu'investir dans l'Education est une sage décision qui apporte un double retour sur l'investissement :

- Premièrement, au niveau économique, car une main d'œuvre éduquée et formée renforce le potentiel en matière d'excellence, d'innovation, et de compétitivité et,

- Deuxièmement, au niveau social car cet investissement crée les conditions nécessaires à l'égalité des chances et à la participation sociale.

Cette réflexion se place dans l'actuel courant vivant de la mondialisation et la technologie ou bien ceux qui se manifestent à cette considération et rentabilité féminine au foyer pensent que ces atouts révèlent et activent certaines qualités cachées jadis et celles-ci influenceraient les attitudes conflictuelles au foyer comme l'a bien souligné Rousseau, la culture peut elle aussi multiplier l'image de la femme instruite et rentable à un certain niveau.

Quelle estimation attribue t-on au leadership de la femme d'une manière générale, notamment celle qui est instruite et rentable ?

Pratiquement, certaines déclarations ne sont pas vécues à la lettre, comme par exemple, celle qui dit que 'la main qui donne c'est celle qui dirige', n'ya t-il pas de femmes qui n'ont aucune instruction mais qui sont moins rentables ?

L'acquisition d'un nouveau statut (instruction et travail) oblige l'individu de changer aussi son caractère, et l'image de celui-ci chez le sujet observant subit aussi un changement. Ce dernier peut être positif et/ou négatif et ceci dépendra de plusieurs facteurs issu de l'individu lui-même, mais aussi de son milieu.

Les psychologues, les pédagogues, les sociologues, les philosophes,... sont appelés à agir selon leur expertises d'orienter cet individu et de rappeler ses observateurs de pouvoir s'adapter à ce premier sachant que le foyer est le fondement de la future société. Le bien être et le mal être de la famille influencent d'une manière ou d'une autre ses progénitures et elles prononcent la physionomie de la société de demain.

Notre travail axé sur « L'influence de l'instruction féminine dans la vie conjugale au foyer, sa considération » avait comme objectif d'établir une relation entre le niveau de l'instruction des femmes et la vie conjugale au sein d'un foyer.

« Une femme qui a beaucoup étudié par rapport à son mari ou qui a le même niveau d'étude que ce dernier perdrait ses bonnes qualités au détriment du complexe de supériorité vis-à-vis de son mari et de son entourage », telle a été l'hypothèse fondamentale de cette investigation.

En vue de vérifier cette hypothèse, nous avons élaboré un questionnaire d'enquête scientifique. Le traitement des données a été fait grâce à l'indice de pourcentage. Les résultats obtenus nous ont amené à confirmer notre hypothèse.

Nous ne sommes pas les premiers à traiter ce thème et nous ne sommes pas non plus les derniers. Nous lançons l'appel aux autres chercheurs qui vont nous lire de pouvoir éclaircir et trouver de solution aux problèmes présentés dans ce précédent paragraphe, de pouvoir chercher l'équilibre au niveau de la perception des hommes à l'égard de leurs femmes et particulièrement celles intellectuelles et rentables, vues actuellement avec la vision cinquante – cinquante, la publication de la loi de liberté, les offres des ONG et des organisations internationales qui s'orientent aux candidatures féminines, l'influence de la culture, la mondialisation,... il nous faut un minimum d'instruction et des connaissances convaincante et

Mars 2017

fiable afin de nous y adapter étant donné que le fait de comprendre un fait diffère d'un individu, d'un milieu, d'une culture, d'une tribu ou ethnie, d'une confession religieuse, d'un domaine,.... A un autre.

L'instruction féminine prépare l'avenir meilleur et doit fonder rationnellement le foyer. D'où, la devise de la 12^{ème} conférence sur l'Education des adultes : « Apprendre des choses nouvelles-préparer l'avenir-unir les gens » prononcée par Rita Sussmuth en Allemagne.

7. Référence :

a. Ouvrages

1. Labarde et Michard (1966) : 18^{ème} Siècle, les grands auteurs Français du programme, collection textes et littérature, Bordas, PP269-270, Arthrologie 5^e
2. Lumeka –lua-Yansenga(1979) Introduction aux études de psychopédagogie
3. Ibeki Léonard Geget(2001) : Pédagogie générale : Guide du pédagogue, pédagogie de la pointe, Kinshasa
4. Michel Minder (2003) Physiologie de l'Education : introduction à la psychopédagogie , Edition Planty S-A
5. Mialaret gaston, 1994, la Psychopédagogie, paris, P.U.F

b. Articles et Cours

6. Katembo kayi (2003) Psychologie différentielle, cours, inédit, UDGB
7. WENDA PATRICK P.O: (2003) Psychologie sociale, cours, inédit, UDGB
8. MUSUBAO KIVETE P.O (2003) Alphabétisation et développement, cours inédit, UDGB
9. KAPENGA KASONGO P.O(2003) : Psychanalyse et psychiatrie, Cours inédit UDGB

c. Webographie

ICICAEA,(2007), Education des Adultes et développement, Kenya

LA PART DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL) DANS LES REVENUS ET LA SECURITE ALIMENAIRE DES MENAGES EN VILLES DE BENI ET BUTEMBO

KATEMBO BARAKA Ombeni, Assistant à l'ISP-BENI
MWANAN'ESE LUMANDE Vérité, Assistant à l'ISP-BENI
MUHINDO MUGHENDERA Mwéndé, Chercheur Indépendant

RESUME

Le principal objectif de cette étude est de montrer que l'activité des Produits Forestiers non Ligneux contribue à l'augmentation des revenus et à la sécurité alimentaire des groupes vulnérables grâce à l'exploitation rentable et durable. Pour atteindre cet objectif, nous avons usé de la méthode d'enquête utilisant un questionnaire semi-structuré et une technique d'interview directe. Les personnes enquêtées étaient tirées au hasard parmi les vendeurs de Produits Forestiers non Ligneux ciblés par l'étude. En dépit de cette méthode les résultats suivants ont été obtenus :

- parmi tous les produits forestiers autres que le bois vendus au marché de Beni et Butembo, les produits alimentaires seraient plus commercialisés parmi d'autres.
- les produits forestiers non ligneux constituent la principale ressource de revenu avec 40 soit 66,66% dans les ménages de personnes impliquées dans la filière.
- l'analyse de la variance (ANOVA1) révèle que F calculé est très inférieure à F théorique ($F_{th} : 51 > F_{cal} : 0,006$) ce qui nous pousse à accepter l' H_0 et confirmer qu'il existe des différences significatives dans l'approvisionnement en Produits Forestiers non Ligneux des marchés (Beni et Butembo). Un produit peut être abondant sur le marché de Butembo alors qu'il est rare à Beni et vis- versa.

I. INTRODUCTION

La République démocratique du Congo est le plus vaste pays d'Afrique centrale, avec une superficie de 2 345 409 Km² et contient la part la plus importante de forêt tropicale non perturbée de tout le continent africain. Cependant, malgré son vaste territoire forestier, certaines zones sont significativement dégradées par l'exploitation. Il est nécessaire de développer un certain nombre de stratégies pour assurer la conservation de la région forestière (Liengola, 2007).

L'exploitation durable des Produits Forestiers non ligneux pourrait contribuer, non seulement à la préservation d'une part importante de la diversité biologique des forêts tropicales, mais également à l'amélioration du sort de nombreuses communautés locales, grâce à la création de revenus et à la distribution équitable des richesses de la forêt.

Le secteur des Produits Forestiers non Ligneux en RDC suscite de plus en plus d'intérêt, tant pour sa contribution au bien être des habitants des forêts que pour son potentiel commercial dans le développement de nouveaux produits médicaux, cosmétiques et alimentaires (Liengola, 2007).

De manière générale, la commercialisation des Produits Forestiers non Ligneux est largement encouragée comme une approche de développement rural. Des recherches récentes ont indiqué que cette activité a connu peu de succès dans le but de réduire la pauvreté et de fournir des bénéfices à la conservation de la biodiversité.

L'exploitation et la vente des Produits Forestiers non Ligneux concernent beaucoup plus la section pauvre de la communauté. Selon Grégoire Tsafack, N., (1999), ces activités ne fournissent pas des méthodes d'avancement socio-économique. Le développement de l'exploitation commerciale des Produits Forestiers non Ligneux est considéré par un certain nombre de chercheurs aussi bien comme moyen pour améliorer les conditions de vie des populations rurales que comme une approche appropriée pour la conservation des forêts.

La contribution des Produits Forestier non Ligneux dans la vie de nombreuses populations des pays en développement est reconnue. En effet, ils sont utilisés par les populations comme sources d'aliments de condiments de remèdes et de matières pour plusieurs usages.

En effet, l'instabilité politico-économique que traverse bon nombre de pays en développement et en particulier la République Démocratique du Congo, plonge les habitants dans une misère profonde à telle point que la majorité de la population vivent au jour le jour sans espoir du lendemain.

Notons par ailleurs que, cette misère est caractérisée par une baisse de production qui entraîne une baisse des revenus ainsi que celle de la consommation.

Cependant, il existe une interdépendance entre le niveau et le mode de vie dans une société, dans un ménage, ...

Aussi, un lien existe-t-il entre la consommation et le niveau de revenu c'est-à-dire quand le revenu augmente, la consommation croît moins que proportionnellement à l'accroissement du revenu (Blanc, 1991).

La forêt fait partie des ressources planétaires dites "renouvelables". Malheureusement les écosystèmes forestiers sont convoités et menacés d'extinction. Aussi, le rythme actuel de l'exploitation immodérée des forêts tropicales et la soif de nouvelles terres agricoles laissent-ils à croire que sa gestion n'est pas appropriée sur le long terme.

La question de son développement durable et la gestion rationnelle des forêts tropicales sont donc d'importance vitale, qui devrait être au cœur des préoccupations de l'humanité. Partant de son rôle de survie pour l'homme (aliments, fourrages, produits pharmaceutiques), la protection de la biodiversité, la régulation des écosystèmes, le climat est également dans les échanges socioéconomiques au niveau de la filière du bois (Kisonia ; 2009).

C'est ainsi que l'exploitation industrielle de la forêt par des sociétés forestières a été longtemps perçue comme la principale et unique activité génératrice de revenus. A ce titre, le bois d'œuvre était considéré comme la seule ressource forestière ayant une valeur monétaire.

Les Produits Forestiers non Ligneux pour la plupart n'étaient exploités par les ménages qu'à des fins de consommation. Mais depuis quelques années, on note une évolution en matière de commerce de ces produits (Grégoire Tsafack, N, (1999) ; www.fao.org. Consulté le 11/2/2017).

Notre étude porte sur "La part des produits forestiers non ligneux dans les revenus et la sécurité alimentaire des ménages en villes de Beni et Butembo. Dans cette perspective, ce travail tente de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les Produits Forestiers non Ligneux les plus commercialisés en villes de Beni et Butembo ?
- Quelle est la part (ou l'apport) des Produits Forestiers non Ligneux dans le revenu familial des personnes impliquées dans leur filière ?
- Quel est le rythme d'approvisionnement des marchés de Beni et Butembo en produits forestiers non ligneux ?

Pour essayer de répondre dans la mesure du possible aux différentes questions qui se posent et ainsi approfondir notre étude, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

H1 : Les produits alimentaires seraient plus commercialisés parmi les Produits Forestiers non Ligneux sur les marchés de Beni et Butembo ;

H2 : Les Produits Forestiers non Ligneux auraient une part importante dans le revenu familial des personnes impliquées dans leur filière ;

H3 : Le rythme d'approvisionnement en produits forestiers autres que le bois de marchés de Beni et Butembo serait régulier et aurait une influence négative sur la destruction des écosystèmes forestiers de la place.

Le principal objectif de cette étude est de montrer que l'activité des Produits Forestiers non Ligneux contribue à l'augmentation des revenus et à la sécurité alimentaire des groupes vulnérables grâce à l'exploitation rentable et durable des ressources naturelles ; spécifiquement cette étude relève la part des Produits Forestiers non Ligneux dans le revenu des ménages des personnes impliquées ; détermine les sources d'approvisionnement des vendeurs de ces Produits et en déduit le niveau de destruction des forêts en villes de Beni et Butembo.

II. MILIEU D'ETUDE ET METHODES

II.1. Situation géographique de la ville de Beni et Butembo

La ville de Beni, localisé au Nord-Est de la RDC, a une superficie de 7 484 Km² dont environ 2000 Km² constituent le secteur Nord du parc National de Virunga. Il est situé entre 29° et 30' longitude Est 0°30' latitude Sud et 1° Latitude Nord. Il est limité au Nord par le district de l'Ituri, à l'Ouest et au sud par la République Ougandaise. Sur le plan administratif, le territoire de Beni et subdivisé en quatre collectivités à savoir :

- Collectivité des Bashu située au sud, couvre une superficie de 524 Km², avec 242 834 habitants ;
- Collectivité de Beni/ Mbau situé au Nord, couvre 2 732 Km² avec 227 932 habitants ;
- Collectivité de Watalinga située au Nord-Est, couvre 1820 Km² avec 25 946 habitants ;

- Collectivité de Rwenzori située au Sud-Est, couvre 62 827 habitants.

Elle comprend quatre communes dont : Commune Bungulu, Commune Mulekera, Commune Rwenzori et Commune Beu. Le relief du territoire de Beni est contrasté par des hautes terres et des plaines. Les terres de haute altitude situées à l'Est sont principalement marquées par l'important massif de Rwenzori (Rapport annuel de la mairie de Beni, 2010).

Quant à la ville de Butembo, est une de trois villes du Nord-Kivu située au Nord-Est de la République Démocratique du Congo. La circonscription urbaine est située entre 0°5' et 0°10' de latitude Nord et 29°17' et 29°18' de longitude Est. Elle se trouve à 17 Km au Nord de l'équateur. Elle est située à proximités de la dorsale occidentale, du Rift Albertin au Nord-Ouest du Lac Edouard (Sahani, 2011). L'altitude moyenne est de 1750 m. La ville se trouve à 17 Km au Nord de l'équateur. Le relief de la contrée dans la quelle se trouve la ville de Butembo résulte de l'orogénèse tertiaire concomitante à la formation du fossé tectonique Albertin. Il est donné par un ensemble des collines et vallées dont le fond est à plus ou moins 1700 m. (Sahani, 2011).

II.2. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La méthode est constituée d'après M. GRAWITZ de l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie. Pour atteindre l'objectif de notre recherche, nous avons procédé par une enquête auprès des vendeurs des produits forestiers non ligneux dans le marché de Beni et Butembo. La démarche suivie sera décrite dans le présent chapitre.

II.2.1. Méthode d'enquête

Aucun recensement des vendeurs n'a été effectué dans les marchés visités avant le choix de l'échantillon des répondants en raison du temps imparti à l'étude, de l'étendue des marchés et de la méfiance des vendeurs qui nous suspectaient d'être taxateurs ou inspecteur fiscal.

Les vendeurs étaient sélectionnés en fonction des Produits Forestiers non Ligneux qu'ils vendaient, des quantités exposées, et surtout de leur disponibilité à répondre au questionnaire administré sous forme d'entretien après leur avoir expliqué l'objet et les antécédents de l'Etude. Les personnes enquêtées étaient tirées au hasard parmi les vendeurs de Produits Forestiers non Ligneux ciblés

par l'Etude. Dans la mesure où aucun répondant ne commercialisait à la fois tous les produits étudiés et que la plupart des personnes interrogées n'avait que peu de temps à répondre à nos questions.

L'enquête auprès d'un vendeur portait au plus sur deux produits. L'enquête ciblait par ailleurs tous les acteurs de la chaîne commerciale et les différentes formes de commerces de Produits Forestiers non Ligneux (vente, détails, ...), mais la vente de gros n'a pas pu être abordée en profondeur du fait de la non coïncidence de la période de l'étude aux jours des marchés.

II.2.2. Population et échantillon

D'après P. ROBERT (1972) ; l'échantillon c'est choisir les personnes qui seront interrogées au cours d'une enquête par sondage, en vue d'obtenir un résultat représentatif de l'ensemble de la population concernée des deux villes choisies.

Les données résultent des acteurs impliqués dans la filière des produits forestiers non ligneux en ville de Butembo et Beni. En effet, le processus de sélections de l'échantillon lui-même dépend des finalités de la recherche. Pour ce faire, nous avons prélevé un échantillon de 60 revendeurs en ville de Beni et 60 en ville de Butembo parmi ceux-ci, grossistes, semi-grossistes et détaillants étaient représentés.

La méthode statistique nous a permis de grouper nos unités de base (personnes enquêtées) ; de calculer le pourcentage lors de l'analyse des données ; enfin, elle nous a permis de recourir à d'autres indices statistiques simples comme les chiffres de quelques données et l'effectif. A côté de ceux-ci, nous avons interprétés nos résultats après l'analyse de la variance avec le logiciel R.

La méthode comparative nous a permis de comparer la connaissance des acteurs en villes de Beni et Butembo sur la commercialisation des produits forestiers non ligneux et les conséquences de l'exploitation anarchique de la forêt avec les conséquences socio-économiques de la disparition des certains produits forestiers. L'interview et l'observation directe sur terrain nous ont permis d'avoir une idée sur la commercialisation des produits forestiers non ligneux, et les mouvements des acteurs de la filière.

III. PRESENTATION DES RESULTATS

Dans le présent point, nous présentons les résultats d'analyse des données centrées sur les produits forestiers autres que le bois au niveau de revenu des acteurs impliqués dans la filière en villes de Beni et Butembo.

III.1. Niveau d'approvisionnement des Produits Forestiers non Ligneux sur marchés de Beni et Butembo

Le graphique 1 ci-dessous reprend l'approvisionnement en Produit Forestier non Ligneux sur le marché de Beni et Butembo.

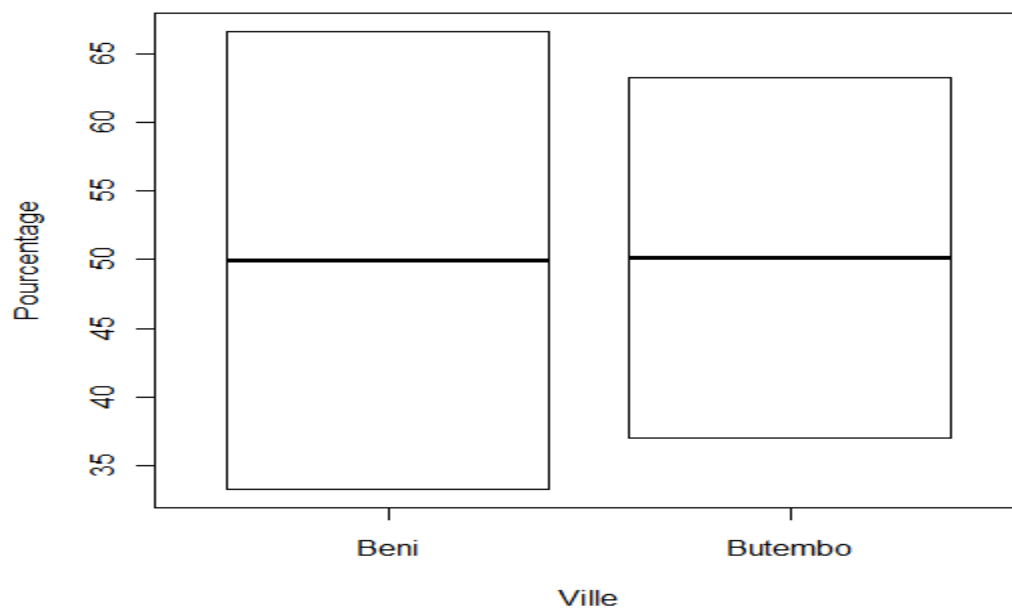


Figure 1 : Niveau d'approvisionnement des Produits Forestiers non Ligneux dans les marchés de Beni et Butembo.

De ce graphique, nous constatons que pour les deux villes les niveaux d'approvisionnement sont très différents, les gens qui alimentent ces deux villes s'approvisionnent différemment.

L'analyse de la variance (ANOVA 1) révèle que F calculé est très inférieure à F théorique ($F_{th} = 51 > F_{cal} : 0,006$) ce qui nous pousse à accepter l' H_0 et confirme qu'il existe des différences significatives dans l'approvisionnement en Produit Forestier non Ligneux de marché de Beni et de Butembo. Un produit peut être très abondant sur le marché de Butembo alors qu'il est rare à Beni et vis versa.

	DI	Sc	CM	M	Sq	Fth	F cal
Approvisionnement	1	888,04	888	04	144	51	0,006849**
Résiduels	2	12,29	6	15			

Tableau n° 1: Analyse de la variance

III.2. Lieux de Provenance en Produit Forestier non Ligneux des marchés de Beni et Butembo

Dans cette figure 2 nous présentons les différents lieux d'approvisionnement tant sur le marché de Beni que sur le marché de Butembo.

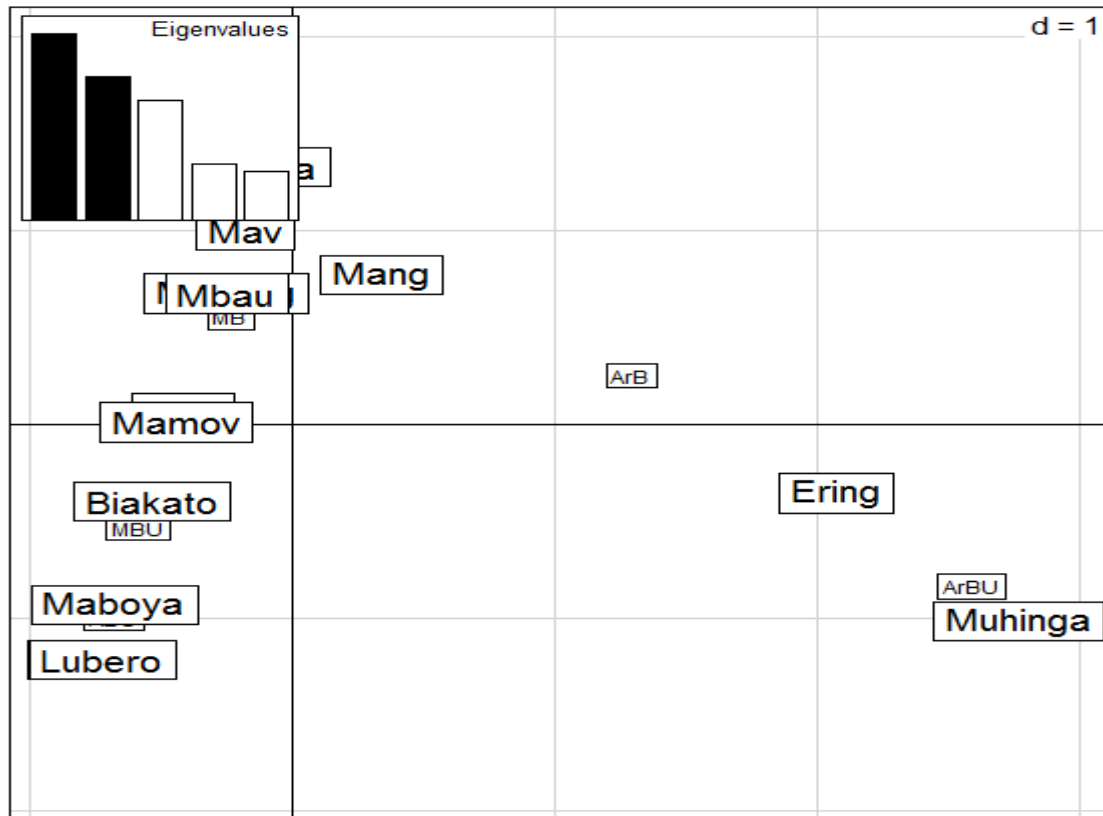


Figure 2: Analyse des correspondances des villes de Butembo et Beni en approvisionnement des produits forestiers non ligneux.

Légende : AB : Alimentaire Beni,

ABu : Alimentaire Butembo

Ma : Maboya ; Mav : Mavivi ;

Mong : Mangina ;

MB : Médecinale Beni

MBu : Médicinale Butembo

Mamov : Mamovai,

Manyang : Mayangosse ;

Ering : Eringethi

ArB : Artisanal Beni

ArBu : Artisanal Butembo

Musien : Musienene,

Biak : Biakato ; Vuh ; Vuhinga

La figure ci-dessus présente l'analyse statistique des données présentées et nous montre que les affinités d'approvisionnements des villes de Butembo et de Beni en Produit Forestier non Ligneux diffèrent. Les villes de Beni et de Butembo s'approvisionnent en Produits Forestiers non Ligneux dans les milieux les plus diversifiés et selon les catégories des produits considérés. Les deux villes Beni et Butembo sont positivement corrélées à l'axe principal pour les produits artisanaux, la ville de Beni étant plus proche d'Eringethi et la ville de Butembo proche de Vuhinga. D'autre part, la ville de Beni serait corrélée positivement aux localités Mangina, Mbau et Mavivi par rapport au deuxième axe principal pour les Produits forestiers d'usage médicinal, alors que la ville de Butembo s'approvisionnerait plus en produits médicinaux à partir de la localité de Biakato. Les produits alimentaires d'origine forestière vendus sur le marché de Beni viendraient des mêmes localités que les produits médicinaux, alors que ceux vendus sur le marché de Butembo viennent de Maboya et Lubero. Ceci nous pousse à confirmer que les villes de Beni et Butembo sont différemment approvisionnées en Produit Forestier non Ligneux.

III.3. Lieux d'approvisionnement en Produit Forestier non Ligneux des marchés de Beni et Butembo

Le graphique 3 ci-dessous reprend les lieux d'approvisionnement en Produit Forestier non Ligneux des marchés de Beni et Butembo.

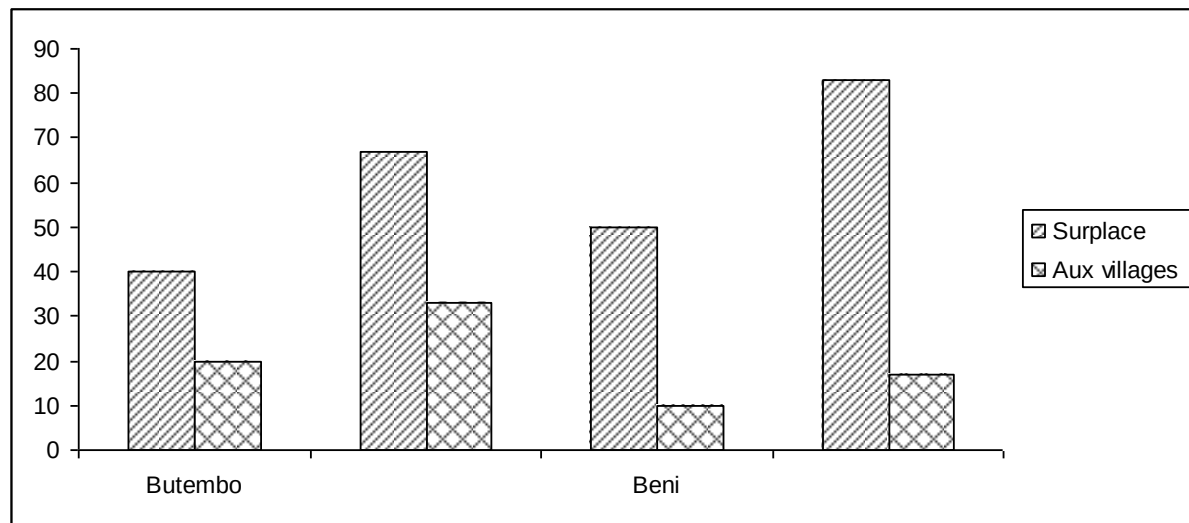


Figure 3 : Approvisionnement en Produit Forestier non Ligneux des marchés de Beni et Butembo.

A la lecture de ce graphique, il ressort que le marché des Produits Forestiers non Ligneux aussi bien à Beni qu'à Butembo, un bon nombre des revendeurs s'approvisionnent surplace et cela est dit par le fait que ces revendeurs ont leurs fournisseurs au niveau de la production des Produit Forestier non Ligneux ; en revanche les revendeurs qui s'approvisionnent aux villages eux n'ont pas de fournisseurs des produits, par rapport à ceux qui s'approvisionnent surplace.

III.4. Evolution de la production des Produits Forestiers non Ligneux durant l'année

La phénologie de la production des Produits Forestiers non Ligneux étudiés (saisonnière, annuelle, ...), mais aussi la pluviométrie des aires géographiques de production sont les deux principaux facteurs qui influencent leur disponibilité et leur abondance dans les marchés.

La disponibilité des Produits Forestiers non Ligneux est aussi fonction de la distance entre les marchés et les villages de provenance des produits.

Généralement la période d'abondance des produits sur le marché coïncide avec la période de grande production qui dure généralement quelques mois. La période de manque intervient au cours des mois succédant la période de production et s'étale jusqu'à la prochaine saison de production. Pendant la période de pénurie, ce sont les stocks de réserve qui sont utilisés pour l'approvisionnement des

marchés. Les champignons et fruits sont les produits les plus stables au cours de l'année, même si les variations de disponibilités du produit sont signalées en saison pluvieuse.

En effet, la saison pluvieuse accroît considérablement les difficultés et la pénibilité du travail des récolteurs, et il s'en suit une baisse de production et une augmentation des prix de vente. Le commerce du rotin fait face aux mêmes causes de variations que les autres produits à la seule différence que les stocks abondants sont entreposés au dépôt.

Le tableau ci-dessous présente une grille des périodes d'abondance et de pénurie des produits étudiés tant au marchés de Beni et Butembo.

Mois Produits	J	V	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
Champignons	+	1	1	1	1	1	1	1	+	+	1	1
<i>Piper guineense</i> (Ketsu)	+	+	+	+	1	1	1	1	1	+	+	+
<i>Légume sauvages</i>	+	+	1	1	1	+	+	1	1	1	+	+
<i>Cola acuminata</i>	0	0	+	+	1	1	1	+	+	+	+	+
<i>Rubus rosifolius</i> (Makerere)	1	1	+	+	+	1	+	1	1	+	+	+
Fruits	1	+	+	1	1	1	1	+	+	1	+	+
<i>Fremospatha macrocarpa</i>	+	+	1	1	1	1	0	0	0	+	+	+
<i>Garcinia kola</i>	0	+	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0

Tableau n°2 : Calendrier de disponibilité des Produits Forestiers non Ligneux étudiés.

Légende : 1 = Abondance

+ = | Faible production |

0 = Pénurie

III.5. Fréquence d'approvisionnement en Produits Forestiers non Ligneux sur le marché de Beni et Butembo

Le graphique ci-dessous reprend la fréquence d'approvisionnement de Produits Forestiers non Ligneux.

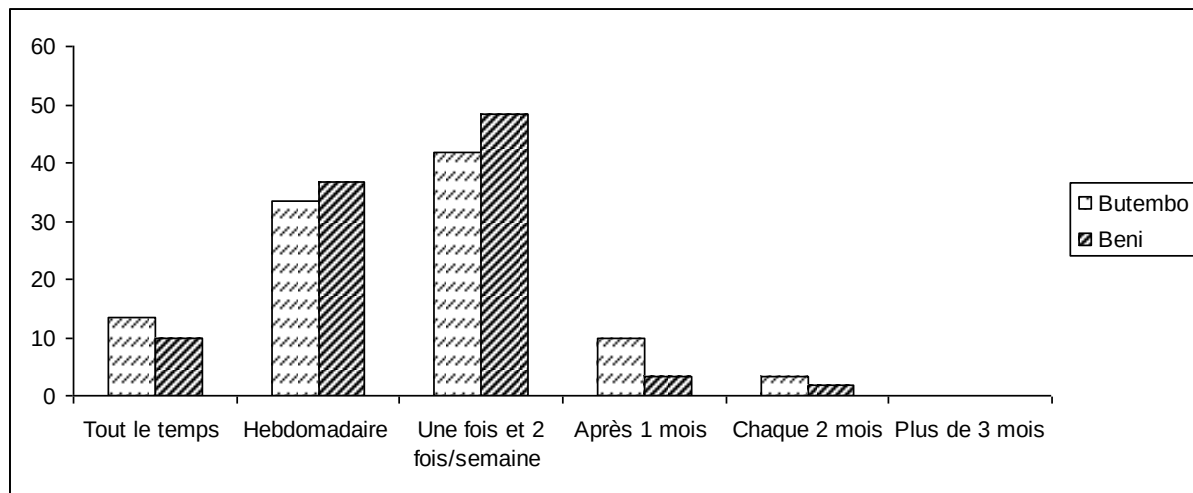


Figure 4 : Fréquence d'approvisionnement en Produits Forestiers non Ligneux de marché de Beni et Butembo.

Il ressort de ce graphique que les personnes impliquées dans cette filière des produits forestiers non ligneux au niveau de Beni et Butembo sont approvisionnées une à deux fois par semaine. Ceci est réel que les jours d'approvisionnement en Produits Forestiers non Ligneux coïncide avec le jour du marché ; aucun produit à n'importe quelle période n'a dépassé 3 mois d'approvisionnement.

III.6. Les différentes difficultés rencontrées dans l'activité de produits Forestiers non Ligneux dans le marché de Beni et Butembo

Dans ce graphique 5 ci-dessous nous présentons les différentes difficultés auxquelles font face les acteurs de la filière des Produits Forestiers non Ligneux en ville de Beni et Butembo.

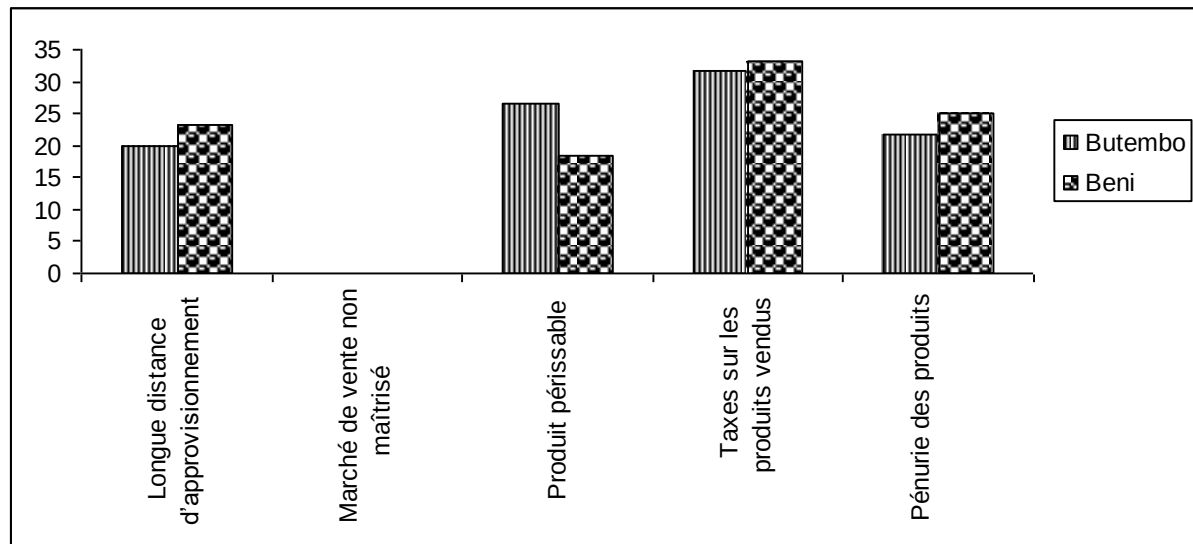


Figure 5 : Différentes difficultés rencontrées dans l'activité des Produits Forestiers non Ligneux dans le marché de Beni et Butembo.

De ce graphique, nous remarquons que la difficulté majeure dans le domaine des Produits Forestiers non Ligneux est le prélèvement des taxes sur produits. Ceci affecte le revenu tiré de ces derniers suite à l'intensification du prélèvement dans les écosystèmes naturels.

III.7. La répercussion des produits sur le revenu des acteurs de la filière de Produits Forestiers non Ligneux

Dans le graphique ci-dessous nous présentons les différentes opinions de nos enquêtés sur le revenu issu de l'activité de Produits Forestiers non Ligneux.

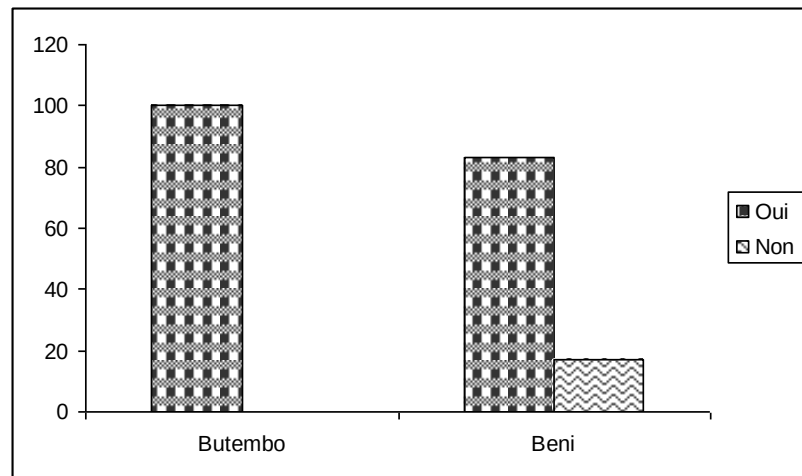


Figure 6 : Différentes opinions de nos enquêtés sur le revenu issu de l'activité de Produits Forestiers non Ligneux.

Les réponses données dans ce présent graphique signalent que l'échantillon de la population intéressée par nos enquêtes tant en ville de Beni et Butembo affirment que la rareté de leur produits peut avoir une répercussion sur leur revenus ménagers. Cette situation confirme la dépendance quasi-totale de la population de Beni et Butembo aux écosystèmes naturels.

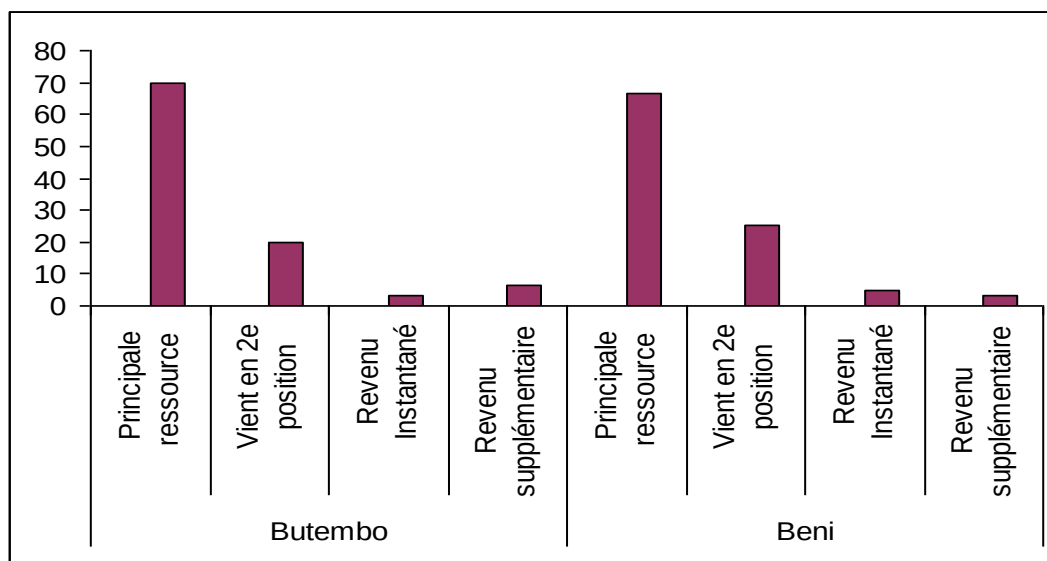


Figure 7 : Place des Produits Forestiers non Ligneux dans les ménages des personnes impliquées dans la filière en ville de Beni et Butembo

L'analyse de ce graphique, montre qu'il n'y a pas une différence significative pour ceux dont cette activité occupe la principale ressource dans leur ménages tant en ville de Beni qu'à Butembo.

III.8. Spéculations liées à l'offre et à la demande des Produits Forestiers non Ligneux étudiés

Il a été impossible d'évaluer objectivement la demande en produits forestiers non ligneux à travers cette enquête. Toutefois, la plupart des enquêtés ont déclaré sur base de leur expérience plus ou moins longue (quelque mois à plus), que leur activité était rentable et que la demande était non seulement permanente mais forte. Excepté les autres produits (*Garcinia kola*) qui s'écoule difficilement sur les marchés, mais connaît une prospérité inégale auprès des exportateurs ; le rotin est mis à part car sa chaîne commerciale est un peu particulière. Les grossistes affirment pouvoir absorber toute la production disponible en tout moment sur négociation des prix bien entendu.

Quand aux détaillantes, il faut un peu plus de temps pour écouler leurs marchandises, mais elles y parviennent toujours et renouvellent régulièrement leurs stocks. Le ratio offre / demande est variable en fonction des produits et demeure fortement influencé par le régime alimentaire des populations et la phénologie de fructification ou de production des espèces. Les produits comme (poivre noir, ...) qui n'entrent pas dans les habitudes alimentaires des populations de Beni et Butembo ne présente pas une demande importante sur les marchés, ces produits sont en effet reconnus comme aliments.

IV. CONCLUSION

Au terme de ce travail intitulé : "La part des produits forestiers non ligneux dans le revenus des acteurs impliqués dans la filière en ville de Beni et Butembo" ; Il nous revient de résumer les faits saillants auxquels l'analyse a été conduite.

Toutefois, l'effort fourni nous pousse à croire que l'exposé qui suit offre une vue suffisamment complète, objective et concise de l'ensemble de cette investigation.

C'est ainsi que pour vérifier nos hypothèses, nous nous sommes servit d'un guide d'entretien et d'un questionnaire préétabli auprès des acteurs impliqués dans cette filière.

De nos analyses, il ressort que :

- De tous les produits forestiers autres que le bois commercialisés dans le marché de Beni et Butembo, les produits alimentaires seraient plus commercialisés, avec 50 soit 83,33 %. Ceci nous pousse à confirmer notre 1^{ère} hypothèse selon laquelle les produits alimentaires seraient plus commercialisés parmi les Produits Forestiers non Ligneux sur les marchés de Beni et Butembo.

- La fréquence d'approvisionnement des produits sur les marchés révèle les résultats suivant : sur 60 enquêtés 29 soit 48,33 % au marché de Beni confirment que leur fréquence d'approvisionnement se fait une fois et 2 fois par semaine, quand au marché de Butembo sur 60 enquêtés 25 soit 41,66 % ont confirmé que leur fréquence d'approvisionnement se fait une fois et 2 fois par semaine.

- De la place du revenu issu de l'activité des Produits Forestiers non Ligneux au marché de Beni et Butembo ; il a été constaté que l'apport des produits forestiers aux revenus des ménages était important au marché de Beni ; 40 sur 60 de nos enquêtés soit 66,66 % confirment que ces ressources sont principales ; tandis que au marché de Butembo, 42 sur 60 de nos enquêtés soit 70 % confirment que ces ressources sont principales, 20 % en utilise en 2^e position. Ceci nous pousse à confirmer notre 2^e hypothèse selon laquelle les Produits Forestiers non Ligneux auraient une part importante dans le revenu familial des personnes impliquées dans leurs filières.

- Quant au niveau d'approvisionnement des Produits Forestiers non Ligneux au marché de Beni et Butembo ; il a été constaté que au marché de Beni sur 60 enquêtés, 40 soit 66,66 % confirment que leur niveau d'approvisionnement en Produits Forestiers non Ligneux au marché était irrégulier ; 20 soit 33,33 % ont confirmé que le niveau d'approvisionnement était régulier, au niveau de Butembo, sur 60 enquêtés 38 soit 63,33 % confirment que leur niveau d'approvisionnement en Produits Forestiers non Ligneux au marché était irrégulier ; suivi de 22 soit 37 % qui ont déclaré que le niveau d'approvisionnement était régulier. En dépit de ce qui précède, notre 3^e hypothèse a été infirmée.

Pour ce faire nous recommandons ce qui suit:

- Réduire l'étroitesse des marchés des Produits Forestiers non Ligneux en augmentant et en stabilisant la production ;

- Améliorer l'accès à l'information à travers un réseau entre un groupe diversifié d'acteurs et de partenaires intéressés aux Produits Forestiers non Ligneux ;

- Légaliser l'exploitation commerciale des Produits Forestiers non Ligneux parce que c'est un aspect important du développement de la Filière ;
- Accroître le niveau de transformation.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. BLANC F. et CORDON, J.L (1991) ; *Economie générale*, éd. Nathan, Paris, p. 28.
2. GRAWITZ, M. (1996); *Méthodes de la recherche en science sociales*, 2^e éd., Dalloz, Paris.
3. GREGOIRE TSAFACK, (1999) ; *Etude sur la nécessité d'introduire les PFNL dans l'élaboration des normes et méthodes d'inventaires et directives d'aménagement. TCP/CMR/006* : Rapport de consultation 78 p.
4. INNOCENT LIEGOLA B., (2007) ; *Etude préliminaire de marché des produits forestiers non ligneux : cas de marché de Beni et Kisangani*, Revue/ FAO
5. KISONIA E., (2009) ; *La déforestation en territoire de Beni. Conséquences et remèdes*, Mémoire, inédit, Fac. des Sciences Agronomiques, U.C.G, 51 p.
6. SAHANI, W., (2011) : *Contexte urbain et climatique des risques hydrauliques de la ville de Butembo* (Nord-Kivu R.D.C), Thèse, ULG, 300 p.
7. <http://www.fao.org> consulté le 11/02/2017
8. Rapport Annuel de la Mairie de Beni, 2016

**APPROCHES D'ENTRETIEN POUR LA DEMYSTIFICATION DE LA
MATHEMATIQUE EN 3^{ème} H.P ET 3^{ème} H.T. SOCIALE DANS LES ECOLES DE
LA CITE D'OICHA (Territoire de Beni, Nord-Kivu, R.D.Congo)**

Par : KAMBALE KASOMO, Assistant à l'I.S.P/OICHA, Nord-Kivu, R.D. Congo

Résumé

Cet article contribue à la recherche des voies et moyens pédagogiques pour démystifier l'enseignement de la mathématique, à partir de quelques approches d'entretien dans les classes de 3^{ème} H.P et 3^{ème} H.T.S. en cité d'Oïcha.

Nul n'ignore que le ministère de l'E.P.S.P attache un intérêt particulier au raisonnement mathématique et à son impact sur les facultés de l'enfant ; c'est pourquoi il l'inscrit pour chaque classe au programme national.

Cependant, des lamentations répétées recueillies des élèves, la baisse du niveau de la mathématique constatée par les autorités scolaires de cette contrée, ont motivé notre curiosité à examiner les causes des échecs dans les classes précitées en fixant nos investigations de 2012 à 2014 dans ce milieu.

Ainsi, les contacts ont été menés entre les élèves et leurs enseignants et ont prouvé que le principe « **école sur mesure** » demeure ignoré par les enseignants interrogés. Les élèves considèrent la mathématique comme une science destinée aux génies ou même comme une science mystique.

Néanmoins, notre préoccupation appuyée par certaines méthodes et techniques (d'observation, de test de l'indépendance,...), vise à analyser la transposition didactique entre nos deux échantillons afin de démystifier l'enseignement de cette science par la pédagogie moderne.

La carrière enseignante est exigeante ; elle a besoin des enseignants compétents, capables d'appliquer correctement la psychologie, la pédagogie et la didactique en classe, le tout dans le strict intérêt de l'apprenant.

Abstract:

This article contributes to the research of pedagogical ways and means to demystify mathematics teaching from some discussion approaches in the 3rd form classes of secondary school in pedagogy and Social Technics in Oicha township.

It is well known that the Ministry of Education (Primary, secondary and professional schools) attaches a particular importance to the mathematical thinking, and to its impact on the child faculties; that is why it is provided in every class from the national programme.

However, repeated lamentations, from the pupils, the decrease of mathematics learning level, noticed by school authorities of this area, prompted our mind to analyze the causes of failures in the above-mentioned classes limiting our investigations between 2012 and 2014.

Thus, the undertaken contacts between the pupils and their teachers proved that the principle “**école sur mesure**” (adapting school) remains ignored by interviewed teachers. Pupils consider Mathematics as a science for genius or simply as mystic.

Nevertheless, our preoccupation supported by some methods and technics (of observation, Test of independence,...)wishes to analyze didactic transposition between our two samples in order to stop considering the teaching of this science as mystic by modern pedagogy.

The teaching career needs competent teachers, able to apply efficiently psychology, pedagogy and didactics in the class room for the strict good of the learner.

1. Introduction

En République Démocratique du Congo, le ministère de l'E.P.S.P prévoit des programmes des cours parmi lesquels figure la mathématique reprise dans toutes les classes (A.GYSEL, 1988). Dans la reforme de Juin 2005, ce ministère a ajouté cette fois ci une sous-branché intitulée « **statistique** » dans toutes les classes du cycle long. (BWALAKAY)

L'ancien programme rédigé par A. Gysel en 1988, prévoyait la statistique uniquement en 6^e année Agricole du cycle Long.

Dans l'apprentissage de la Mathématique, un constat amer a souvent caractérisé le rendement de cette branche dans les sections différentes de la section scientifique A et B. (Mathématique physique et chimie biologie). L'examen particulier sur les résultats de mathématique des classes de 3^{ème} année des humanités pédagogiques et techniques sociales demeurent très faibles et démotivent les élèves.

De tels événements d'apprentissage effrayent les élèves ou les personnes intéressées par la réussite d'une action pédagogique. Généralement, les échecs de toute science étudiée proviennent d'un facteur anti pédagogique : la mystification de l'enseignement. L'échec constaté aussi en mathématique découle de la même raison.

Dans le cadre de cette recherche, il faut tenter de surmonter cet obstacle en proposant un sujet comme « Approches d'entretien pour la démystification de la mathématique en 3^{ème} année secondaire de la section pédagogique et technique sociale dans les écoles de la cité d'Oïcha ». Ce

milieu regorge encore des échecs inquiétants en Mathématique chez les élèves de 3^{ème} dans les options précitées.

Cette situation déplorable de la part des élèves emmènent ceux-ci à considérer la mathématique comme un « cauchemar », qui nous rappelle la petite phrase de CAMARA LAYE: « le tableau était notre cauchemar » (**Guy HABRAM, P 2003**) . Les élèves de cette époque avaient l'impression et la conviction que la matière se trouvant au tableau noir était carabinée et donc impossible à assimiler.

Pourtant d'après les principes méthodologiques, une leçon doit être composée des « différents moments », depuis l'introduction jusqu'à l'application et rendement (**F.MULIER et Alii,**

1981). L'aspect négatif que ressentent les apprenants sur l'acquisition du contenu de mathématique est un problème en ce sens que les élèves considèrent cette discipline comme un casse-tête, un mystère ou une matière destinée aux surdoués.

Durant les investigations, les cotes sur les archives contenaient plus d'échecs que des réussites ; cela a révélé l'insuffisance de la formation des enseignants en matière de pédagogie active et participative qui avait pourtant fait l'objet d'un séminaire-atelier de recyclage (**CHRISTIAN GRET et alii 2009**) dans le territoire de Beni en Décembre 2009.

Les sciences de l'éducation en pédagogie et administration scolaires avec leurs différents représentants du milieu éducatif, recherchent continuellement, avec assurance et supports pédagogiques, la solution au problème de la mystification de l'enseignement.

La formation continue initiée par le service dénommé « SERNAFOR » est une partie de la démarche vers cette solution. Il y a lieu d'envisager aussi d'autres pistes de solution pour la démystification de l'enseignement de Mathématique.

Nos contacts avec les enseignants et leurs élèves ont démontré que la mathématique a toujours été difficile depuis les bons vieux temps. Il n'ya jamais un climat d'entente entre les deux groupes en classe. Curieusement, les enseignants se réjouissent des échecs des élèves en mathématiques et tiennent un langage discourtois et arrogant envers les apprenants. En plus, la cité d'Oïcha est encore jeune s'ouvrant à peine au modernisme comme d'autres villes, poles de l'enseignement en R.D. Congo. Finalement, les élèves effrayés et découragés considèrent les enseignants comme de vrais bourreaux ou bien éprouvent des insuffisances en matière scientifique à notre sujet d'étude. Cela entraine la passivité voire même le désintéressement total à cette matière.

Dans le souci de combattre ce vice des enseignants qui dévalorise la dite science et de mener la présente étude à bon port, la démarche s'est orientée vers la pédagogie moderne.

Et cela a suscité des questions suivantes :

1°. Quelles sont les causes des échecs en mathématique 3^{ième} et de cette peur bleue des apprenants de deux sections ?

2°. Comment démystifier la Mathématique en 3^{ième} HP et en 3^{ième} HTS ?

3°. Quelles démarches amorcer pour démystifier l'enseignement de la Mathématique en 3^{ème} HP et en 3^{ème} HTS ?

La démystification de la mathématique dans les classes de troisième année des humanités pédagogiques et des humanités Techniques sociales de cette contrée pourrait réussir au bout des actions telles que :

1°. La correction des mauvais comportements ; parmi ces pistes, il faut citer l'école sur mesure, la pédagogie moderne, ...

2°. L'amélioration des conditions de travail favorisant les bonnes informations liées au contenu, à l'application et au rendement de la Mathématique reçues des aînés.

3°. L'usage adéquat : des méthodes, des principes didactiques ou des procédés psychopédagogiques de la Mathématique en 3^{ème} HP et en 3^{ème} HTS

Cette étude voudrait que l'élève soit au centre de son éducation, d'où le principe de « **école sur mesure** » prôné par Edouard Claparede. Ce principe démystifie toute sorte d'enseignement et souligne l'importance de l'individualisation de l'enseignement.

2. Approche méthodologique.

La genèse des écoles, des élèves et de leurs enseignants en cité d'Oicha de 2012 à 2014 a suscité la réalisation, durant l'année scolaire 2013-2014, d'une étude sur « *Approches d'entretien pour la démystification de la Mathématique en 3^{ème} HP et en 3^{ème} HTS dans la cité de OICHA* ».

Oicha est une cité située dans le territoire de Beni de la province du Nord-Kivu.

Durant la pré-enquête, il a été prélevé 22 écoles de cette cité qui comptaient une population de 231 élèves et 49 enseignants. Ces données ont guidé la vérification des questionnaires dans leurs formulations et les stratégies à prendre sur le choix de l'échantillonnage.

Le matériel qui a été pris en compte était composé des élèves et leurs enseignants de Mathématique cités dans le sujet.

La récolte des données s'est réalisée par un sondage, une interview et une technique documentaire suivie d'enquête.

Tout a été mis en œuvre pour veiller sur la représentativité de l'échantillon et pour éviter la complexité du projet de recherche en procédant par :

- L'application de la méthode aléatoire simple pour déterminer l'effectif de chaque échantillon.
- La confrontation des données de l'année scolaire 2013-2014
- Le choix de deux échantillons : les élèves et leurs enseignants de Mathématique en 3^{ème} HP et 3^{ème} HTS.
- La retenue de 10 écoles secondaires, en interrogeant 100 élèves et 30 enseignants c'est-à-dire en raison de 10 élèves et de 3 enseignants par écoles.
- Deux catégories des questionnaires, chacun formé des questions fermées avec deux modalités de réponses au maximum.

Ils ont été utilisés des diverses méthodes notamment : la méthode documentaire, la méthode comparative, la méthode d'observation et la méthode statistique. Ces méthodes ont conduit à l'interprétation des données et à la confrontation des hypothèses face à la résolution de la problématique. Deux catégories des questionnaires ont été regroupées en cinq thèmes :

- 1° Le comportement et le milieu de travail des enseignants
- 2° La valorisation des échecs en mathématique
- 3° Les Préjugés
- 4° L'application des méthodes actives et participatives
- 5° Les informations reçues par les élèves

Les dix instituts retenus sont respectivement : Mgr KAHONGYA, MUBE, MAENDELEO, NGELE, KALIMBA, BAKAIKU, KOLIKOKO, OÏCHA, NDUANI et BABWISI.

En statistique, certaines techniques telles que le calcul de pourcentage, de la moyenne et le test de l'indépendance (**DANIEL SCHWARTZ**) ont été appliquées. Ce test emploie

aussi la formule $\chi^2_{\text{cal}} = \frac{\sum(f_o - f_t)^2}{f_t}$ conforme au test de Khi-carré (**GRAIS B. 1992**).

Pour calculer f_t la formule suivante a été utilisée:

$$f_t = \frac{\text{total de la ligne } X \text{ total de la colonne}}{\text{taille de l'échantillon}}$$

La considération de deux échantillons et de deux modalités de réponses, a entraîné la recherche de calcul de degré de liberté:

$ddl = (l-1)(k-1)$ qui a donné un seuil de signification de 1% où l est le nombre de lignes et k est le nombre de colonnes. Le point de vue d'un thème ou d'une hypothèse a été présenté selon que $\chi^2_{cal} > \chi^2_{tab}$ ou bien $\chi^2_{cal} < \chi^2_{tab}$ en rassemblant les données réparties dans des tableaux regroupés selon les thèmes de la recherche.

3. PRESENTATION ET INTERPRETATIONS DES RESULTATS

3.1. Présentation des résultats

Tableau 1. Ecoles ou option intéressées par la présente recherche de 2012 à 2014 (pré- enquête)

Option	Ecole organisant						Nbre d'éc ole par option
Appellation sigle fo %	Une option		2 options		3. Options		
	PG.TS. P.N	Nbre	PG.TS.P. N	Nbre	PG.TS.P. N	Nbre	
Pédagogie Générale P.G. 14 59,8	/// /// ///	11	///	5	//// ///	O	16
Technique Sociale T.S. 9 34,6	///	3	///	1	//// ///	O	4
Pédagogie Normale P.N 3 11,5	/// ///	2	///	0	//// ///	O	2
Total 3 26 100		16		6		0	22

Source : nos enquêtes

Légende :  Option non organisée (impossibilité)

 : Option organisée (possibilité)

Il ressort de ce tableau que la pré-enquête comptait 22 écoles dont les fréquences des options observées étaient au nombre de 26.

Les trois options sont respectivement dans l'ordre de 59,8% > 34,6% > 11,5%.

L'option technique sociale a été recommandée par la dernière réforme de l'E.P.S.P qui en R.D. Congo, favorisé la promotion des écoles techniques pour la préparation de la jeunesse congolaise (**Education nationale** 2013-2014) et le développement à la vie moderne, comme pour rappeler une des fameuses déclarations du Maréchal MOBUTU SESE SEKO (Président de la République du Zaïre) : « Le Zaïre de demain c'est la jeunesse » (**KATUMBWE L 1976**)

Tableau n°2 : Répartition des échantillons des écoles retenues l'année scolaire 2013-2014 (Enseignants et Elèves)

Institut	Enseignants				Elèves			
	Eff.	%	P de E°	S.R.	Eff	%	P. de. E ⁰ .	S.R.
Mgr KAHONGYA	5	10,2	3	3	35	15,2	10	10
MUBE	3	6,1	3	3	11	4,8	10	10
MAENDELEO	6	12,2	3	3	26	11,3	10	10
NGELE	5	10,2	3	3	10	4,3	10	10
KALIMBA	8	16,3	3	3	33	14,3	10	10
BAKAIKU	4	8,2	3	3	34	14,7	10	10
KOLIKOLO	3	6,1	3	3	10	4,3	10	10
D'OICHA	6	12,2	3	3	50	21,6	10	10
NDUANI	5	10,2	3	3	10	4,3	10	10
BABWISI	4	8,2	3	3	12	5,2	10	10
TOTAL	49	100	30	30	231	100	100	100

Source: nos enquêtes

Légende: Mgr : Monseigneur EFF: Effectif ;% : pourcentage ; P. de E° : proportion de l'Echantillon, S.R. : Sujet réels.

Par méthode aléatoire simple, nous avons retenu dans 10 écoles, 3 enseignants et 10 élèves par école qui organisait au moins une des options qui fait l'objet d'étude.

Tableau n° 3 : Répartition d'items selon les thèmes

N° Items	Thèmes	N° Questions Adressées aux	
		Enseignants	Elèves
1.	Comportement et milieu du travail des enseignants	1,2 et 3	1,2 et 3
2.	Valorisation des échecs en mathématique	6,7 et 8	4,5 et 6

3.	Les préjugés	4	7
4.	Application des méthodes actives et participatives	5 et 9	8 et 9
5.	Informations reçues par les élèves	10	10
Total	5	10	10

Source : Nos enquêtes

Il ressort de ce tableau que, pour un même thème, la numérotation des questions de deux échantillons n'est pas toujours la même.

Tableau n°4,5 et 6 : Thème n°1 : Comportement et milieu du travail des enseignants

Ce sont respectivement les résultats des questions numérotées 1,2 et 3 du groupe des enseignants comme celui des élèves.

a)Tableau n°4 : Ce sont les résultats des questions n°1

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	f _o	f _t	f _o	f _t	
Enseignants	25	15,9	5	14,1	30
Elèves	44	53,1	56	46,9	100
Total	69	69	61	61	130

Source : nos enquêtes

Le degré de liberté ddl = (l-1) (k-1)= (2-1). (2-1)=1.1=1

$$\chi^2_{cal} = \frac{(25 - 15,9)^2}{15,9} + \frac{(44 - 53,1)^2}{53,1} + \frac{(5 - 14,1)^2}{14,1} + \frac{(56 - 46,9)^2}{46,9} = 76,1$$

L'objectif est de contrôler le comportement d'un enseignant ou d'un élève pendant une leçon de Mathématique.

b) Tableau n°5 : Il s'agit de la question n°2 des enseignants et n°2 des élèves

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	fo	ft	fo	ft	
Enseignants	28	22,2	2	7,8	30
Elèves	68	73,8	32	26,2	100
Total	96	96	34	34	130

Source : nos enquêtes

Le degré de liberté ddl = (l-1) (k-1)= (2-1). (2-1)=1.1=1

$$\chi^2_{cal} = \frac{(28 - 22,2)^2}{22,2} + \frac{(68 - 73,8)^2}{73,8} + \frac{(2 - 7,8)^2}{7,8} + \frac{(32 - 26,2)^2}{26,2} = 7,6$$

L'objectif est de vérifier le moment important où on doit poser une interrogation de Mathématique.

c) Tableau n°6 : ce sont les résultats des questions numérotées 3 des enseignants comme pour les élèves.

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	fo	ft	fo	ft	
Enseignants	28	15,9	2	14,1	30
Elèves	41	53,1	59	46,9	100
Total	69	69	61	61	130

Source : nos enquêtes

Le degré de liberté ddl = (l-1) (k-1) = (2-1). (2-1) = 1.1 = 1

Par le test de Khi-carré

$$\chi^2_{cal} = \frac{(28 - 15,9)^2}{15,9} + \frac{(41 - 53,1)^2}{53,1} + \frac{(2 - 14,1)^2}{14,1} + \frac{(59 - 46,9)^2}{46,9} = 25,5$$

L'objectif est de contrôler les difficultés des apprenants avant de poser une interrogation de Mathématique.

Pour tester l'Ho des ces 3 questions dont on vient de calculer χ^2 à chacune d'elles, ce

χ^2_{cal} du même thème, il y a lieu d'application la formule classe de k^2 :

$$\chi^2_{cal} = \frac{\sum \sum (foij - ftij)^2}{ftij}$$

Donc le test de Khi-carré de ces 3 questions des tableaux n° 4,5 et 6 donne

$$\chi^2_{cal} = 76,1 + 7,6 + 25,5 = 109,2 \text{ dont sa moyenne est } \frac{109,2}{3} = 36,4$$

Comme ddl = (l-1) (k-1) = (2-1)(2-1) = 1.1 = 1 ou seul l de 1% alors $\chi^2_{tab} = 6,635$

Il ressort des tableaux 4,5 et 6 que $\chi^2_{cal} = 36,4 > \chi^2_{tab} = 6,635$ au seuil de 1% avec le

degré de liberté 1, ce qui nous mène à conclure que nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il y a de déférence significative entre les effectifs observées. D'où le comportement des enseignants de mathématique n'intéresse pas les élèves en classe. Ce résultat confirme la 1^{ère} hypothèse de cette recherche.

Tableau n° 7,8 et 9 ; Thème n°2 : valorisation des échecs en Mathématique

Ce sont respectivement les résultats des questions numérotées 6,7 et 8 posées aux enseignants et les questions numérotées 4,5 et 6 pour le cas des élèves.

a) Tableau n°7 : Résultat de la question n°6 adressée aux enseignants de mathématique et la question n°4 posée à leurs élèves.

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	fo	ft	fo	ft	
Enseignants	7	21	23	9	30
Elèves	84	70	16	30	100
Total	91	91	39	39	130

Source : nos enquêtes

$$ddl=(l-1)(k-1)=(2-1).(2-1)=1.1=1$$

par le Test de Khi-carré

$$\chi^2_{cal} = \frac{(7-21)^2}{21} + \frac{(84-70)^2}{70} + \frac{(23-9)^2}{9} + \frac{(16-30)^2}{30} = 31,6$$

L'objectif est de comparer le nombre d'échecs en Mathématique extrait des archives par rapport aux nombres des réussites des élèves.

$$\chi^2_{cal} = 31,6 > \chi^2_{tab} = 6,635$$

b) Tableau n°8 : Résultat de la question n°7 des enseignants et la question n°5 des élèves

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	fo	ft	fo	ft	
Enseignants	22	12,2	8	15	30
Elèves	31	40,8	67	50	100
Total	53	53	65	65	130

Source : nos enquêtes

$$ddl=(l-1)(k-1)=(2-1).(2-1)=1.1=1$$

Le Test de l'indépendance donne :

$$\chi^2_{cal} = \frac{(22-12,2)^2}{12,2} + \frac{(31-40,8)^2}{40,8} + \frac{(8-15)^2}{15} + \frac{(67-50)^2}{50} = 19,4$$

L'objectif est d'identifier l'appréciation des réponses des élèves pendant les divers « feed-back » en didactique dans une classe. $\chi^2_{cal} = 19,4 > \chi^2_{tab} = 6,635$. L' H_0 est rejetée pour accepter

l'hypothèse alternative. (H_0 : hypothèse nulle)

C. Tableau n°9 : Question n°8 posée aux enseignants et la question n°6 adressée aux élèves.

Réponse	Oui	Non	Total
---------	-----	-----	-------

Echantillon	fo	ft	fo	ft	
Enseignants	2	10,4	28	19,6	30
Elèves	43	34,6	57	65,4	100
Total	45	45	85	85	130

Source : nos enquêtes

$$ddl=(l-1)(k-1)=(2-1).(2-1)=1.1=1$$

Le test de l'indépendance donne :

$$\chi^2_{cal} = \frac{(2-10,4)^2}{10,4} + \frac{(43-34,6)^2}{34,6} + \frac{(28-19,6)^2}{19,6} + \frac{(57-65,4)^2}{65,4} = 13,6$$

. $\chi^2_{cal} = 13,6 > \chi^2_{tab} = 6,635$. L' H_0 est rejetée pour accepter l'hypothèse alternative.

La moyenne de ces trois questions $\chi^2_{cal} = \frac{31,6+19,4+13,6}{3} = 21,5$

Comme $\chi^2_{cal} = 21,5 > \chi^2_{tab} = 6,635$ avec le degré de liberté $(l-1)(k-1) = (2-1)(2-1) = 1.1 = 1$ au seuil de 1%, cela rejette l' H_0 c'est-à-dire, il y a des différences significatives entre les effectifs observés. Les élèves constatent que les enseignants de mathématique se réjouissent de leurs échecs dans cette branche en classe, frisant ainsi le sadisme. En effet, les enseignants attachent très peu d'importance ou d'intérêt à la réussite de la mathématique par leurs élèves. Ainsi, ils ne déploient aucun effort pour redresser cette situation regrettable. Ce résultat confirme l'hypothèse n°3 de la recherche.

Tableau n°10 : Thème n°3, les préjugés

C'est le résultat de la question n°4 posée aux enseignants et de la question n°7 adressé aux élèves.

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	f _o	f _t	f _o	f _t	
Enseignants	5	21,5	25	10,6	30
Elèves	78	71,5	22	36,2	100
Total	93	93	47	47	130

Source : nos enquêtes

$$ddl=(l-1)(k-1)=(2-1).(2-1)=1.1=1$$

Le test de l'indépendance donne :

$$\chi^2_{cal} = \frac{(5-21,5)^2}{21,5} + \frac{(78-71,5)^2}{71,5} + \frac{(25-10,8)^2}{10,8} + \frac{(22-36,2)^2}{36,2} = 37,6$$

L'objectif est le respect de l'introduction d'une leçon ou d'une leçon de révision pendant la gestion d'une classe en Math.

Comme $\chi^2_{cal}=37,6 > \chi^2_{tab=6,635}$ au seuil de 1% avec le degré de liberté 1, l'hypothèse nulle est rejetée, l'hypothèse selon laquelle il y a une différence réelle entre les effectifs observés. D'où les élèves de 3^e H.P et 3^e H.T.S ont des préjugés qui contribuent aussi à la mystification de l'enseignement de Mathématique dans les dites classes.

Le résultat de ces 2 questions confirme l'hypothèse n°2 de la recherche : « l'amélioration des conditions de travail favorisant les bonnes informations liées au contenu, à l'application et au rendement de la mathématique reçues des aînés ».

Tableaux N° 11 et 12 : Thème N°4, application des méthodes actives et participatives. C'est le résultat des questions N°5 et N°9 posées aux enseignants ainsi que les questions N°8 et N°9 adressées aux élèves.

a) Tableau n°11 : c'est le résultat de la question N°5 des enseignants et de la question N°8 des élèves.

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	f _o	f _t	f _o	f _t	
Enseignants	19	7,9	11	22,2	30
Elèves	15	26,2	85	73,8	100
TOTAL	34	34	96	96	130

Source : nos enquêtes

Le test de l'indépendance donne :

$$\chi^2_{cal} = \frac{(19 - 7,9)^2}{7,9} + \frac{(15 - 26,2)^2}{26,2} + \frac{(11 - 22,2)^2}{22,2} + \frac{(85 - 73,8)^2}{73,8} = 27,8$$

L'objectif est de déterminer le défaut des anti valeurs en enseignement de Mathématique en classe de 3^e H.P. et 3^e H.T.S.

$\chi^2_{cal}=27,8 > \chi^2_{tab=6,635}$, il y a des différences significatives entre les effectifs observés.

b) Tableau n° 12

C'est le résultat de la question n°9 posée aux enseignants et la question n°9 adressée aux élèves.

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	f _o	f _t	f _o	f _t	
Enseignants	7	14,3	23	15,7	30
Elèves	55	47,7	45	52,3	100
TOTAL	62	62	68	68	130

Source : nos enquêtes

Le test de l'indépendance donne :

$$\chi^2_{cal} = \frac{(7 - 14,3)^2}{14,3} + \frac{(55 - 47,7)^2}{47,7} + \frac{(23 - 15,7)^2}{15,7} + \frac{(45 - 52,3)^2}{52,3} = 9,2$$

L'objectif est d'identifier le degré d'application de la docimologie pendant la composition des questionnaires de contrôle ou d'une épreuve.

$\chi^2_{cal} = 9,2 > \chi^2_{tab} = 6,635$, il y a des différences significatives entre les effectifs des cas observés.

Les résultats des tableaux n° 11 et n° 12 présentent par le test de l'indépendance une moyenne $\chi^2_{cal} = \frac{27,8 + 9,2}{2} = 18,5$ selon la table statistique, au seuil de 1% cette moyenne donne $\chi^2_{cal} = 18,5 > \chi^2_{tab} = 6,635$, avec degré de liberté égale 1, qui rejette l'hypothèse nulle. Il se dégage donc une différence significative entre les effectifs observés car, en classe, l'application des méthodes actives et participative n'est pas de mise.

Tableau N° 13 : Thème N° 5 : Information reçue par les élèves.

C'est le résultat de la question N°10 des enseignants ainsi que la question N°10 des élèves.

Réponse Echantillon	Oui		Non		Total
	f _o	f _t	f _o	f _t	
Enseignants	28	13,4	2	16,6	30
Elèves	30	44,6	70	55,4	100
TOTAL	58	58	72	72	130

Source : nos enquêtes

$$Ddl = (l-1)(k-1) = (2-1) \cdot (2-1) = 1.1 = 1$$

Le test de khi-carré de l'indépendance donne :

$$\chi^2_{cal} = \frac{(28 - 13,4)^2}{13,4} + \frac{(30 - 44,6)^2}{44,6} + \frac{(2 - 16,6)^2}{16,6} + \frac{(70 - 55,4)^2}{55,4} = 37,3$$

L'objectif est de montrer le désavantage de la non application du savoir-être en milieu scolaire.

Il ressort de ce tableau que le résultat $\chi^2_{cal}=37,3 > \chi^2_{tab}= 6,635$ qui prouve une différence significative des effectifs observés au seuil de 1% avec le ddl égale 1. Nous rejetons l' H_0 , l'hypothèse alternative est acceptée. Donc les élèves ne reçoivent pas de bonnes informations relatives à la mathématique et à son enseignement. Ce résultat appuie également le thème n°3 (les préjugés), un des facteurs de la mystification de la mathématique en cité d'Oicha.

3.2. Interprétation des résultats

Des données ou des résultats statistiques de cette recherche, il s'est dégagé ce qui suit :

1°) une pédagogie moderne doit être mise en pratique afin de démystifier l'enseignement de mathématique en 3^e H.P et 3^e H.T.S dans la cité d'Oicha. Cette déduction provient d'un constat amer qui a été noté lors de l'analyse de cinq thèmes qui regroupaient les réponses de vingt questions en raison de 10 questions fermées soumises à chaque échantillon. Chacune de ces questions en rapport avec son thème a révélé que $\chi^2_{cal} > \chi^2_{tab}$. De ces aspects, il n'y a point de doute que la mathématique est mystifiée à ce niveau.

2°) Par le test de l'indépendance des différentes valeurs du khi-carré calculé, les cinq thèmes ont été respectivement de : 36,4 ; 21,5 ; 37,6 ; 18,5 et 37,3 avec chacun d'eux un degré de liberté ddl= (1-1) (k-1)=(2-1).(2-1)= 1.1= 1 au seuil de 1% tel que $\chi^2_{tabulaire}= 6,635$. En moyenne ces cinq thèmes donnent (**Boissière G. et Alii 1993**)

$$\chi^2_{Cal} = \frac{36,4+21,5+37,6+18,5+37,3}{5} = \frac{151,3}{5} = 30,3.$$

$\chi^2_{cal} = 30,3 > \chi^2_{tab} = 6,635$, est un résultat rejetant l'hypothèse nulle pour accepter l'hypothèse alternative. Il y a des différences significatives entre les effectifs observés.

Les cinq thèmes sont confirmés et prouvent les rendements très faibles des élèves en Mathématique. En plus, les rapports annuels antérieurs sur la Mathématique exploités l'année scolaire 2013-2014, voire même les bulletins d'archives de la période allant de 2012 à 2014 ont prouvé que la mathématique n'était pas assimilée par les élèves (**Education National, 2012, 2013, 2014**)

Il faut donc rechercher des remèdes pour le renforcement du SERNAFOR qui a déjà été mis en œuvre dans des villes ou dans des écoles dont les performances pédagogiques sont remarquables.

3°) L'enseignement de la mathématique en 3^e H.P et 3^e H.T.S est organisé en défaveur des apprenants. Face à ce contraste, le système éducatif congolais doit poursuivre des réformes, dans son enseignement, dans la perspective des systèmes éducatifs pragmatiques comme dans plusieurs pays anglo-saxons (UNESCO,1959).

En Ouganda, par exemple, dans son imitation de sa métropole, le nombre d'écoles techniques est supérieur au nombre d'écoles de formation générale. Fidèle à ce schéma, ce pays fait preuve des nombreuses actions d'émergence, indicateurs d'impacts visibles de développement économique qu'en R.D.Congo. Pédagogiquement, l'enseignement technique est toujours expérimental et actif.

Sous cet angle, on apprend à partir du matériel didactique à travers lequel l'enfant comprend aisément ce que son maître lui a communiqué. Voilà un modèle que l'enseignant de Mathématique doit imiter au lieu d'enseigner cette matière par la méthode affirmative qui fait noyer l'apprenant dans l'abstrait et la frustration. Le matériel didactique facilite la compréhension de l'enfant ; cependant durant son exposé, l'enseignant cherchera à répondre à la fois aux questions suivantes : suis-je écouté ?, suis-je entendu ? et suis-je compris ? Il faut diversifier le mode d'enseignement en classe. Le travail par équipe a des avantages : le développement de l'entraide, de la coopération et de la solidarité. Il développe l'initiative, le sens de responsabilité. Mais chaque groupe ou équipe ne doit pas dépasser 7 sujets.

4°) Les cinq thèmes abordés par la présente étude ont été confirmés par le test de l'indépendance. Il est donc exigé d'appliquer la pédagogie moderne enfin qu'il y ait un changement radical aux aspects négatifs de ces cinq thèmes et de la mystification de la mathématique en 3^e H.P et 3^e H.T.S.

5°) Enfin, une des fonctions de l'enseignement qui intéresse beaucoup la pédagogie moderne est celle de « **Favoriser la réactivité dans toute action didactique** ». Les enseignants de 3^e H.P et 3^e H.T.S éviteront les méthodes affirmatives et la pavane, car celles-ci provoquent chez l'apprenant l'ennui, le désintéressement ou la faiblesse intellectuelle.

4. CONCLUSION

Le calcul de khi-carré par le test de l'indépendance nous a convaincu, pendant l'analyse, que dès le 1^{er} thème jusqu'au cinquième, le résultat moyen a donné par comparaison : $\chi^2_{ca} = 30,3 > \chi^2_{tab} = 6,635$ au seuil de 1% avec un ddl=1. Suite à ce sens d'inégalité à l'égard des thèmes, la conclusion est donc: « le rejet des hypothèses nulles et l'acceptation des

hypothèses alternatives. Il y a une différence significative des effectifs observés ». En enseignement de la mathématique en 3^e H.P et 3^e H.T.S, il s'est révélé que :

- Les enseignants affichent un mauvais comportement et évoluent dans des conditions défavorisant les bonnes informations liées au contenu en négligeant des méthodes actives et des méthodes participatives.
- Les élèves subissent l'orgueil de leurs enseignants, reçoivent de mauvaises informations, ont des préjugés et considèrent les leçons de mathématique comme un cauchemar. Tous ces aspects négatifs allant même jusqu'à l'éducation diffuse créent chez ces apprenants une phobie forte face à la mathématique.
- A chacune des questions $\chi^2_{cal} > \chi^2_{tab}$ en calcul de test de l'indépendance. C'est-à-dire qu'il y a des différences significatives entre les effectifs observés. Les trois hypothèses ont été donc confirmées. Après analyse et interprétation des données, ainsi que la relecture du projet, il s'est dégagé quelques pistes de solutions :
 - ❖ La pédagogie, la psychologie et la didactique sont trois disciplines inséparables en enseignement ;
 - ❖ En classe, il faut éviter des états d'âme ayant tendance à la diabolisation d'une science, le tâtonnement dans la pratique de l'enseignement.
 - ❖ L'application d'une pédagogie moderne, entre autres, **le positivisme de la science, favorise la créativité dans l'enseignement;**
 - ❖ Enseigner c'est organiser l'apprentissage : un bon enseignant est un bon organisateur d'une leçon qu'il a préparée. Et naturellement, un bon enseignant réussit dans une bonne classe.

La démystification de la Mathématique dans les classes étudiées en cité d'Oicha pourrait réussir au bout des actions telles que :

- La correction des mauvais comportements ;
- L'amélioration des conditions de travail favorisant les bonnes informations liées au contenu, à l'application et au rendement de la mathématique reçue des aînés.

- L'usage adéquat des principes didactiques ou des procédés psychopédagogiques de la mathématique 3è H.P. et 3è H.T.S.

5. Références Bibliographiques

- 1) **A. Gysel**, *Programme National des Mathématiques, toutes sections, Cycle long, 1^{ère}, 2è, 3è, 4è, 5è, et 6è*, Ed EDIDEPS KIN 1988 PP 2-61.
- 2) **BOISSIERE G. et alii**, *Mathématique 1^{ère} es*, ed. Bordas, paris 1993 PP 38-41.
- 3) **BWALAMKAY et alii**, *Programme National des Mathématiques, enseignants secondaire, toutes les sections. Cycle long 1^{ère}, 2è, 3è, 4è, 5è, 6è*, EDIDEPS en Juin 2005, PP 19, 31 et 39.
- 4) **CHRISTIAN GREF et alii**, *Formation des enseignants à la P.A.P*
(Pédagogie Active Participative, module de formation Beni) Décembre 2009.
- 5) **DANIEL SCHWARZE**, *Méthodes statistiques à l'usage des médecins et des biologistes*, Ed.flammarion, France page 79
- 6) **EDUCATION NATIONALE**, *Rapport annuels des résultats*, exercices de 2012 à 2014.
- 7) **F.MULIER et alii**, *suggestions Méthodologiques pour les disciplines scientifiques dans l'enseignement secondaire*, Ed SAMAFOS KIN 1981 P.159.
- 8) **GUY HABRAM P**, *Au fil du temps*, Ed.C.R.P KIN.I. 2003 PP.14.
- 9) **GRAIS B.** *Méthodes statistiques*, 3è édition DUNOD, Paris 1992 P.19.
- 10) **KATUMBWE L**, *Mathématique 2^{ème} C.O*, CREM.KIN 1975 P39
- 11) **MINISTERE DE L'EPSP**, *module de formation des directeurs et enseignants, conduite de leçon intégrant la pédagogie active*, oicha 2010 PP 3-4.
- 12) **UNESCO**, *Education dans le monde*, Ed. 1959 PP 830-997